

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ENTREPRENEURIAT: QUELLES ACTIONS INTERCOMMUNALES?

FOCUS SUR DES TERRITOIRES RURAUX  
ET EN POLITIQUE DE LA VILLE VOILET 2/2



AOÛT 2017

2.17.013

ISBN 9 78 2 7371 2026 8



[www.iau-lidf.fr](http://www.iau-lidf.fr)



**IAU**

INSTITUT  
D'AMÉNAGEMENT  
ET D'URBANISME

\* ile de France

# Développement économique et entrepreneuriat : quelles actions intercommunales

Focus sur des territoires ruraux et en politique de la ville  
Volet 2/2

Août 2017

**IAU île-de-France**

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15  
Tél. : + 33 (1) 77 49 77 49 - Fax : + 33 (1) 77 49 76 02  
<http://www.iau-idf.fr>

Directeur général : Fouad AWADA  
Département Habitat et Société, Martin OMHOVÈRE, directeur de département  
Etude réalisée par Olivier MANDON, avec la participation de Antony MARSAL  
Cartographie réalisée par Stéphanie LESELLIER et Yoann FONTENEAU

N° d'ordonnancement : 2.17.013

*Crédits photo de couverture : Lisa Laurence*



## Remerciements

Remerciements à Monsieur Alain Sénéchal, Secrétaire général, CC Bassée-Montois - Monsieur Hervé Bolard, Directeur développement économique et de l'enseignement supérieur, CA Cergy-Pontoise – Madame Amarine Nabi, Responsable du service enseignement supérieur, innovation et entrepreneuriat, CA Cergy-Pontoise – Madame Tasneem Abdul, Responsable développement économique et emploi, CC Entre Juine et Renarde – Monsieur Grégory Guimiot, Responsable de la pépinière d'entreprises et de la création d'entreprises, EPT Est Ensemble – Madame Nathalie Verdeille, Directrice du développement économique, EPT Est Ensemble – Madame Nadine Merle-Demoor, Directrice générale des services, CC Gally Mauldre – Monsieur Pascal Girod, Directeur du développement économique, EPT Grand-Orly Seine Bièvre – Monsieur Julien Aumand, Directeur du développement économique, EPT Grand Paris Grand Est – Madame Julie Saint-Pierre, Responsable du service développement économique et touristique, CC de la Brie Nangissienne – Madame Stéphanie Pariente, Chargée de développement économique, CC Les Portes Briardes entre Villes et Forêts – Madame Carole Descaudin, Directrice générale adjointe, CC Les Portes Briardes entre Villes et Forêts – Monsieur Eric Cros, Directeur général des services, CC Les Portes de l'Île-de-France – Madame Caroline Noel, Responsable du service développement économique et emploi, CA de l'Etampois Sud Essonne - Patricia Beaugeard, Responsable du développement économique, CA Marne et Gondoire Monsieur David Le Loir, Directeur de l'aménagement du territoire, CA Melun Val de Seine – Monsieur Stéphane Brédillard, Responsable du service développement local, CC Moret Seine & Loing – Madame Axelle Champagne, Directrice générale adjointe du pôle développement économique et innovation, CA Communauté Paris-Saclay – Monsieur Patrick Waymel, Responsable du pôle Services aux entreprises et innovation, CA Paris-Vallée de la Marne – Madame Fatiha Becquart, Responsable Développement économique, CC du Pays Créçois – Madame Valérie Dronet, Responsable pôle développement économique et touristique, CA du Pays de Fontainebleau – Madame Catherine Champroux-Haguenaer, Responsable développement économique, CC du Pays de Limours – Madame Camille Danet, Chargée de mission développement économique, CC du Pays de Montereau – Monsieur Jean-Baptiste Bigot, responsable du Pôle développement économique & urbanisme, CC du Pays de Nemours – Madame Fanny Rouard, Responsable développement économique, CC du Pays Houdanais – Monsieur François-Xavier de Larminat, Responsable Développement économique et aménagement du territoire, CC du Provinois – Madame Camille Vallois, Responsable du développement économique et du tourisme, CC du Val d'Essonne – Monsieur Frank Zschiegner, Responsable économie territoriale, CA Versailles Grand Parc – Madame Laëtitia Pageot, Cheffe du service Développement territorial, Région Île-de-France.



# Sommaire

|  |     |
|--|-----|
| <b>Introduction</b> .....                          | 7   |
| Présentation de 25 monographies d'EPCI franciliens |     |
| <b>Seine-Saint-Denis</b> .....                     | 9   |
| Est Ensemble .....                                 | 10  |
| Grand Paris Grand Est .....                        | 14  |
| <b>Val-de-Marne</b> .....                          | 19  |
| Grand-Orly Seine Bièvre .....                      | 20  |
| <b>Essonne</b> .....                               | 25  |
| Communauté Paris-Saclay .....                      | 26  |
| Entre Juine et Renarde .....                       | 30  |
| L'Etampois Sud Essonne .....                       | 33  |
| Pays de Limours .....                              | 37  |
| Val d'Essonne .....                                | 40  |
| <b>Yvelines</b> .....                              | 45  |
| Gally Mauldre .....                                | 46  |
| Les Portes de l'Île-de-France .....                | 49  |
| Pays Houdanais .....                               | 52  |
| Versailles Grand Parc .....                        | 56  |
| <b>Val d'Oise</b> .....                            | 61  |
| Cergy- Pontoise .....                              | 62  |
| <b>Seine-et-Marne</b> .....                        | 67  |
| Bassée-Montois .....                               | 68  |
| La Brie Nangissienne .....                         | 72  |
| Les Portes Briardes entre Villes et Forêts .....   | 76  |
| Melun Val-de-Seine .....                           | 80  |
| Marne-et-Gondoire .....                            | 84  |
| Morêt Seine-et-Loing .....                         | 88  |
| Paris Vallée-de-la Marne .....                     | 92  |
| Pays Créçois .....                                 | 96  |
| Pays de Fontainebleau .....                        | 99  |
| Pays de Montereau .....                            | 103 |
| Pays de Nemours .....                              | 107 |
| Provinçois .....                                   | 111 |



# Introduction

Jusque dans les années 2000, l'Île-de-France se caractérise par un lent développement des intercommunalités à fiscalité propre au regard de la dynamique à l'œuvre dans beaucoup d'autres régions où la mutualisation de moyens de développement territorial trouve un réel intérêt des acteurs publics. Plus récemment, la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) de 2014 et la création de la Métropole du Grand Paris associées à la loi de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) de 2015 ont fortement modifié le paysage intercommunal francilien. Outre un territoire aujourd’hui totalement couvert par l’intercommunalité, des fusions d’Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sont effectives depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 entraînant une évolution de leurs compétences statutaires, notamment en matière de développement économique et d’entrepreneuriat.

Les aides variées au développement économique et entrepreneurial mobilisent de nombreux acteurs : Etat, collectivités territoriales, comme la Région, communes et leurs groupements, ou encore partenaires spécialisés (Caisse des dépôts, chambres consulaires, agences de développement, banque d’investissement, associations, etc.). Dans le cadre de sa refonte de politique territoriale d’accompagnement et de développement économique de la région, le Conseil régional vient d’élaborer sa stratégie régionale pour la croissance, l’emploi et l’innovation et son Schéma Régional de Développement Economique, d’Innovation et d’Internationalisation 2017-2021 (SRDEII). Cette refonte prend en compte le nouveau rôle de la Région en tant que chef de file du développement économique du territoire francilien. Cette stratégie, qui se veut collective, prévoit des orientations nouvelles pour accompagner le développement économique et entrepreneurial francilien et annonce un lien particulier avec les EPCI. Le développement territorial des soixante-cinq EPCI d’Île-de-France se différencie fortement selon qu’ils sont localisés en zone urbaine, dans l’agglomération parisienne, au sein d’un territoire marqué par la ruralité<sup>1</sup>.

Afin de prendre en compte les enjeux émanant des orientations nouvelles du SRDEII de la Région, ce rapport aborde tout particulièrement le développement économique et l’entrepreneuriat d’intercommunalités bénéficiant d’une attention particulière des acteurs publics :

- des EPCI en zone rurale devant associer leurs activités économiques avec des activités agricoles ou se composant d’un tissu industriel en pleine évolution, et ayant des enjeux de développement très différents de ceux du centre de l’agglomération parisienne.
- des EPCI dont le développement est associé à une identité socio-économique liée à la politique de la ville, où un meilleur accès à l’emploi des habitants et une attractivité plus grande des acteurs économiques représentent des enjeux majeurs.

Dans ce contexte, l’IAU Île-de-France étudie les modalités de mise en œuvre des compétences dans les 65 EPCI du territoire. Cette analyse est complétée par celle d’actions menées entre 2013 et 2017. Enfin, un travail monographique est mené auprès de 25 EPCI caractérisés par leur dynamique économique et leur localisation géographique.

L’étude sur l’analyse des modalités de mise en œuvre du développement économique et de l’entrepreneuriat des EPCI franciliens se compose de deux volets :

Volet 1 : une analyse des modalités de mise en œuvre du développement économique et de l’entrepreneuriat des 65 EPCI franciliens.

Volet 2 : 25 monographies d’EPCI franciliens.

Le volet 2 du rapport résulte de l’étude de 25 intercommunalités franciliennes. Les échanges réalisés ont été initiés selon des caractéristiques économiques des EPCI. Les contacts entrepris ont tenu compte de la dynamique économique et de l’emploi du territoire et de sa spécificité géographique, qu’elle soit notamment localisée en zone rurale ou ayant des quartiers en politique de la ville.

---

<sup>1</sup> La notion de ruralité dans ce rapport est abordée selon que les EPCI se composent des communes périurbaines, rurales hors agglomération et/ou dans les franges franciliennes.



Chaque monographie s'articule autour :

- De caractéristiques socioéconomiques et géographiques essentielles (Indice de concentration de l'emploi, stock d'entreprises, taux annuel de création d'entreprises).
- De leurs compétences et intérêts communautaires, avec la gouvernance résultante.
- Des actions et projets de développement économique et entrepreneuriat.
- Des projets à venir.

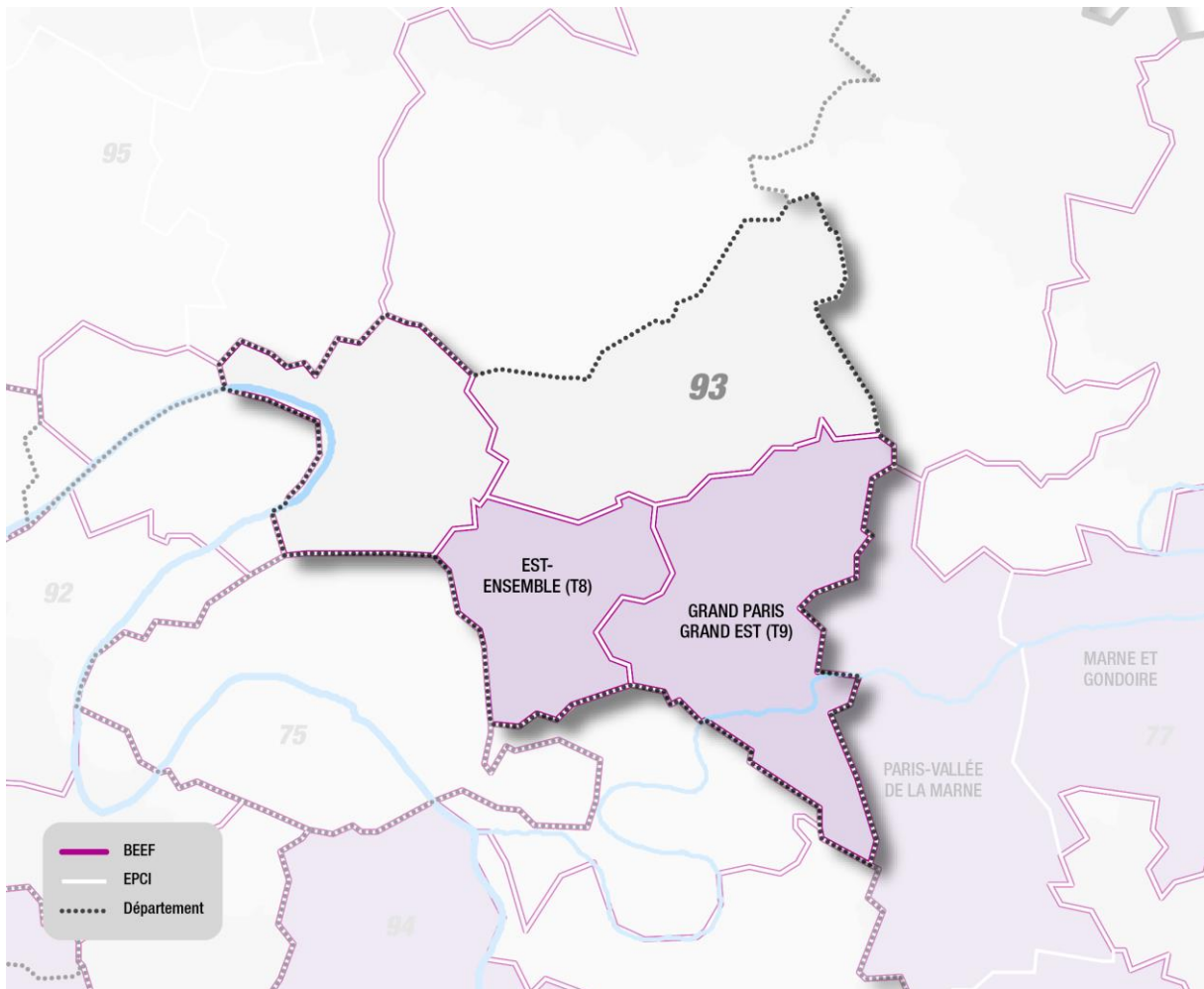
Les vingt-cinq EPCI sont localisés dans l'ensemble des départements hors Paris et Hauts-de-Seine :

| Département       | Nombre d'EPCI |
|-------------------|---------------|
| Seine-Saint-Denis | 2             |
| Val-de-Marne      | 1             |
| Val-d'Oise        | 1             |
| Essonne           | 5             |
| Yvelines          | 4             |
| Seine-et-Marne    | 12            |

### Localisation géographique des 25 EPCI franciliens au sein des Bassins d'emploi (BEEF) en 2017



# SEINE-SAINT-DENIS

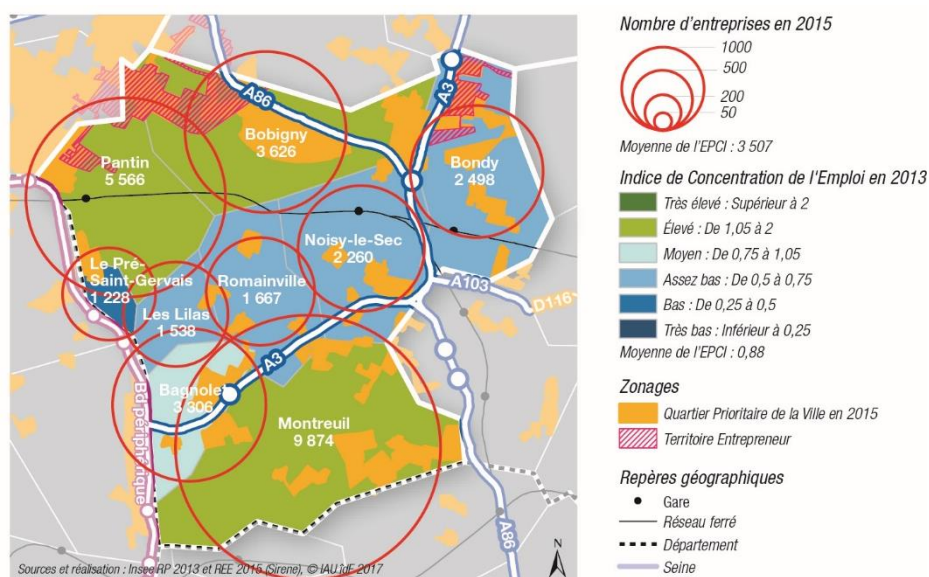




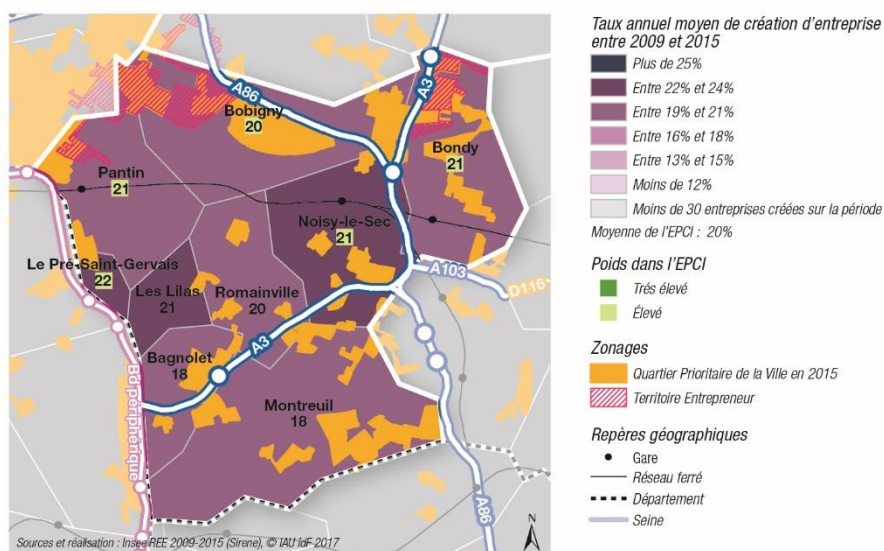
## EPT EST-ENSEMBLE (T8)

- **Date de création** : 2016 - **Population** : 407 717 (Insee RP 2014) - **9 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 19,1 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 31 563 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 17,2 % (dont 9,6 % d'entreprises individuelles)

### Indice de concentration de l'emploi<sup>2</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



### Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>2</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique.

## Intérêts

- A définir en 2017.

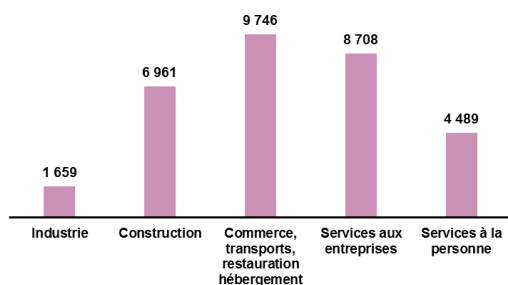
## Gouvernance et organisation

Le développement économique et l'emploi relèvent tous les deux de la compétence de l'EPT Est-Ensemble et ont été intégrés en deux directions distinctes. La direction emploi compte plus de 30 employés, la direction développement économique d'un peu moins de 20 salariés. Cette dernière structure ses missions autour de trois axes : la création d'entreprises, la relation avec les entreprises et l'immobilier d'entreprise.

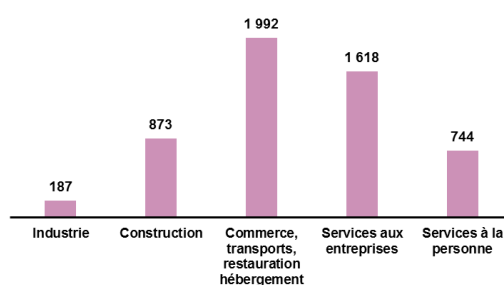
Le Schéma de développement économique a été adopté par le Conseil de territoire en 2016. Il présente les enjeux et ambitions économiques du territoire pour les 15 ans.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### La CA souhaite ancrer les entreprises et l'emploi sur le territoire

Les enjeux d'ancrage des entreprises sur le territoire ainsi que la localisation de leurs emplois étant liés, l'EPT agit sur deux leviers. Le premier consiste à faire évoluer le profil de la main-d'œuvre locale pour correspondre aux besoins des entreprises. Le second consiste à faire en sorte que les employés des entreprises deviennent résidents du territoire Est-Ensemble.

### Actions en direction de quatre filières économiques

L'EPT a choisi d'accompagner et de soutenir le tissu économique existant. A ce titre, quatre filières ont été identifiées. La première comprend l'audiovisuel et le numérique, bénéficie de nombreuses micro-activités et de structures de formation (écoles spécialisées). La seconde filière concerne l'artisanat d'art pour laquelle une politique forte et volontariste de soutien aux entreprises est menée depuis plus de

15 ans. La troisième concerne la santé et les biotechnologies, autour du parc d'activités Biocitech à Romainville. Enfin, la quatrième thématique est liée aux éco-activités, à l'éco-construction et aux activités de recyclage. Un projet de Cité de l'Eco Habiter va permettre d'accueillir une pépinière et un hôtel d'entreprises dans ce domaine. D'autres filières porteuses d'emplois font également l'objet d'actions spécifiques, avec des projets de construction d'hôtels, bénéficiant de la proximité avec Paris.

#### Des actions spécifiques à destination des QPV

Le contrat de ville signé par Est Ensemble, en collaboration avec les villes, met en avant un pilier « développement économique et emploi » fort. L'objectif est de développer les activités économiques dans tous les quartiers en politique de la ville, et notamment dans les Nouveaux Quartiers de Renouvellement Urbain.

### **Entrepreneuriat**

#### Le Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE) comme levier d'information et de coordination des services d'accompagnement sur l'ensemble du territoire

Depuis 2016, Est-Ensemble s'est doté d'un PACE qui permet de structurer l'accueil des porteurs de projet et leur accompagnement. Il entraîne une meilleure coordination des acteurs et des actions mobilisées sur le territoire. L'objectif est d'homogénéiser l'information sur le territoire et de la rendre disponible à tous. La Région a également financé des emplois dédiés au PACE. Le rôle d'Est-Ensemble n'est pas seulement d'agrèger les différentes offres d'accompagnement des entrepreneurs, mais aussi d'agir comme un animateur, c'est-à-dire comme un pilote qui oriente les porteurs de projets : flécher les jeunes entrepreneurs vers le PACE, qui lui-même réorientera vers le partenaire adéquat.

Le PACE oriente aussi fortement son action vers les QPV, avec le financement de poste dédié par la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Région, dont le rôle consiste à faire de la sensibilisation à la création d'entreprise.

#### La pépinière d'entreprises,



*Pépinière l'Atrium à Montreuil (Est Ensemble - Corinne Rozotte©)*

Est-Ensemble crée de l'immobilier d'entreprise : par exemple, la pépinière « l'Atrium ». Elle se situe à Montreuil, sur une surface de 2 000 m<sup>2</sup> pour 30 locaux. En 2017, elle accueille 25 entreprises. La proximité avec Paris a un double effet. D'un côté, les projets d'infrastructure parisiens exercent une concurrence forte, mais la pépinière de Montreuil a pu y résister. D'un autre côté, malgré l'attractivité de Paris, des entreprises peuvent ne pas y trouver de lieu d'implantation ou de financements suffisants pour y rester. Ce sont ces entreprises qui peuvent être intéressées par une installation à Montreuil.

L'EPT Est-Ensemble gère la pépinière en propre, avec une équipe d'animation qui accompagne les entreprises présentes. Des rencontres thématiques sont organisées avec des intervenants spécialisés, facilitant l'accès à l'information ainsi que l'échange et le partage de connaissances entre dirigeants d'entreprise. Des experts travaillent dans différents domaines et sont présents pour aider les jeunes entreprises : conseil juridique, conseil en propriété intellectuelle, relation avec les banques, gestion comptable, etc...

- Les différents incubateurs et couveuses :

- Bondinnov : situé sur le campus de l'IRD à Bondy, il accompagne des porteurs de projets innovants, prioritairement dans les domaines des biotechnologies et du développement dans les pays du sud ;
- Jean-Luc François : incubateur « textile et mode » à Pantin ;
- Couveuse « métiers d'art » et espace de coworking « céramique » à la Maison Revel à Pantin ;
- Comptoir de l'innovation : accélérateur d'entreprises à Montreuil ;
- Médialab : incubateur sur les nouveaux médias à Pantin ;
- Baluchon : incubateur de projets liés à l'alimentation à Romainville.

## **Projets à venir en lien avec l'immobilier d'entreprise**

### Incubateur-pépinière / hôtel d'entreprises lié à l'image et au numérique à Bagnolet

Est-Ensemble travaille sur un projet de structure d'accompagnement et d'implantation d'entreprises liées à l'image et à la création numérique, en lien avec le Campus de la Fonderie de l'image à Bagnolet. Courant 2017, l'EPT se mobilise sur les locaux à identifier pour accueillir ce projet.

### Immobilier d'entreprise axé sur les éco-activités : La Cité de l'Eco Habiter à Pantin

Il s'agira de la réhabilitation d'une friche industrielle de 5 000 m<sup>2</sup>. Ce projet devrait rassembler une pépinière, un hôtel d'entreprises et des lieux de ressources, intégrant l'ensemble de l'offre de services d'aide et d'accompagnement aux entreprises. Il s'agit d'un projet qui se concentrera sur les éco-activités en lien avec le secteur de l'éco construction et de la ville durable.

### Hôtel d'entreprises à Bondy

Dans le quartier en renouvellement urbain du nord de la ville de Bondy, un projet de réhabilitation d'un immeuble de bureaux, de 1 800 m<sup>2</sup>, permettra d'accueillir les entreprises en sortie de l'incubateur Bondinnov situé sur le campus de l'IRD.

### Centre de développement économique dans le quartier Youri Gagarine à Romainville

Dans un quartier NPRU, un projet d'équipement de développement économique pourrait accueillir différentes activités et fonctions : Centre d'Affaires de Quartier, locaux artisanaux, accompagnement à la création d'entreprises...

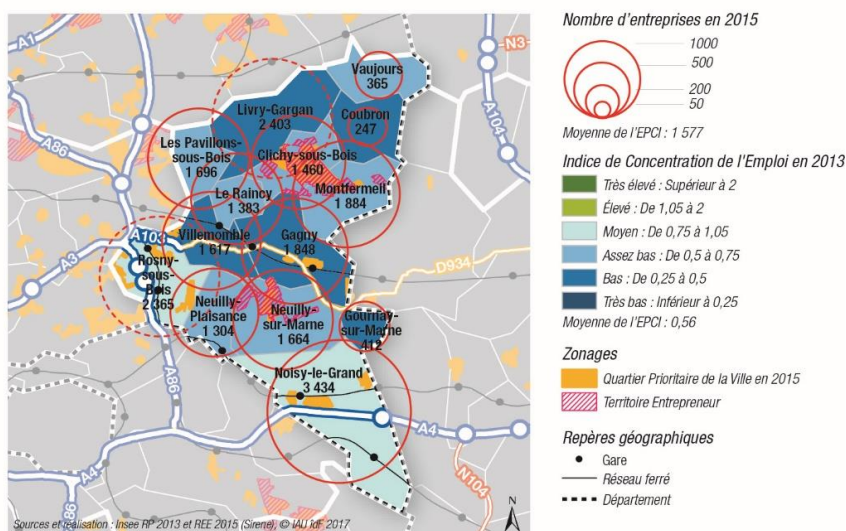
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville.



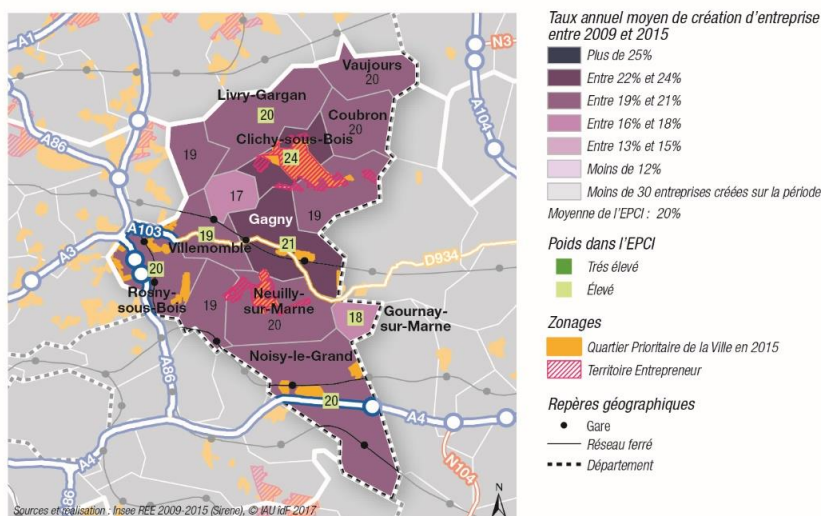
# EPT GRAND PARIS GRAND EST (T9)

- **Date de création** : 2016 - **Population** : 389 156 (Insee RP 2014) - **14 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 12,9 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 22 082 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 17,6 % (dont 10,6 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>3</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>3</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique.

## Intérêts

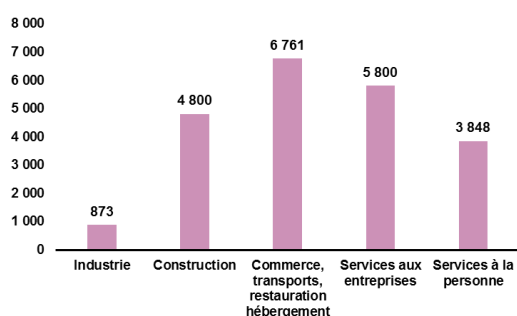
- A définir en 2017.

## Gouvernance et organisation

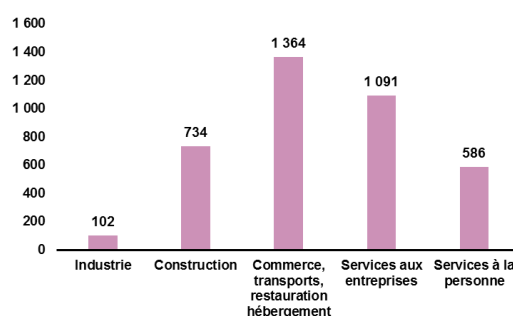
L'EPT intervient en matière de développement économique dans le cadre des compétences transférées par l'ancienne CA de Clichy-sous-Bois-Montfermeil (CACM).

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

Un travail cartographique de synthèse des filières économiques clés présentes sur le territoire de l'EPT a révélé leur attractivité et leur potentiel de développement.

Aussi, la plupart des communautés interviennent au travers du développement commercial et du soutien au commerce de proximité.

## Entrepreneuriat

### Une offre de services d'aide et d'accompagnement aux porteurs de projet et aux entreprises

L'EPT dispose d'un Point d'accueil à la création d'entreprise (PACE) qui intervient sur le territoire de l'ancienne CACM et dont le rôle consiste à accueillir, informer et orienter les porteurs de projet.

Une action spécifique destinée à toutes les ZFU en matière de conseil aux entrepreneurs est réalisée en partenariat avec la CCI.



### Immobiliers d'entreprise : accueil d'entreprise et aide au développement

Une pépinière, « Espace 22 », à Rosny-sous-Bois dispose de 22 bureaux meublés de 10 à 20 m<sup>2</sup> et propose un accompagnement professionnel et des petits déjeuners thématiques. De plus, un hôtel d'activité est situé à Rosny-sous-Bois. Depuis 2002, l'EPT gère en plus deux hôtels d'activité sur le territoire de l'ancienne CACM, comprenant 16 lots d'une surface allant de 85 à 160 m<sup>2</sup>. Enfin, deux autres hôtels d'activité supplémentaires existent sur le territoire de l'EPT. L'un est situé à Villemomble, lequel dispose de 26 bureaux de 13 à 30 m<sup>2</sup> et de 3 locaux d'activités de 45 à 87 m<sup>2</sup>, et l'autre à Neuilly-sur-Marne avec 12 locaux d'activité de 125 à 388 m<sup>2</sup>.

### La mise en réseau des entreprises, comme levier de renforcement du lien entre territoire et entrepreneurs locaux

Le réseau d'entreprises locales « le club des entrepreneurs de Clichy-sous-Bois et Montfermeil » propose des animations financées par l'ancienne CACM : des préconisations d'action en matière de transport, d'accès au très haut débit, de formation, etc. Les villes Noisy-le-Grand et Rosny-sous-Bois disposent chacune d'un club d'entreprises.

Le territoire participe au salon de l'immobilier des entreprises, ce qui apporte de la visibilité et des contacts pour le territoire et les entreprises.

## **Projets à venir en matière d'immobilier et de mise en réseaux des entreprises**

### Projet de pôle entrepreneurial : regrouper les services liés à l'entrepreneuriat

Prévu pour fin 2018, le pôle entrepreneurial sera « implanté en périmètre « ZFU territoire entrepreneur » et situé à proximité du Secteur central de Clichy-sous-Bois et Montfermeil. Le secteur regroupe la Villa Médicis et le pôle multimodal de la gare de métro du GPE et du tramway T4.

Le pôle proposera des services de conseils individuels et collectifs au développement de l'entreprise. Il réunira les différents dispositifs d'aides, comme le PACE et

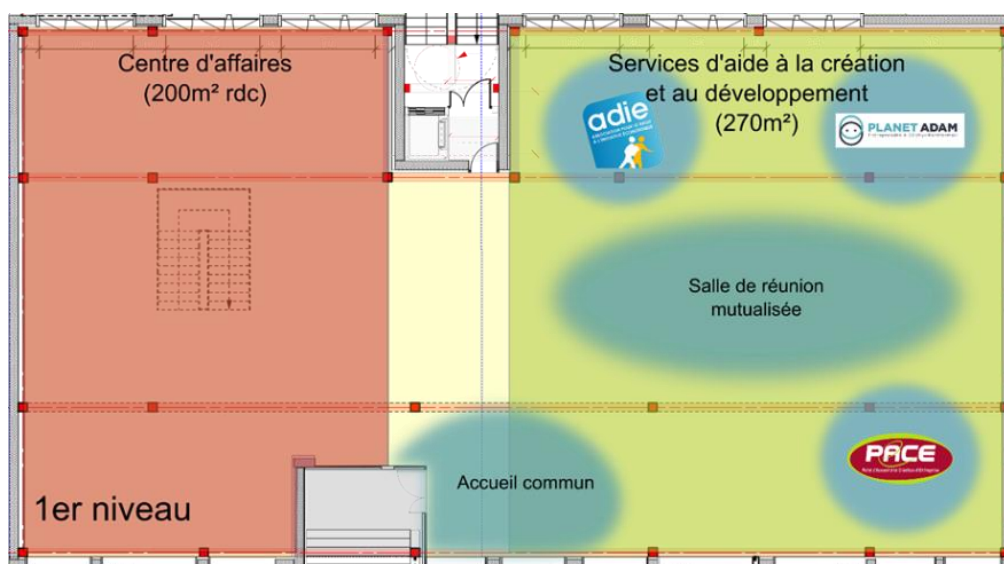
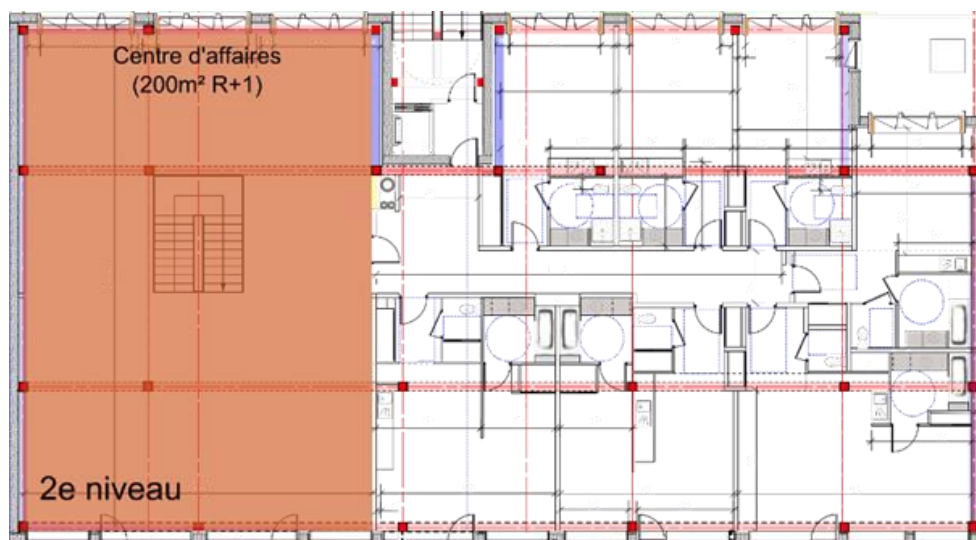


Schéma du pôle entrepreneurial (EPT Grand Paris Grand Est ©)

l'Adie : cette offre sera directement accessible aux entreprises hébergées au sein du centre d'affaires et selon certaines prestations, sera également proposé aux entreprises et porteurs de projets extérieurs.

Le pôle s'étendra sur une surface de 743 m<sup>2</sup>, dont 22 bureaux de 10 m<sup>2</sup> et un espace de coworking avec 5 postes de travail



*Schéma du pôle entrepreneurial (EPT Grand Paris Grand Est ©)*

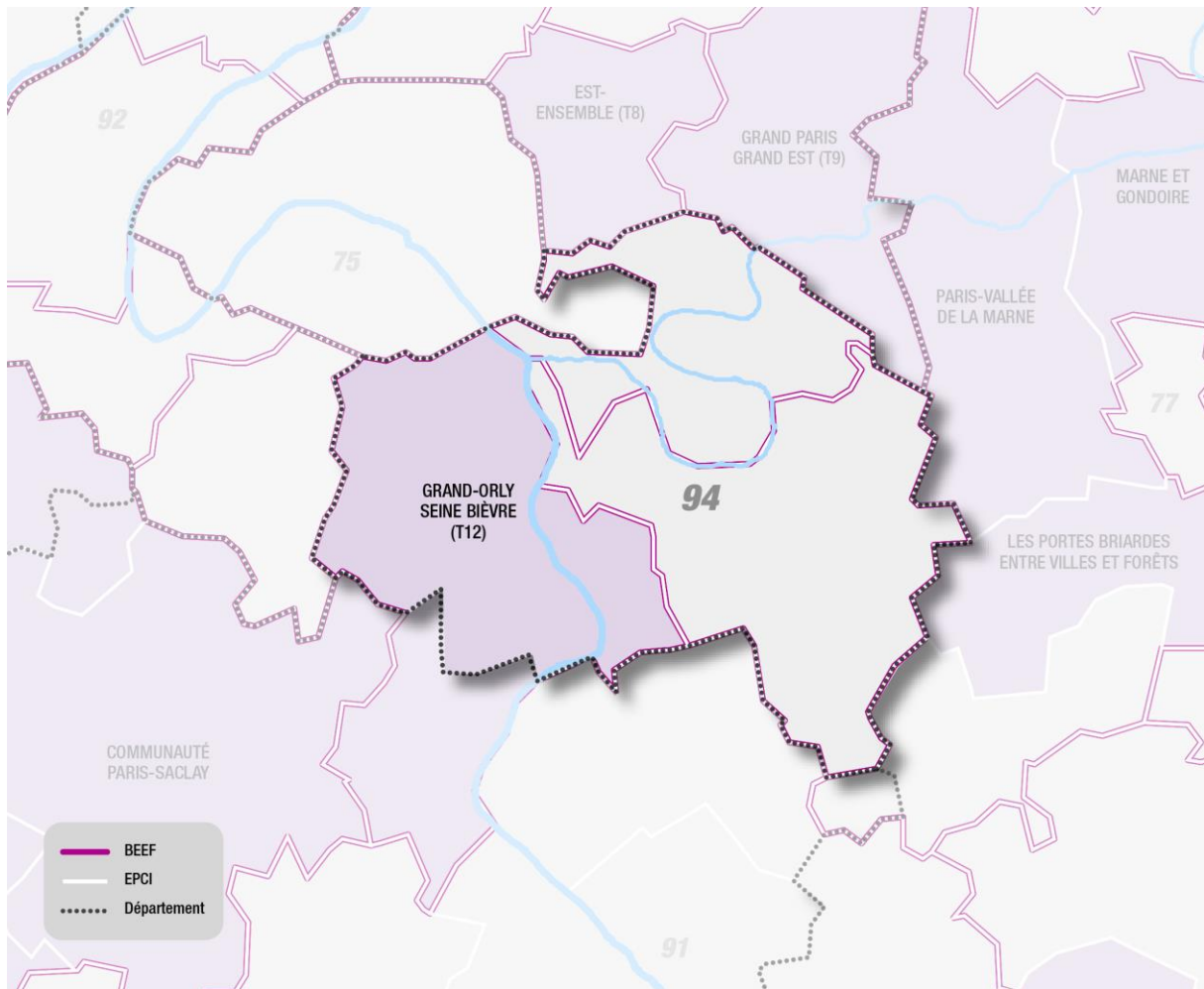
### L'organisation d'un tiers-club d'entreprises pour fédérer les clubs existants

Le territoire accueille aujourd'hui 3 clubs d'entreprises. La réflexion actuelle est de savoir quel sera le positionnement de l'EPT dans le cadre d'une fusion ou d'une fédération des clubs. En attendant, l'EPT travaille à l'organisation d'un événement commun aux clubs d'entreprises en souhaitant y attirer le plus d'entreprises possibles.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Clichy-sous-Bois, Coubron, Gagny, Gournay-sur-Marne, Le Raincy, Les Pavillons-sous-Bois, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Rosny-sous-Bois, Vaujours, Villemomble



# VAL-DE-MARNE

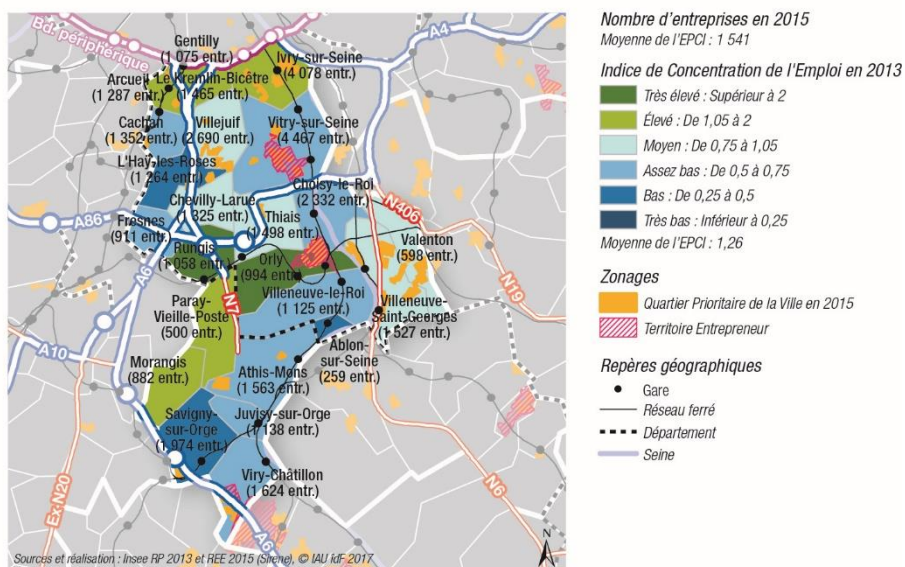




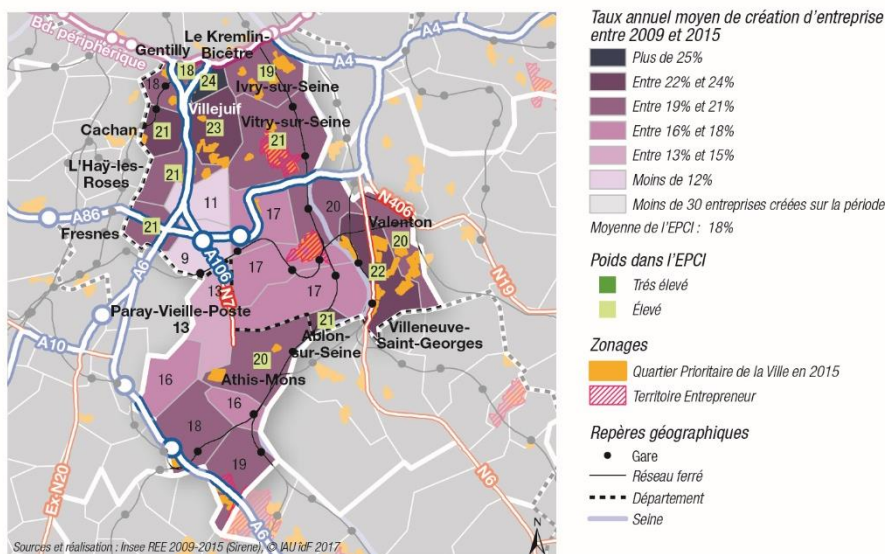
# EPT GRAND-ORLY SEINE BIEVRE (T12)

- **Date de création** : 2016 - **Population** : 686 417 (Insee RP 2014) - **24 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 13.8 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 36 986 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 16,6 % (dont 10,7 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>4</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>4</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire (hors ZA d'intérêt métropolitain) ;
- Actions de développement économique (hors actions d'intérêt métropolitain).

## Intérêts

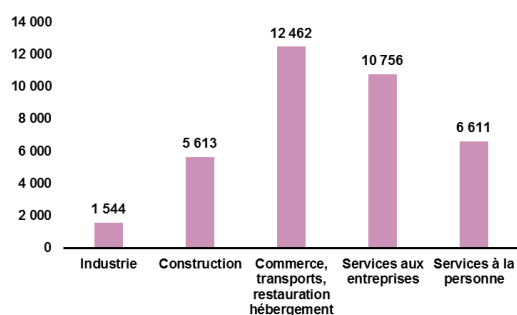
- À définir en 2017.

## Gouvernance et organisation

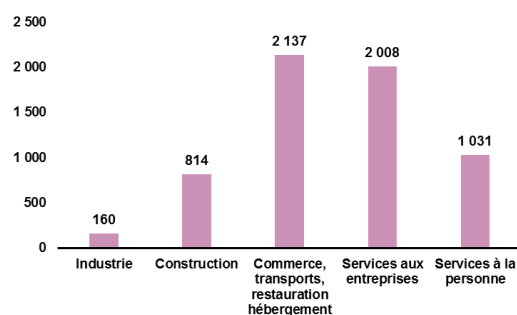
Le pôle développement économique de l'EPT doit accueillir une soixantaine de personnes, issues des anciennes équipes économiques de l'agglomération et villes associées. Au sein d'une direction générale adjointe du développement territorial, ce pôle doit réunir l'ensemble des fonctions stratégiques de l'EPT : aménagement, transports, habitat, environnement, politique de la ville et économie. L'organisation mise en place se veut une organisation en mode projet, donc transversale.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

### Développement économique : des opérations d'aménagement structurantes pour maintenir le tissu industriel et innovant

L'EPT a programmé plus de 3 millions de m<sup>2</sup> d'activités économiques sur un volume total de 5 millions de m<sup>2</sup> d'aménagements futurs. Trois grandes opérations à venir sont des projets structurants.

Le Campus Grand Parc à Villejuif, dont les premières livraisons devraient avoir lieu pour 2019- 2020. Ce parc de recherche et d'innovation s'étendra sur 415 000 m<sup>2</sup>, 180 000 m<sup>2</sup> seront dédiés à l'activité économique dont 150 000 m<sup>2</sup> de locaux scientifiques et tertiaires. Campus Grand Parc sera spécialisé dans le secteur de la santé, avec l'Institut Gustave Roussy (centre de lutte contre le cancer).

La ZAC Ivry-Confluences, orientée vers l'image numérique et la silver économie, offrira une surface totale de 1 300 000 m<sup>2</sup> dont 650 000 m<sup>2</sup> d'activités économiques avec 455 000 m<sup>2</sup> de bureaux.

La ZAC Gare Ardoines à Vitry-sur-Seine, dont la livraison est prévue pour 2020-2021, avec une surface totale de 660 000 m<sup>2</sup> pour 409 000 m<sup>2</sup> réservés à l'économie avec 83 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités.

Ces trois opérations sont mixtes, elles combinent habitat et économie. Le pôle développement économique de l'EPT sera amené à gérer le volet économique de ces ZAC. L'un des objectifs est de maintenir et conforter la vocation industrielle et innovante du territoire.

## **Entrepreneuriat : une offre complète de services structurée autour de trois équipements majeurs**

L'EPT a noué des partenariats avec les chambres consulaires, les plateformes d'initiatives locales « Val-de-Marne Actif pour l'Initiative » et « Essonne Initiative », les boutiques de gestion, ou encore l'association « Espace pour entreprendre ». L'offre de services pour l'entrepreneuriat se structure autour de trois équipements. Le premier est la pépinière-hôtel d'entreprise « La Fabrique », située à Cachan.



« La Fabrique » (Arc de l'innovation ©)

D'une surface de 3 300 m<sup>2</sup> de locaux, avec 86 bureaux modulables de 10 à 70 m<sup>2</sup> et un espace de coworking (12 postes), cet équipement immobilier regroupe un ensemble de services d'accompagnement :

accompagnement individuel, ateliers collectifs, conseils d'experts (juridiques, financiers...), etc. « La Fabrique » accueille des projets innovants, notamment dans le numérique.

Le deuxième équipement phare de l'EPT est le Centre de l'entrepreneuriat, situé à Choisy-le-Roi. Il s'agit d'un hôtel d'entreprises

privé, dans lequel les acteurs publics occupent une partie de l'espace pour animer le tissu local d'entrepreneurs : permanences d'accueil, ateliers thématiques, formations pour les porteurs de projet. Ce bâtiment accueille 500 m<sup>2</sup> d'ateliers, 1 600 m<sup>2</sup> de bureaux et 400 m<sup>2</sup> dédiés à un centre de ressources de l'entrepreneuriat. Le troisième équipement majeur de l'EPT est la pépinière-hôtel d'entreprises de Viry-Châtillon, qui regroupe aussi un ensemble de services d'accompagnement.

Tous localisés dans des QPV, ces équipements témoignent de l'attention portée à leur développement. Des actions de sensibilisation et d'information collective sont organisées à l'intention des habitants sur la création d'entreprise, ainsi que des événements grand public comme, par exemple, sur le thème de l'entrepreneuriat féminin. À cela s'ajoute la mobilisation des missions locales pour renseigner les jeunes sur la création d'entreprise.

## **Projets à venir en matière d'offre de services aux entreprises et d'immobilier d'entreprise**

### Un travail d'homogénéisation des dispositifs existants sur l'ensemble du territoire

Déjà fortement structuré sur les questions d'accompagnement des porteurs de projet, l'EPT a pour objectif d'homogénéiser et d'articuler les dispositifs existant sur l'ensemble du territoire des 24 communes. La question du déploiement de l'offre de services est un enjeu majeur, puisqu'il existe des « zones blanches » encore non couvertes, et donc une nécessité de développer des partenariats avec les acteurs de l'entrepreneuriat.

### Réflexions sur un dispositif de guichet unique pour l'offre de services

Une réflexion actuelle doit aider à analyser la pertinence de la création d'un guichet unique en termes de services d'accompagnement des porteurs de projet et des entreprises dans leurs phases de développement. Cela se traduirait par une plateforme de services territorialisées.

### Développer l'immobilier d'entreprise

En lien avec la réalisation et l'aménagement des ZAC structurantes, l'EPT prévoit de favoriser l'émergence d'un immobilier d'entreprise adapté au tissu économique du territoire. À titre d'exemple, la pépinière-hôtel d'entreprise « Silver Innov' » ou encore la pépinière et hôtel d'activités Villejuif BioPark. La première à Ivry-sur-Seine, dédiée à la silver économie, accueille les entreprises dans un bâtiment de 4 000 m<sup>2</sup> avec 2 000 m<sup>2</sup> de bureaux. La seconde ouverte en 2011, constitue la première pierre du projet Campus Grand Parc et propose plus de 5000 m<sup>2</sup> modulables (bureaux/laboratoires) aux entreprises de la santé.

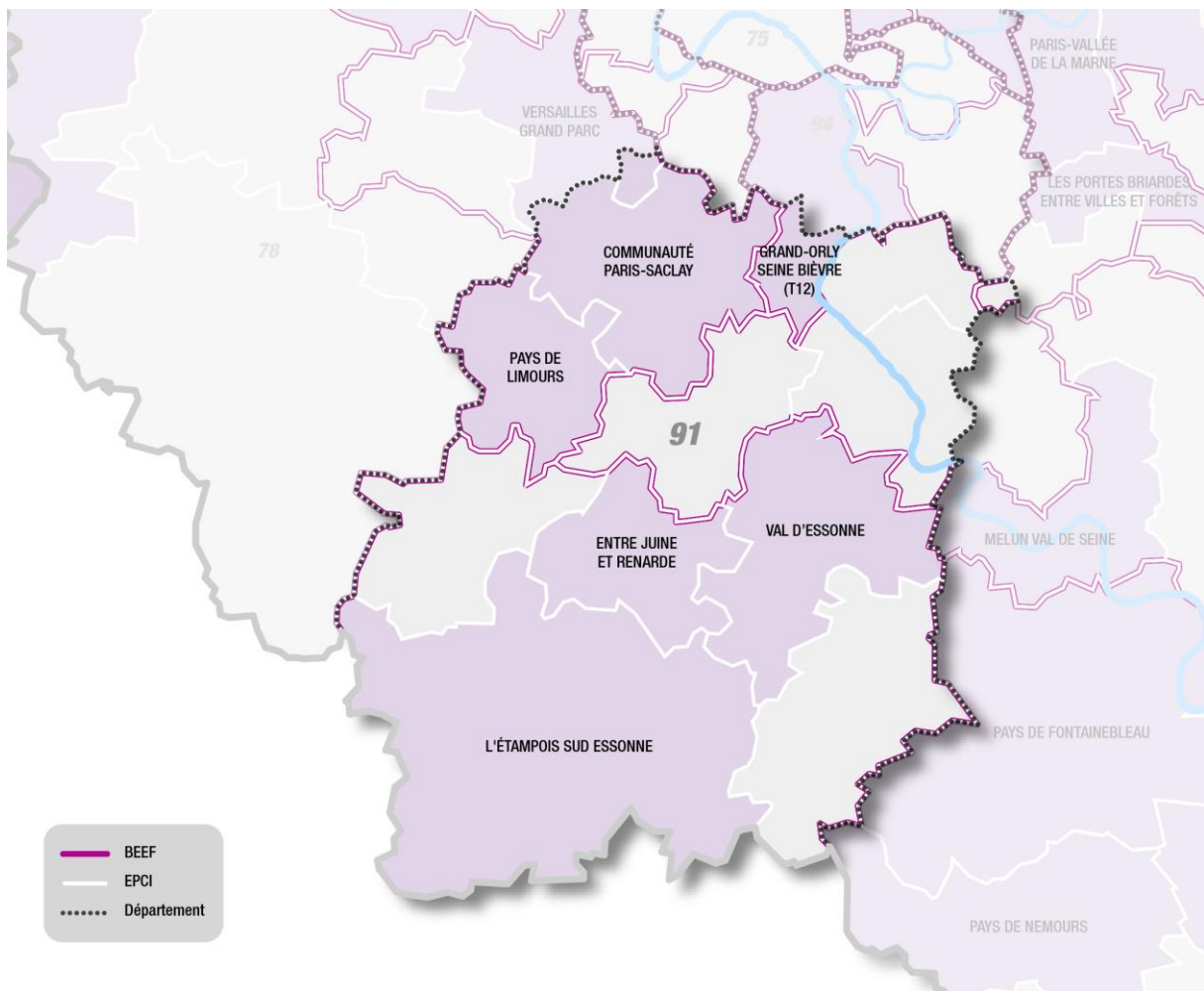
Les réflexions portent également sur les petites et moyennes surfaces de bureaux ou d'activités, répondant à une demande forte des entreprises, et permettant une offre de services en faveur de leur parcours résidentiel.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Ablon-sur-Seine, Arcueil, Athis-Mons, Cachan, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Fresnes, Gentilly, Ivry-sur-Seine, Juvisy-sur-Orge, L'Haÿ-les-Roses, Le Kremlin-Bicêtre, Morangis, Orly, Paray-Vieille-Poste, Rungis, Savigny-sur-Orge, Thiais, Valenton, Villejuif, Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve-le-Roi, Viry-Châtillon, Vitry-sur-Seine.





# ESSONNE

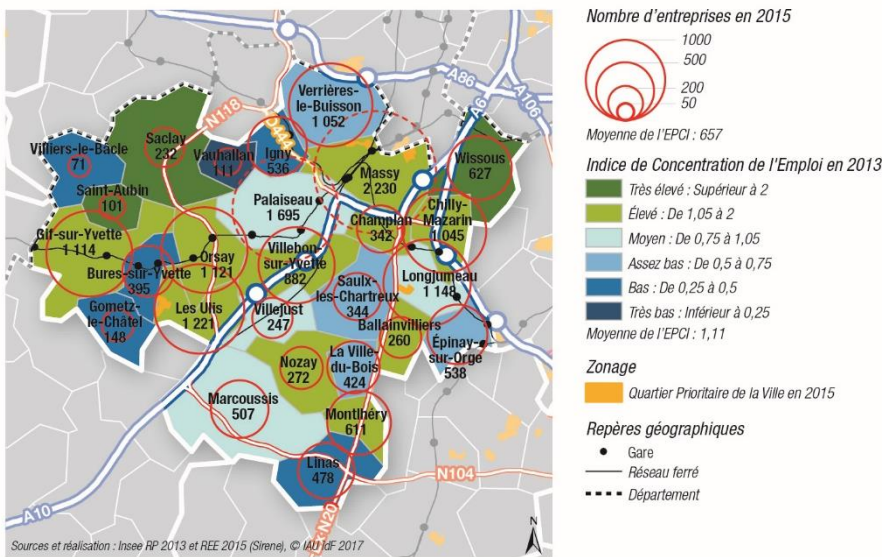




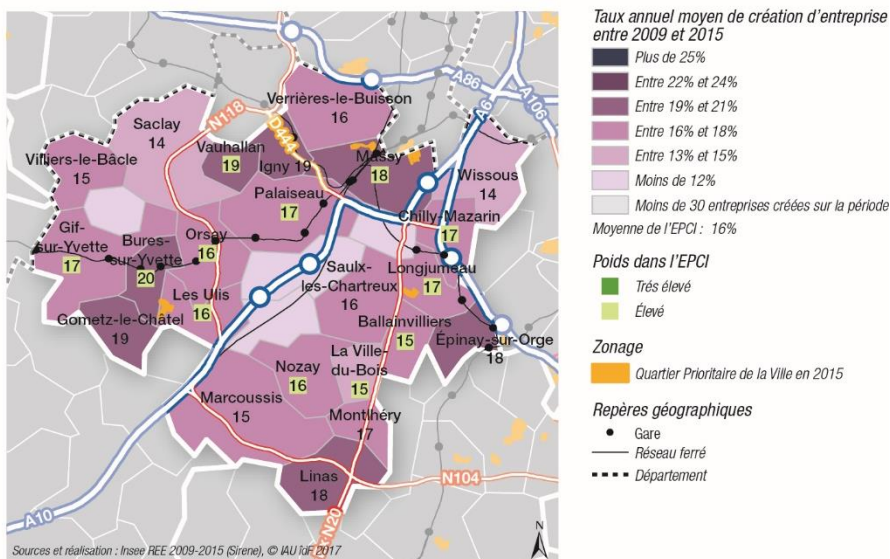
# CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

- **Date de création** : 2016 - **Population** : 307 993 (Insee RP 2014) - **27 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 8,0 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 17 752 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 14,2 % (dont 8,8 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>5</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>5</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique.

## Intérêts

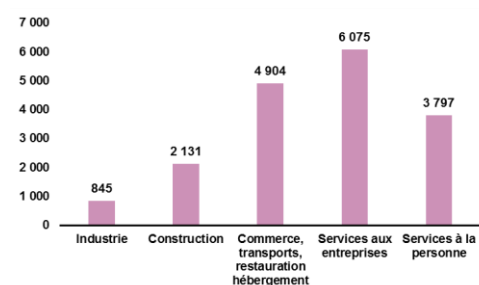
- Sur le plateau de Saclay : Aménagement Zone d'Activité Economique (ZAE) d'intérêt communautaire (7 ZAE sur le plateau de Saclay) - Entrepreneuriat : 3 pépinières (Gif-sur-Yvette ; Orsay ; Palaiseau), accueil et soutien à la création d'entreprise, développement de l'entreprise - Développement économique : promotion du territoire, observation/information économique, réflexion stratégique sur le développement économique, volet économique des opérations d'aménagement, emploi, tourisme.
- A Linas et Marcoussis : Etude de l'intégration des ZAE existantes et en projet ; Autodrome (Linas) ; Fonds près et Fontaine de Jouvence (Marcoussis).
- Sur l'ensemble du territoire : Stratégie économique, Marketing territorial : définition et mise en oeuvre d'une stratégie de développement économique et de tous les dispositifs et outils favorisant le maintien du tissu existant comme - L'attractivité économique / entrepreneuriat : - Gestion et création des pépinières d'entreprises, Constitution de réserves foncières - Aménagement, gestion et entretien de ZAE : Zones d'activités économiques ou commerciales existantes de plus de 5 ha, (à l'exception du secteur de la Bonde) ou à créer quelle que soit leur superficie (dont le parc d'activités de Courtaboeuf).

## Gouvernance et organisation

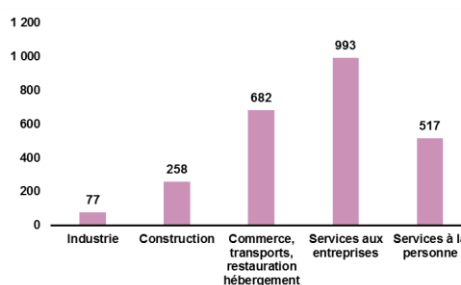
Au niveau de la représentation des élus, le développement économique est partagé entre six Vice-présidents, chacun chargé d'une thématique spécifique : l'innovation, la création d'entreprises et l'entrepreneuriat, le développement économique, l'emploi et l'insertion, l'aménagement territorial, et enfin l'attractivité. La Direction générale comprend un pôle développement économique et innovation qui se compose de trois services : « Créa'Paris Saclay » pour la création d'entreprises et l'entrepreneuriat, « Paris Saclay Innovation » pour l'innovation et l'enseignement supérieur, et « Invest in Paris Saclay » pour la prospection, l'implantation et l'immobilier d'entreprise. L'emploi ne relève pas des missions du pôle développement économique et innovation, mais du pôle services à la population. Enfin, si la requalification de zones d'activité est à la charge du pôle aménagement du territoire, l'offre économique foncière et immobilière est portée par le pôle développement économique et innovation.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique : faire face à la pression foncière

Le territoire de la CA subit une forte pression foncière : sur les trois premiers mois de l'année 2017, 360 000 m<sup>2</sup> de demandes en foncier ont été adressés à la CA, sans avoir pu être satisfaites.

C'est pourquoi la Communauté Paris-Saclay a engagé deux actions. Il s'agit premièrement d'un schéma directeur de l'offre économique de l'agglomération Paris-Saclay, qui consiste en un bilan de l'offre foncière sur le territoire, en une redéfinition des pôles et des zones d'activité par filière et un travail sur une nouvelle offre immobilière. Ce schéma comporte un volet sur les tiers-lieux, pour définir leurs conditions de succès et répondre à la demande importante de ce type d'espaces. En second lieu, la CA a lancé un diagnostic sur les friches industrielles afin de travailler sur le renouvellement urbain. En cas de vacance, la CA souhaite convaincre les propriétaires fonciers de vendre, de démolir ou de transformer leur immobilier. Il s'agit d'améliorer l'existant, afin de mieux répondre aux attentes des entreprises.

## Entrepreneuriat

### Un travail de sensibilisation et d'accompagnement à la création d'entreprises

La CA a mis en place des actions pour favoriser et développer l'entrepreneuriat auprès des cibles de jeunes, des demandeurs d'emploi et des habitants du territoire. Ces actions sont les suivantes :

- La maison de la création d'entreprises « crea paris saclay », où les porteurs de projets sont accueillis et bénéficient d'informations et de conseils pour le montage de leurs projets.
- Des formations sur des thématiques liées à la création sont organisées régulièrement. Un club de créateurs qui se réunit quatre fois par an, permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises qui démarrent de se rencontrer et d'échanger entre eux.
- Un concours d'idées à la création d'entreprises est organisé chaque année pour des porteurs de projets présentant leurs idées de création. Ils sont évalués par un jury où les partenaires de l'écosystème interviennent sur le territoire. En 2017, 80 candidatures ont été reçues, 5 lauréats ont bénéficié d'un accompagnement, de locaux en pépinière gratuits et d'une subvention de 2 000 € versée en cas de création d'entreprise.
- Avec le concours de la Boutique de gestion PARIF, la CA organise deux semaines de sensibilisation avec le « bus de la création d'entreprise » qui s'arrête chaque jour dans 10 communes qui en ont fait la demande. Accueil et ateliers sont organisés sur chaque site.

### Immobilier d'entreprises : accueillir les porteurs de projet

Trois pépinières sont gérées en régie directe : « **Palaiseau Entreprises** », « **Orsay Entreprises** » et « **Gif sur Yvettes Entreprises** ». Chacune de ces pépinières dispose de deux agents (un responsable de site et un assistant) ; une directrice est en charge des trois dispositifs. Une quatrième pépinière est située sur le parc d'activité de Courtaboeuf, « **Apis Développement** », et est gérée en régie autonome personnalisée.



Pépinière « Apis Développement » (CA Communauté Paris-Saclay©)

Quatre personnes y sont en poste : un directeur et trois agents. Au total, les quatre pépinières représentent une offre immobilière de 7 500 m<sup>2</sup>, essentiellement dédiées à l'activité tertiaire et proposent plus de 150 bureaux pour des entreprises en création. Ces quatre pépinières vont être fusionnées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en une seule structure de gestion pour une meilleure lisibilité de l'offre du territoire et une mutualisation des services rendus.

La CA finance une couveuse qui gère 12 projets par an. Elle soutient financièrement un incubateur technologique « Incuballiance » pour des projets technologiques et innovants

### L'aide au financement des porteurs de projet et des jeunes entreprises

La CA finance Scientipôle Initiative, qui octroie des prêts d'honneur, à destination des entreprises innovantes. Enfin, la CA mobilise le financement de droit commun de la région.

### La mise en réseaux d'acteurs par des événements et des partenariats

AU travers des événements qu'elle organise, la Communauté Paris-Saclay met en réseaux les acteurs de l'entrepreneuriat. Il s'agit par exemple de petits déjeuners, de business meeting, de job meeting ou d'opérations de plus grande envergure comme l'évènement « Paris Saclay Connexion » qui a réuni 536 participants et 23 intervenants lors de sa première édition en 2016.

La CA finance aussi le cluster Opticsvalley et le pôle de compétitivité Systematic, qui contribuent notamment à la mise en réseau des entreprises.

### L'entrepreneuriat étudiant

La CA apporte son soutien au **réseau de l'entrepreneuriat et de l'innovation de l'Université Paris-Saclay** : PEIPS (Pôle Entrepreneuriat Innovation Paris Saclay). Le PEIPS a pour mission de développer l'entrepreneuriat chez les étudiants en mettant en place des actions : événements de sensibilisation, programmes de formation, diplôme universitaire et statut étudiant / entrepreneur, work camp, conseils et orientation...Ce réseau est l'un des vingt-neuf PEPITE de France parmi les huit en Île-de-France. Tous les établissements d'enseignement supérieur du territoire et les universités de l'UPSaclay se montrent actifs et mobilisés dans ce domaine.

## **Projets à venir en matière d'immobilier d'entreprise**

### Le projet de « Hacker House » pour les startups

Une réflexion est engagée pour créer une « Hacker House » destinée aux startups. Il s'agit d'un outil d'immersion où les porteurs de projet sont en résidence pendant six mois, c'est à la fois un lieu de travail et un logement.

### La transformation de la Maison de la création d'entreprises en Centre de ressources à la création et à l'entrepreneuriat « Crea paris saclay »

Le nouveau centre de l'entrepreneuriat devrait être localisé à Massy, à proximité de la gare RER/TGV. Dans ce centre, qui accueillera un espace de coworking, des bureaux individuels, des salles de réunion et un espace de vie et de partage, deux chargés de projet auront pour rôle d'accompagner les porteurs de projets et animeront l'espace avec des événements liés à l'entrepreneuriat. L'objectif est de faciliter les échanges et le networking indispensable au développement de projets et d'entreprises. Des télétravailleurs pourront aussi être accueillis. Dans le cadre du PRU, un bâtiment à Longjumeau devrait aussi devenir un espace d'accueil pour l'entrepreneuriat dans les quartiers sensibles.

### La construction d'un IPHE pour les entreprises innovantes

La CA participe financièrement à la création d'un IPHE (Incubateurs - Pépinière - Hôtel d'entreprises) de 6 000 à 10 000 m<sup>2</sup>. L'objectif est de créer un lieu dédié à l'innovation qui accueillera des entreprises à chaque étape de son parcours. Les étudiants et les startups sont ciblés afin qu'ils puissent se connecter à l'écosystème exceptionnel du plateau de Saclay.

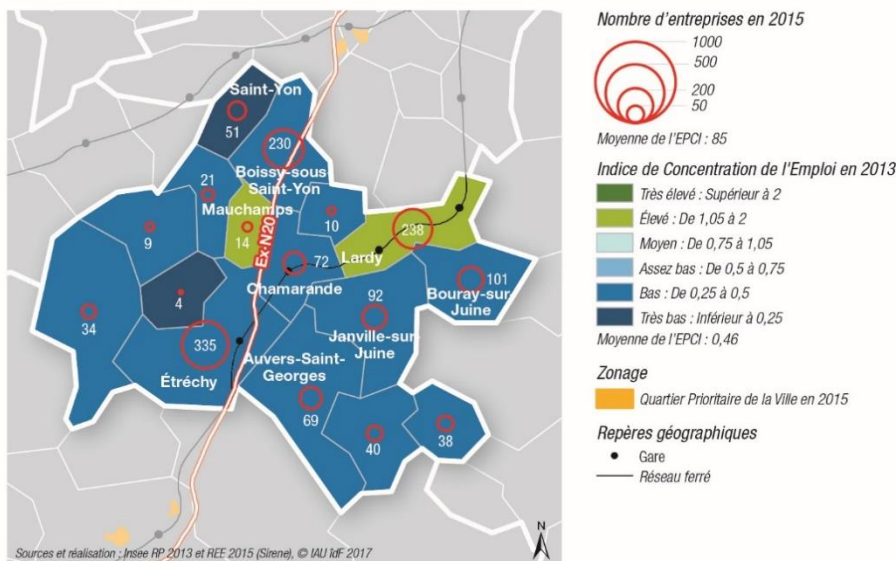
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Ballainvilliers, Bures-sur-Yvette, Champlan, Chilly-Mazarin, Gif-sur-Yvette, Gometz-le-Châtel, Igny, La Ville-du-Bois, Les Ulis, Linas, Longjumeau, Marcoussis, Massy, Monthléry, Nozay, Orsay, Palaiseau, Saclay, Saint-Aubin, Saulx-les-Chartreux, Vauhallan, Verrières-le-Buisson, Villebon-sur-Yvette, Villejust, Villiers-le-Bâcle, Wissous, Epinay-sur-Orge.



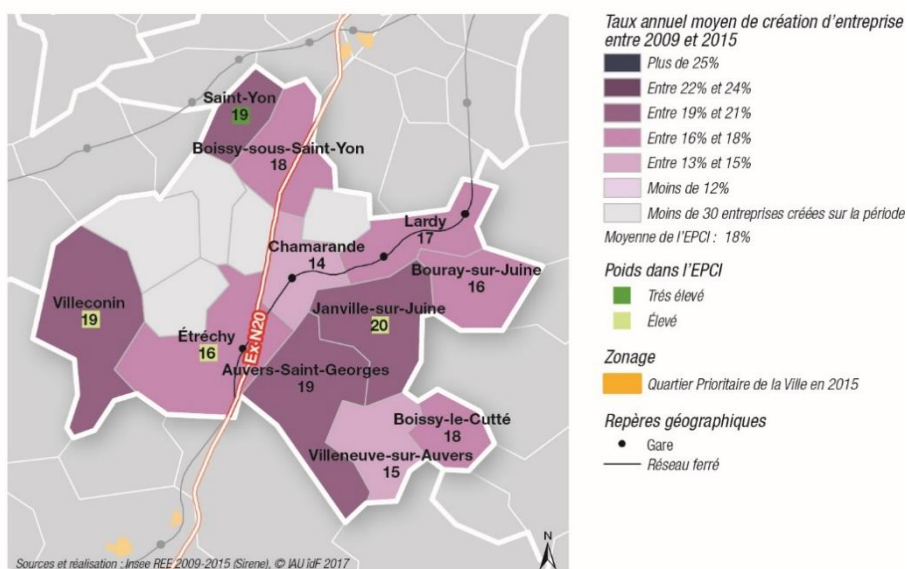
# CC ENTRE JUINE ET RENARDE

- **Date de création** : 2004 - **Population** : 27 321 (Insee RP 2014) - **16 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 7,6 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 358 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,0 % (dont 9,5 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>6</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>6</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Gestion d'un service intercommunal d'aide à la recherche d'emploi.

## Intérêts

- Aménagement territorial, zones d'activité, marketing territorial : promotion des activités locales ; réalisation de toutes les actions préventives et curatives sur l'environnement en corollaire au développement économique ; actions pour le développement touristique.

Toutes les zones d'activité existantes ou à venir dès lors que l'opération répond à au moins un des trois critères suivants : l'opération est stratégique pour la mise en œuvre du schéma directeur ou de tout autre document de réflexion, prospective ou de programmation qui relève de la compétence de la communauté ; l'opération est déterminante pour l'équilibre socio-économique de la Communauté ; l'opération occasionne des impacts sur l'environnement engageant plusieurs communes.

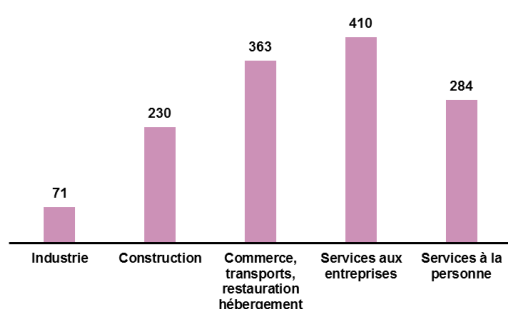
- Entrepreneuriat : adhésion collective aux dispositifs de soutien à l'activité économique, comme la Plateforme d'Initiative Locale.

## Gouvernance et organisation

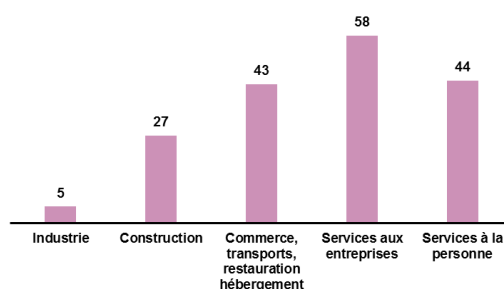
L'emploi a été rattaché au service développement économique, lequel est composé de deux personnes.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)



## Développement économique à travers les zones d'activité

Deux zones d'activité sont situées à Etrichy :



Parc de la Juine (CC Entre Juine et Renarde ©)

- Le « Parc de la Juine » : d'une surface de 37,5 hectares, 100 % occupée, elle accueille environ trente entreprises, et n'est pas concentrée sur une activité économique particulière.

- La zone d'activité des Aunettes : qui s'étend sur 20 hectares, 100 % occupée, avec une dizaine d'entreprises implantées.

Par ailleurs, des entreprises importantes sont implantées sur le territoire, comme Renault et gravitent autour des deux zones d'activité.

## Entrepreneuriat selon une offre de services pour un accompagnement adapté

Offre de services aux entreprises : de l'amorçage à la création d'activité et à sa pérennisation

La CC Entre Juine et Renarde travaille actuellement à l'élaboration d'une convention tripartite avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA). L'objectif consiste à créer une antenne relais création d'entreprises. Par le biais de ce dispositif, la CC souhaite accompagner les porteurs de projet de l'amorçage jusqu'au montage. Une telle antenne avait déjà été créée en coopération avec l'agence départementale Essonne Développement. La CC souhaite poursuivre ce travail en relation avec les chambres consulaires.

Ces chambres consulaires interviennent comme prestataires externes pour différentes actions (réunions d'information, ateliers thématiques), lesquelles doivent aider au mieux les entreprises dans leur parcours résidentiel (implantation, développement, pérennisation).

### Immobilier d'entreprise

Le centre d'affaire privé de Bouray-sur-Juine comporte une dizaine de locaux (de 40 m<sup>2</sup> par lot). Les porteurs de projet sont libres de l'aménager à leur convenance, en bureau ou en atelier. La CC Entre Juine et Renarde joue le rôle d'intermédiaire entre l'entrepreneur et le promoteur.

## Projets à venir pour l'élaboration d'une stratégie territoriale de développement économique

La CC Entre Juine et Renarde a passé un contrat de ruralité avec l'Etat, lui permettant de mener deux études : l'une sur un schéma d'aménagement commercial et artisanal, l'autre sur l'identité économique du territoire. A partir de ces études, la CC pourra définir une stratégie de développement économique.

Il y a également le projet de création de deux nouvelles zones d'activité, l'une à Mauchamps et l'autre à Boissy-le-Cutté. La première intégrera un espace logistique et production, ainsi qu'un hôtel d'entreprises avec des locaux disponibles pour leur installation. La deuxième correspondra une zone d'activité commerciale et artisanale. Il s'agit d'un projet encore en cours de réflexion.

Enfin, la CC prévoit de mettre en place une convention tripartite avec la CCI et la CMA.

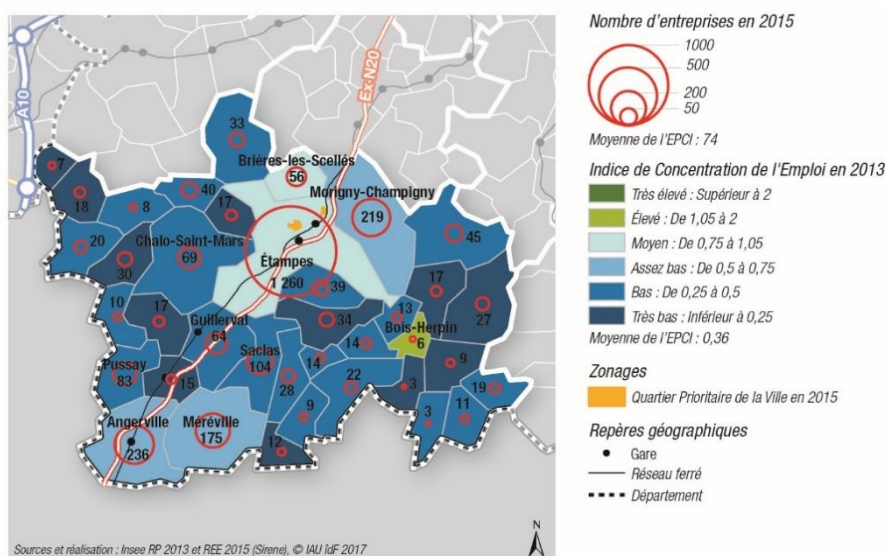
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Auvers-Saint-Georges, Boissy-le-Cutté, Boissy-sous-Saint-Yon, Bouray-sur-Juine, Chamarande, Chauffour-lès-Etréchy, Janville-sur-Juine, Lardy, Mauchamps, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Yon, Souzy-la-Briche, Torfou, Villeconin, Villeneuve-sur-Auvers, Etréchy.



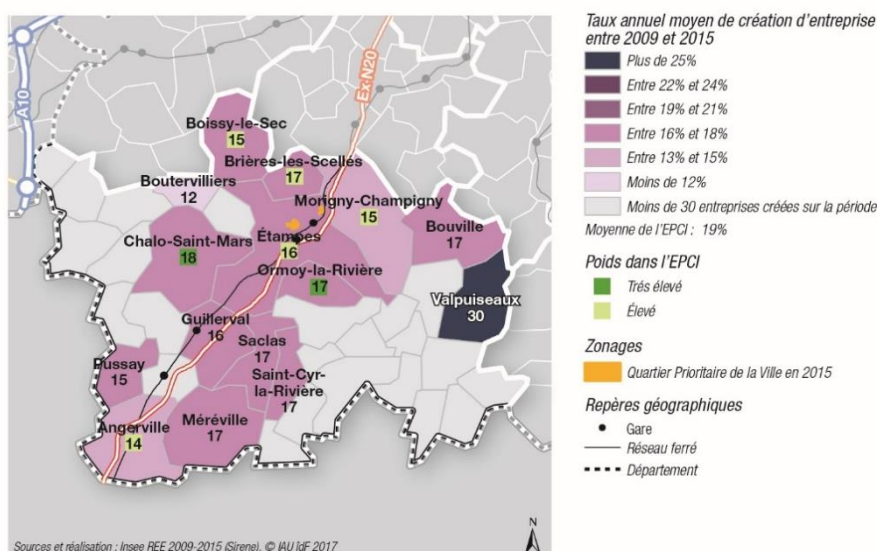
# CA DE L'ETAMPOIS SUD ESSONNE

- **Date de création** : 2016 - **Population** : 53 524 (Insee RP 2014) - **38 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 11,2 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 2 806 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,2 % (dont 8,4 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>7</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>7</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire (au sein des ZAE)
- Actions de développement économique ;
- Promotion du tourisme.

## Gouvernance et organisation

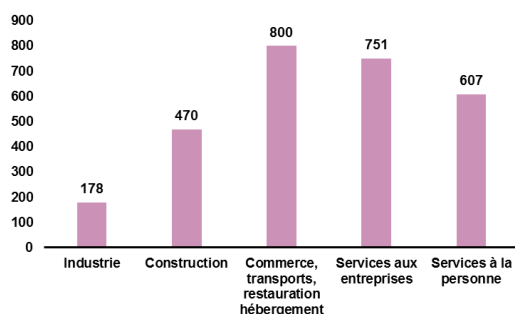
Interlocuteur privilégié de tous les chefs d'entreprises de l'Etampois Sud Essonne, le service économique a pour missions, l'accueil des entreprises souhaitant créer, s'implanter et/ou se développer sur le territoire, la promotion du tissu économique local et la commercialisation du foncier restant disponible sur les zones industrielles et d'activité du territoire.

L'accompagnement des entreprises dans leur recrutement vient d'être intégré dans les services proposés par la CA de l'Etampois Sud Essonne (CAESE).

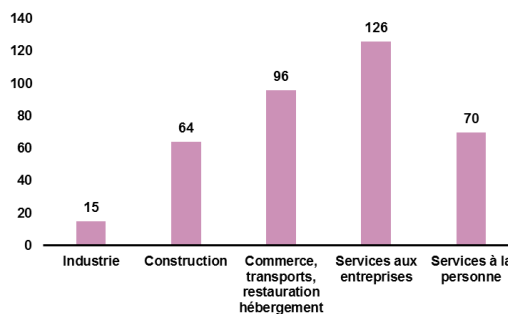
La gestion du développement économique, de l'entrepreneuriat et de l'emploi est désormais assurée par 3 personnes.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique : un pôle stratégique articulé autour de zones d'activités complémentaires

Huit zones d'activités d'une superficie de 150 ha regroupant 350 entreprises sont présentes sur le territoire relevant de la compétence de la CAESE. Le pôle majeur est le parc d'activités Sudessor, situé sur les communes de Brières-les-Scellés, Morigny-Champigny et Etampes. Ce dernier est articulé autour de zones d'activités complémentaires, plus petites, avec des surfaces comprises entre 5 et 30 ha chacune.

Actuellement, les zones sont quasiment remplies à 90 %. Le désenclavement du parc Sudessor par la création d'une liaison opérationnelle d'ici le début de l'année 2018, va permettre d'améliorer la visibilité des entreprises et également de libérer du foncier permettant l'accueil de nouvelles entreprises.

## Entrepreneuriat

### L'immobilier pour accueillir les entrepreneurs

Le Rurapôle est un hôtel d'entreprises dont la CAESE s'est vu transférer la commercialisation et la gestion en 2014. Le Rurapôle propose 7 bureaux de 55 à 84 m<sup>2</sup> et 8 locaux d'activité de 68 à 79 m<sup>2</sup>. Au total, le bâtiment a réussi à remplir entièrement ses 550 m<sup>2</sup> d'ateliers et 760 m<sup>2</sup> de bureaux. Il répond donc entièrement à la demande sur le territoire.

Un second immeuble d'entreprises, « **Sudessor activité** » résulte du projet d'un opérateur privé. La CAESE y a acheté trois locaux de 300 m<sup>2</sup> chacun, également occupés.

### L'accueil et l'accompagnement des porteurs de projet : un dispositif en cours de (re)mise en place

Jusqu'à la fin de l'année 2016, la CAESE avait un partenariat actif avec l'agence de développement départemental, qui consistait à accompagner les demandeurs d'emploi porteurs de projet de création d'entreprise. L'agence les accompagnait en binôme avec le service économique dans la maturation de leur projet jusqu'à l'immatriculation. La CAESE soutenait ensuite leur implantation sur le territoire. Cette convention a pris fin en décembre 2016. La redéfinition des compétences issue de la loi NOTRe a incité la CAESE à internaliser ce dispositif.



*Rurapôle (CA Etampois Sud Essonne©)*

## Projets à venir en matière d'immobilier et de réseaux d'entreprises

### Réinvestir le champ de l'immobilier d'entreprise

Pour faire face à une offre immobilière restreinte et à une occupation entière des hôtels d'activités existants, le territoire réfléchit à l'opportunité de créer un parcours résidentiel des entreprises. Plusieurs pistes sont à l'étude : achat d'un terrain, réaffectation d'un bâtiment existant pour y réaliser un site accueillant jeunes entreprises, entreprises en développement, espace collaboratif (hôtel d'activités/tiers lieux).

### La mise en réseaux des entreprises, en coopération avec les autres EPCI

La collaboration avec les 4 intercommunalités du Sud Essonne, dans le cadre du Pacte Sud Essonne, a permis d'initier une dynamique de réseaux et d'échanges inter-entreprises. Cette coopération sera poursuivie au-delà du Pacte arrivé à échéance en 2016. Des événements tels que des speed business meeting, des petits déjeuners réseaux d'entreprises/développeurs économiques, des actions de parrainage entre jeunes entreprises seront réitérés.

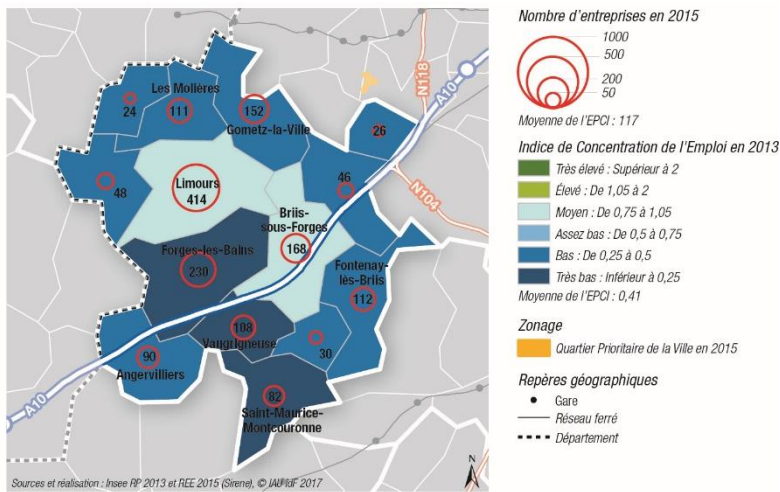
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Abbéville-la-Rivière, Angerville, Arrancourt, Authon-la-Plaine, Blandy, Bois-Herpin, Boissy-la-Rivière, Boissy-le-Sec, Boutervilliers, Bouville, Brières-les-Scellés, Brouy, Chalo-Saint-Mars, Chalou-Moulineux, Champmotteux, Chatignonville, Congerville-Thionville, Estouches, Fontaine-la-Rivière, Guillerval, La Forêt-Sainte-Croix, Marolles-en-Beauce, Mespuits, Monnerville, Morigny-Champigny, Mérobert, Méréville, Ormoy-la-Rivière, Plessis-Saint-Benoist, Puiset-le-Marais, Pussay, Roinvilliers, Saclas, Saint-Cyr-la-Rivière, Saint-Escobille, Saint-Hilaire, Valpuiseaux, Etampes.



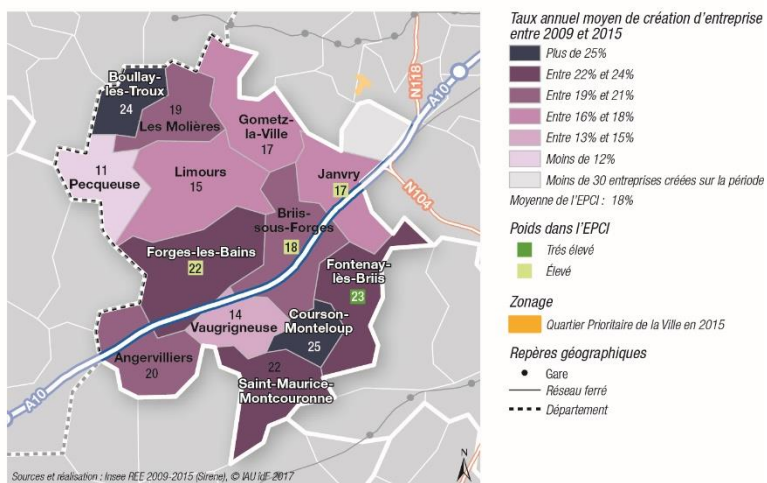
# CC DU PAYS DE LIMOURS

- **Date de création** : 2001 - **Population** : 26 838 (Insee RP 2014) - **14 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 6,4 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 641 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,5 % (dont 9,3 % d'entreprises individuelles).

## Indice de concentration de l'emploi<sup>8</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>8</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ;
- Actions de développement économique ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

## Intérêts

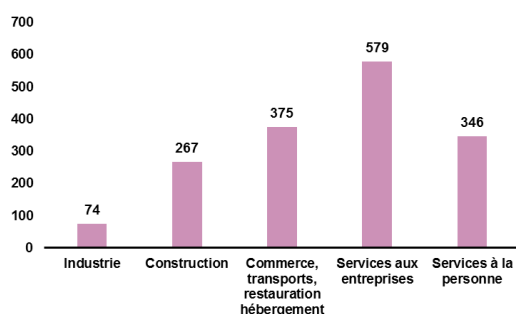
- Aménagement territorial : zones ou parcs d'activités industrielles, commerciales, artisanales, tertiaires et touristiques d'une surface au moins égale à 1 ha, retenus dans le cadre du schéma directeur local.
- Entrepreneuriat : actions de promotions, de gestion et de valorisation des sites d'accueil d'entreprises, des bâtiments industriels, commerciaux ou artisanaux des zones d'activités existantes ; concertation et recherche systématique de subventions pour les projets locaux de développement économique ; étude et création de services intercommunaux d'appui pour les entreprises, les demandeurs d'emploi et les salariés.
- Soutien économie locale : action de maintien, de valorisation et de développement d'une activité économique de proximité (commerce, artisanat, agriculture).
- Insertion/emploi : aide aux actions d'insertion par l'économie.
- Filière tourisme : action de développement, de promotion et de valorisation touristique portant sur au moins trois communes de la communauté.

## Gouvernance et organisation

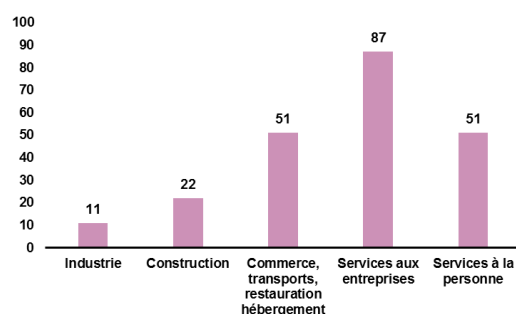
Le développement et l'aménagement du territoire sont regroupés au sein d'un même service. En revanche, l'emploi dispose d'un autre service spécifique.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique à travers la gestion des parcs d'activité

Cinq parcs d'activités sont répartis sur le territoire de la CC et accueillent plus de 1 300 entreprises. Ces parcs s'étendent sur une surface de 4 à 5 ha chacun et les activités sont majoritairement artisanales.

### Entrepreneuriat

#### L'accueil et l'aide aux porteurs de projet

La CC du Pays de Limours (CCPL), selon une convention avec la CCI et la CMA, tient une permanence mensuelle pour accueillir, informer et orienter les porteurs de projet. Il est aussi possible de prendre rendez-vous avec le service développement économique et ses partenaires à chaque étape de la création d'entreprise (par exemple, l'idée, le projet personnel, l'étude de marché, les prévisions financières, l'identification des financements, les aides à mobiliser, le choix d'un statut juridique, les formalités de création, l'installation de l'entreprise, les premiers mois d'activité) et de la reprise d'entreprise (par exemple, se préparer à l'enjeu, trouver une entreprise, diagnostiquer et évaluer, monter le plan de reprise, financer la reprise, négocier et conclure, devenir un dirigeant).



*Réunion avec les porteurs de projet et entreprises (CC Pays de Limours©)*

#### La création d'un club de développeurs d'entreprise

En 2017, la CCPL a mis en place un club de développeurs d'entreprise. Les porteurs de projet sont conviés gratuitement à des ateliers thématiques. Ils favorisent des échanges et l'organisation de formation, en partenariat avec la CCI et la CMA.

#### Un partenariat en lien avec les pépinières et hôtel d'entreprise de Paris-Saclay

Une étude est en cours sur la création de deux tiers-lieux en partenariat avec le département.

De plus, un partenariat est en cours d'étude entre la CCPL et Paris-Saclay en matière de pépinières et hôtels d'entreprises. De tels immobiliers d'entreprise n'existant pas sur le territoire de la CCPL, les porteurs de projet demandeurs de tels espaces de travail sont redirigés vers Paris-Saclay.

## Projets à venir en matière d'aménagement de parcs d'activité et d'immobiliers d'entreprise

Trois nouveaux parcs d'activité intercommunaux sont en cours de réalisation. Un de ces parcs est situé à Limours et s'étend sur 2,7 ha. Les deux autres font 5 ha et sont situés à Briis-sous-Forges et sur le Plateau des Molières. Leurs activités seront respectivement tournées vers le tertiaire et l'artisanat. Ces deux parcs devront également accueillir les projets de tiers-lieux. Sur le Plateau de Molière existe un bâtiment dédié aux artistes et la CCPL réfléchit à la possibilité d'aménager une partie de ce bâtiment en espaces de coworking dédiés aux porteurs de projet.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Angervilliers, Boullay-les-Troux, Briis-sous-Forges, Courson-Monteloup, Fontenay-lès-Briis, Forges-les-Bains, Gometz-la-Ville, Janvry, Les Molières, Limours, Pecqueuse, Saint-Jean-de-Beauregard, Saint-Maurice-Montcouronne, Vaugrigneuse.

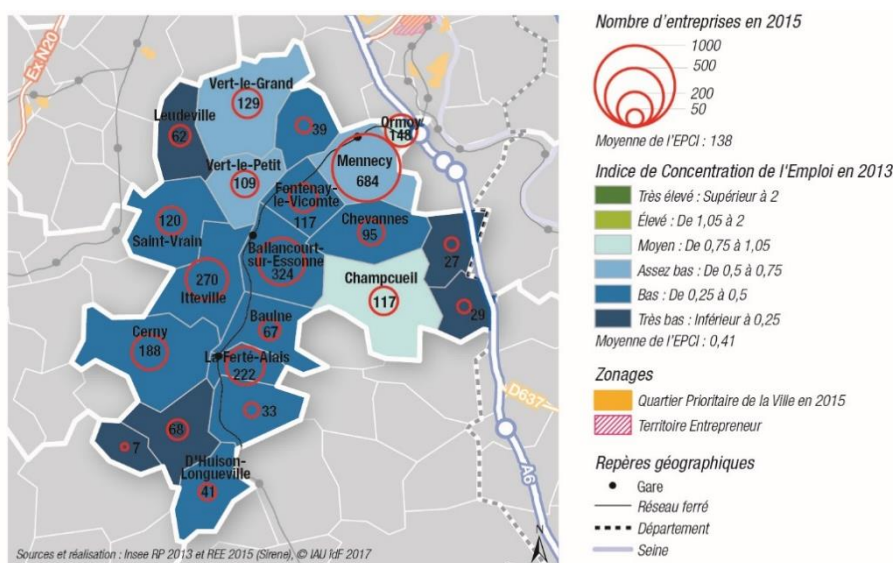




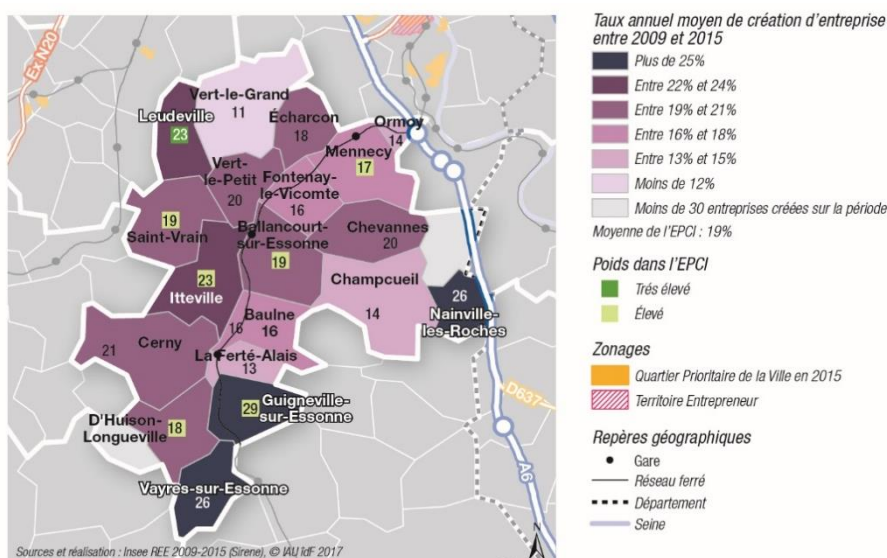
# CC DU VAL D'ESSONNE

- **Date de création** : 200-23 - **Population** : 59 198 (Insee RP 2014) - **21 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 7,5 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 2 896 (Insee REE, 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 12,8 % (dont 8,7 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>9</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>9</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

Ces compétences sont accompagnées par d'autres compétences portées par la CCVE concernant, en particulier, l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant :

- En matière de mobilité et de transport d'intérêt communautaire : transport en commun, transport scolaire et transport à la demande ;
- Etudes et réalisation de ZAC et de nouvelles opérations d'aménagement dont l'activité est exclusivement ou majoritairement économique et touristique.

## Intérêts

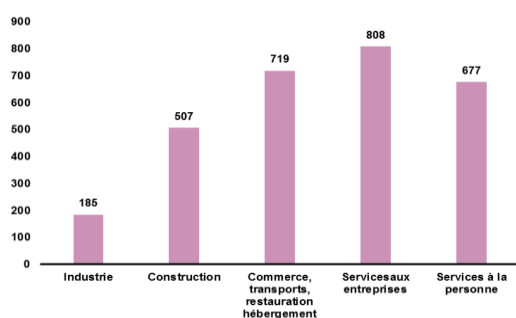
- Aménagement zones d'activités : actions visant à revaloriser l'environnement des zones d'activités existantes non communautaires et pouvant porter sur la signalétique, la sécurisation et l'aménagement paysager. Finalisation de l'aménagement et de la commercialisation (85 %) de la ZAC Montvrain 2 à Mennecey et s'étendant sur 25 hectares
- Entrepreneuriat : la création et la gestion d'hôtels ou de pépinières d'entreprises ; les relations avec les entreprises industrielles, artisanales et commerciales établies sur le territoire communautaire ; toute mission d'études, de conseil ou de recherche de participation à tout financement, en relation avec la prospection, l'accueil, le suivi d'implantation ou de développement d'entreprises artisanales, commerciales, industrielles, agricoles ou de recherche ; la mise en place de dispositifs d'aides financières.
- Insertion/emploi : insertion professionnelle en partenariat avec les Missions Locales pour les jeunes de 16 à 25 ans.

## Gouvernance et organisation

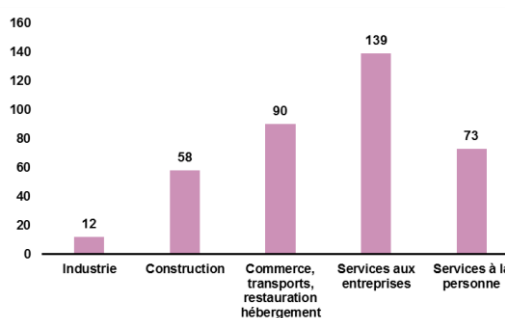
Le service Développement économique est inséré dans la Direction de l'Aménagement du Territoire et du Développement. Il est composé de 3 personnes avec un poste sur des actions orientées vers le commerce et un autre poste, vers le tourisme.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### La gestion du foncier économique

Au total, 16 secteurs d'activités économiques sont situés sur le territoire de la CC du Val d'Essonne dont 8 ZAE communautaires, pour un total de 190 entreprises et 3 151 emplois.



*L'Ecosite de Vert-le-Grand (CC Val d'Essonne©)*

Le territoire se compose de grands sites industriels avec l'Ecosite de Vert-le-Grand, ainsi que le site de recherche et industriel dans le secteur du Bouchet (dont les entreprises du groupe Safran et Air Bus) et un pôle de recherche militaire (DGAC). Ce dernier est également situé sur l'emprise de l'ancienne Base aérienne 217 (fermée depuis 2008). Des projets sur la dynamique économique (création d'un cluster drone, lotissement d'agriculture biologique...) y sont depuis étudiés.

### Des études pour redynamiser le territoire :

- Réalisation d'une étude d'opportunité et de faisabilité pour le développement d'un secteur économique et commercial (sur 1,5 hectare) en continuité de la zone d'activité de l'Aunaie, à Ballancourt-sur-Essonne.
- Etude pour cerner les grandes caractéristiques territoriales de l'économie et de l'emploi sur le Val d'Essonne et décrire les dynamiques à l'œuvre, ainsi que ses acteurs avec un zoom sur plusieurs secteurs d'activité. Cette étude permettra également d'apporter la vision économique de l'intercommunalité dans le cadre de la révision du SCoT du Val d'Essonne qui doit être lancée dans la continuité du Bilan du SCoT, qui est en cours de réalisation.

### L'animation économique pour accroître la visibilité

La CC communique sur les entreprises de son territoire à travers des articles dans la presse locale. Des animations intercommunales thématiques et des campagnes de sensibilisation pour le commerce de proximité sont organisées, afin de mettre en valeur les commerces locaux. Enfin, en lien avec l'agence de développement Essonne Développement, la CC participe au salon annuel des entrepreneurs.

## Entrepreneuriat

### Services et dispositifs pour la création, la transmission et la reprise d'entreprise :

Depuis cinq ans, des permanences mensuelles sont mises en place, en partenariat avec l'agence Essonne Développement, pour les porteurs de projet du territoire. La CC se concentre sur les enjeux d'ancrage local (l'immobilier, les bureaux, la concurrence) tandis que l'agence départementale apporte son expertise technique et juridique. Les porteurs de projet sont reçus gratuitement à toute étape de leur projet. En 2016, sur 11 permanences tenues, 42 rendez-vous ont été réalisés. Ce dispositif permet à la CC de mieux fédérer les acteurs de son territoire, de communiquer sur ses actions, et d'intégrer les porteurs de projet dans ses réseaux.

Depuis quatre ans, la CC est adhérente à la plateforme Initiative Essonne Développement, qui octroie des prêts d'honneur à taux zéro. En 2016, huit entreprises ont été financées à travers cette plateforme, pour 90 000 €, et générant 20 emplois. Un autre partenariat avec le réseau Entreprendre permet également le financement de prêts d'honneur.

Dans le but d'aider la nouvelle entreprise à se faire connaître sur le territoire, des actions d'animation sont menées par la CC. Ainsi, un courrier d'accueil est envoyé aux entreprises du territoire, et un article de présentation des nouvelles entreprises est édité dans la « lettre du Val d'Essonne ». Des réunions d'information/orientation sont organisées deux fois par an pour optimiser l'intégration des entreprises dans les réseaux locaux.

### L'aide au développement des entreprises implantées en lien avec le dynamisme local

Une première action mise en place par la CC consiste en un speed dating de parrainage, pour des entreprises ayant moins de 3 ans d'ancienneté. La CC Val d'Essonne organise « la fête des entreprises », sur une demi-journée d'échanges pour l'ensemble du tissu économique. Cet évènement a pu rassembler jusqu'à une centaine de personnes. Enfin, des soirées inter-réseaux et un speed-meeting permettent aux entreprises d'initier de nouvelles collaborations.

Les enjeux liés au commerce de proximité : après une étude de projet sur la dynamique du commerce de proximité et au travers du projet européen FISAC, un important travail de terrain fut mené pour aider à redynamiser les associations de commerçants. Dans le cadre d'animations, la CC attribue une subvention annuelle de 5 000 € aux associations de commerçants en centre-bourg. En complément, et toujours pour inciter les commerçants à mener des actions communes, la CC prévoit de soutenir une « quinzaine commerciale ». Elle doit associer l'ensemble des commerçants du territoire, avec la mise en place de marchés thématiques. Enfin, un appel à projet prévoit des investissements de rénovation de façades commerciales.

La CC organise aussi les « rendez-vous de l'emploi », dans le cadre du Pacte pour le développement, mis en place avec les intercommunalités du Sud Essonne, la Région, le Département et les partenaires institutionnels. Durant une journée, des offres d'emploi sont portées à connaissance des demandeurs d'emploi. Depuis 2013, sept rendez-vous de ce type ont été organisés, avec comme résultats 1 900 entretiens et 137 emplois pourvus.

Enfin, la CC tient une bourse des locaux pour aider les entrepreneurs dans leur recherche immobilière.

## **Projets à venir : plateforme RH, investissements immobiliers, rencontres avec les entreprises**

### Une plateforme RH

La CC souhaite mettre en place une plateforme RH pour les entreprises du territoire. Avec le recrutement d'une personne à la CC, les requêtes de recrutement des entreprises pourraient être soutenues. Cette plateforme remplirait aussi le rôle d'outil de mise en réseau des DRH d'entreprises.

### Des investissements en immobilier d'entreprises

Un projet de création d'un bâtiment pour entrepreneurs entraînerait la proposition d'une offre complète de services d'accompagnement (accueil immobilier d'entreprise, tiers-lieux, pépinière, etc.).

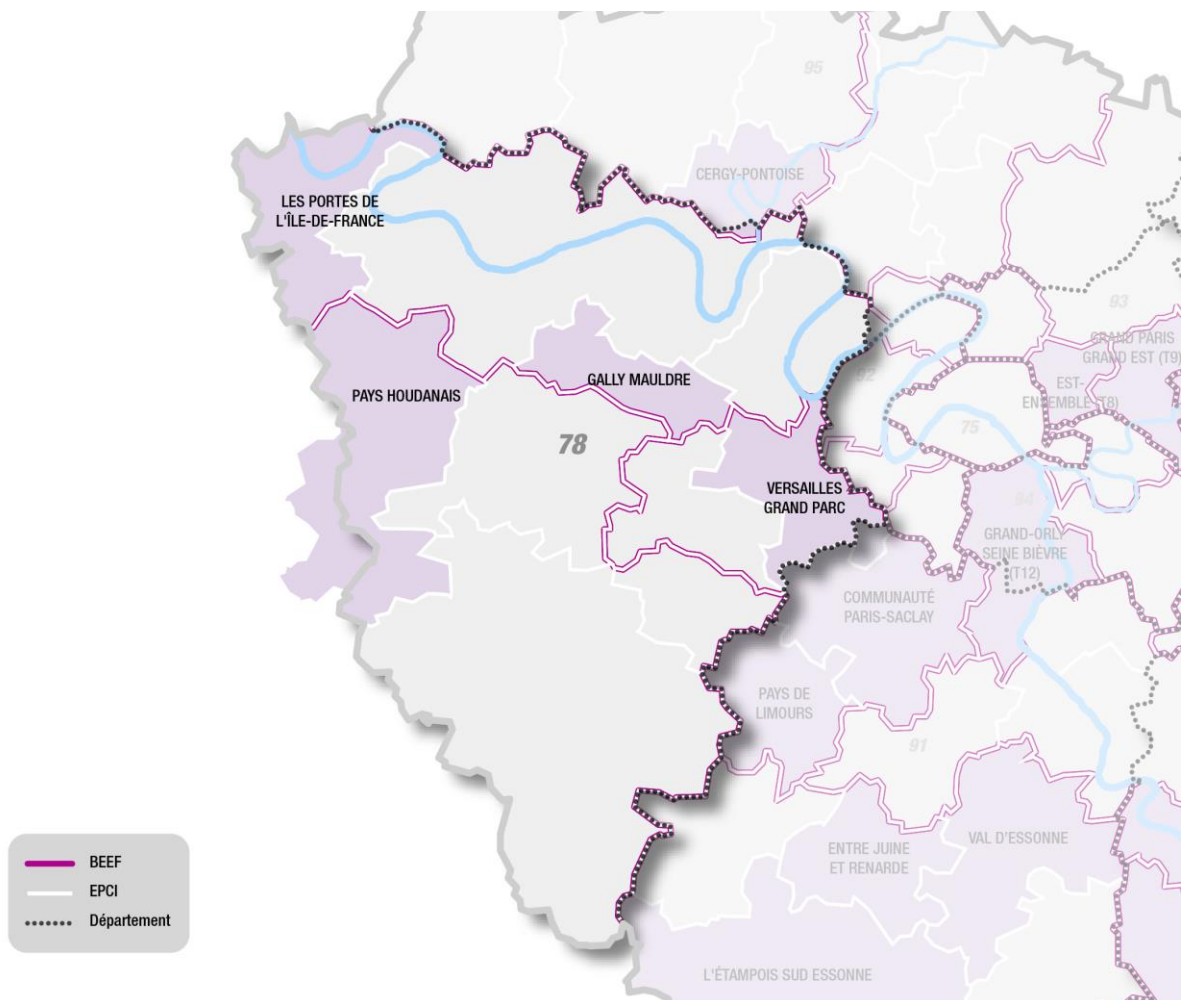
### Rencontres avec les grandes entreprises

La CC souhaite accroître ses relations avec des entreprises, qui sont des d'importants pourvoyeurs d'emploi, mais dont les préoccupations économiques et sociales sur le territoire ne sont pas encore bien appréhendées par la CC.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Chectaresmpcueil, Chevannes, D'Huison-Longueville, Fontenay-le-Vicomte, Guigneville-sur-Essonne, Itteville, La Ferté-Alais, Leudeville, Mennecy, Nainville-les-Roches, Ormoy, Orveau, Saint-Vrain, Vayres-sur-Essonne, Vert-le-Grand, Vert-le-Petit, Echectarescon



# YVELINES

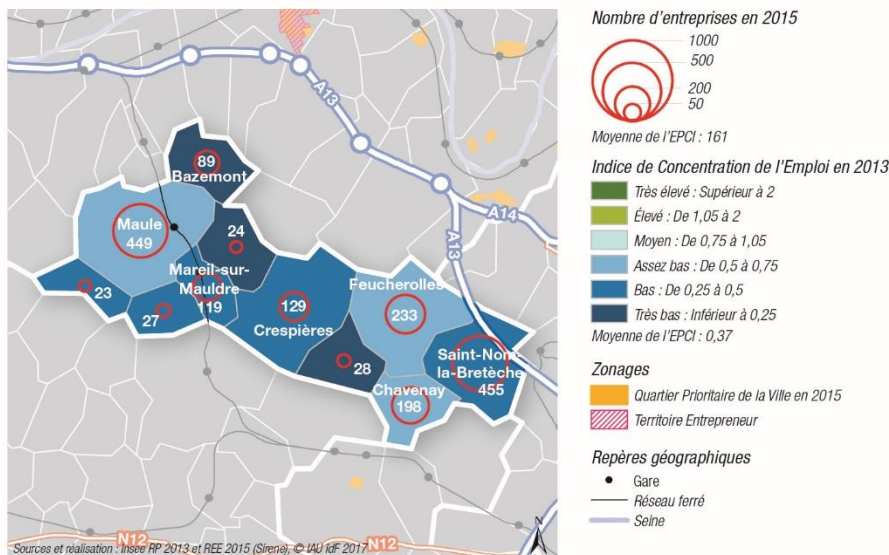




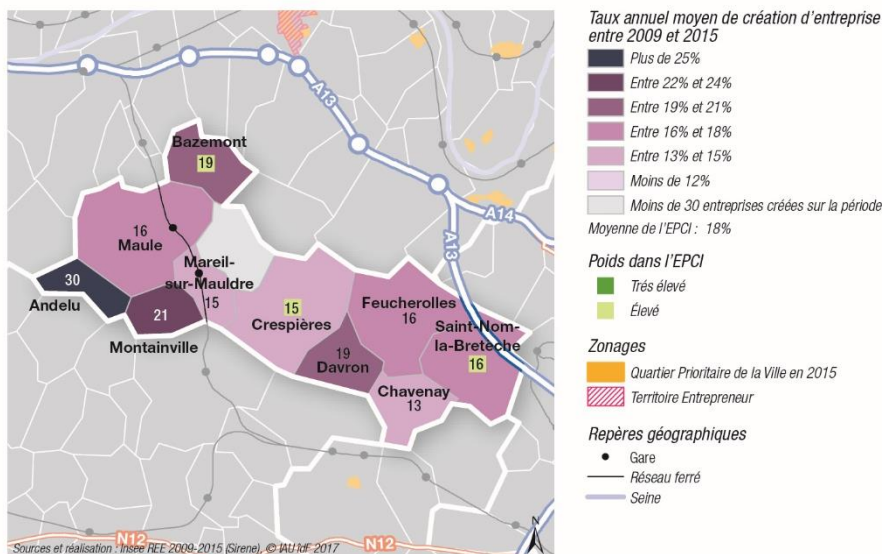
# CC GALLY MAULDRE

- **Date de création** : 2013 - **Population** : 21 772 (Insee RP 2014) - **11 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 7,5 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 774 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,3 % (dont 7,9 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>10</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>10</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Actions de développement touristique d'intérêt communautaire.

## Intérêts

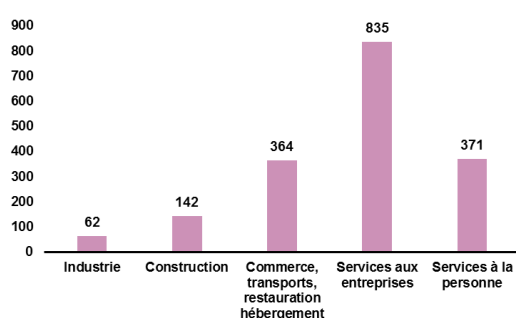
- Entrepreneuriat : acquisition, la création et la gestion de structures immobilières d'accueil des entreprises.
- Soutien à l'économie locale : actions en faveur du maintien des commerces de proximité.
- Filière tourisme : adhésion à l'association Patrimoniale de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets ; entretien des espaces et promotion des sentiers de randonnées ; actions en faveur du développement des capacités d'hébergement ; actions de communication sur les activités touristiques d'intérêt communautaire pouvant être pratiquées sur le territoire de la communauté de communes.

## Gouvernance et organisation

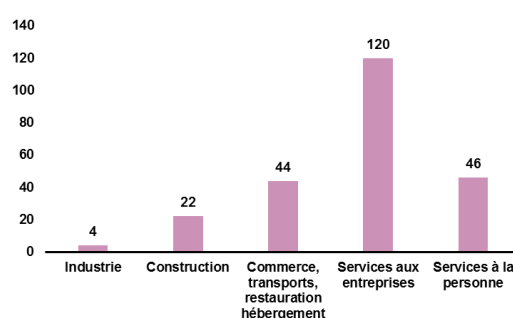
La Communauté de Communes compte un Vice-président en charge du développement économique. Une commission, composée de 15 membres représentant toutes les communes. Elle se réunit plusieurs fois par an pour décider des orientations en matière de développement économique sur le territoire, notamment pour établir des contacts avec les entreprises et les acteurs publics du territoire.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### Une étude économique pour mieux identifier les caractéristiques du tissu local

La CC Gally Mauldre a fait appel à un cabinet de conseil pour réaliser une étude sur le potentiel du tissu économique du territoire. Elle consiste à dégager dans un premier temps les forces et faiblesses de son économie locale, dont le commerce et dans un second temps, le cabinet proposera des préconisations d'action de soutien au développement économique.



## Le SCoT comme instrument d'aménagement du territoire à des fins économiques

La CC s'est doté d'un SCoT dans lequel sont définies les zones potentielles d'aménagement, dont le développement est lié avec la mise en place d'infrastructures techniques (fibre optique, haut débit) et routières. Dans le cadre du SCoT, des objectifs économiques prévoient la création d'ici 2030 de 1 600 emplois, dont 25 % localisés sur ces nouvelles zones d'activité.

### **Entrepreneuriat**

#### La promotion des acteurs économiques à travers un annuaire électronique

L'annuaire électronique a pour objectif de recenser tous les professionnels qui exercent sur le territoire de la CC, afin de favoriser leur visibilité.

#### L'aide au financement par la plateforme Initiative

La CC Gally Mauldre a adhéré à Initiative Seine Yvelines, qui permet l'attribution de financements aux entreprises sous forme de prêts d'honneur à taux zéro.



*Entreprise à Saint-Nom-la-Bretèche (CC Gally Mauldre)©*

## **Projets à venir pour répondre au besoin d'entrepreneurs et d'entreprises**

Trois projets sont prévus. Un permis de construire est en cours pour réaliser un « village d'entreprises » au nord de la commune de Feucherolles. Au sud de cette commune, une pépinière d'entreprises est en cours de développement. Par ailleurs, en matière d'aménagement du territoire, le recensement des zones d'activité et des locaux disponibles est en cours.

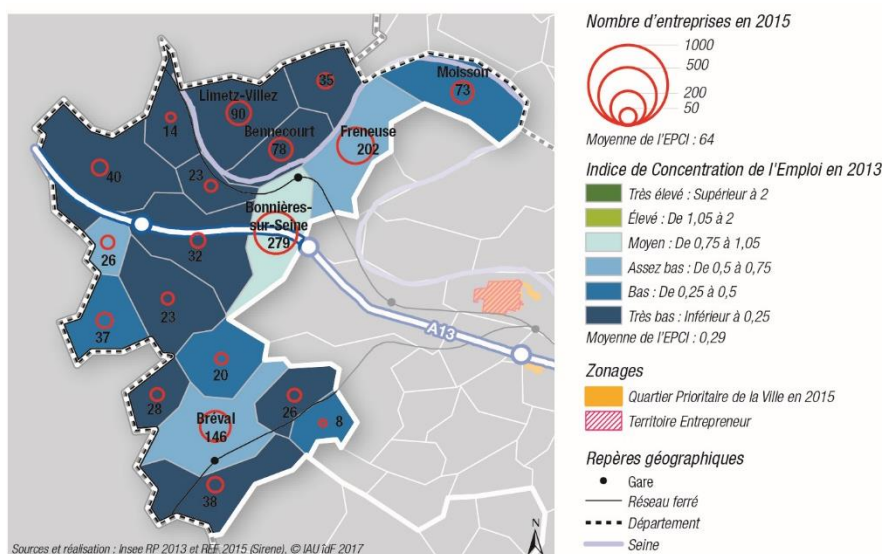
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Andelu, Bazemont, Chavenay, Crespières, Davron, Feucherolles, Herbeville, Mareil-sur-Mauldre, Maule, Montainville, Saint-Nom-la-Bretèche.



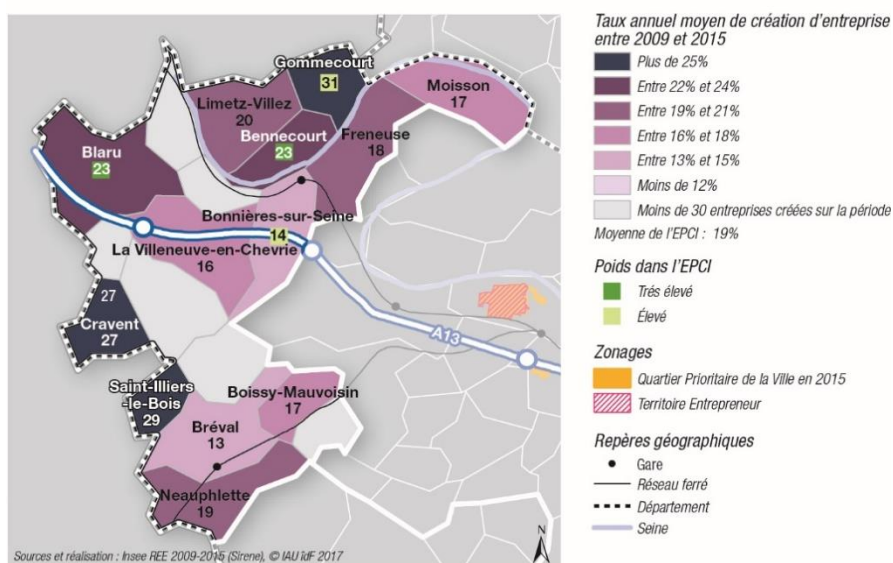
# CC LES PORTES DE L'ÎLE-DE-FRANCE

- **Date de création** : 2017 - **Population** : 22 303 (Insee RP 2014) – **19 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 11,5 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 218 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,5 % (dont 8,5 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>11</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>11</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

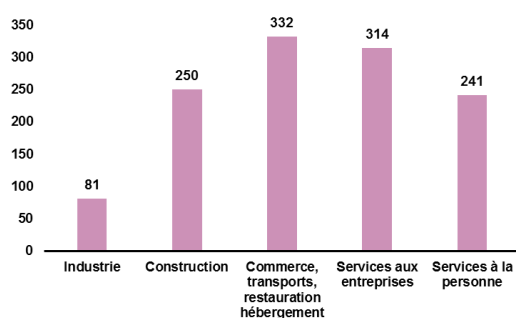
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Réalisation, gestion, entretien et promotion de structures immobilières d'accueil des entreprises ;
- Politique d'accueil des entreprises ;
- Promotion économique du territoire de la communauté de communes ;
- Elaboration d'études sectorielles et gestion de base de données des entreprises ;
- Opérations collectives de promotion et de soutien du commerce à l'échelle de l'ensemble des communes du territoire ;
- Promotion des activités touristiques de dimension intercommunale notamment par la réalisation de supports d'information ;
- Mise en place de circuits de randonnées pédestres et cyclistes.

## Gouvernance et organisation

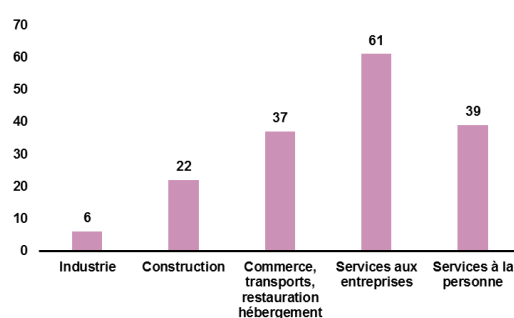
La CC ne compte pas de service spécifique chargé du développement économique et de l'aménagement du territoire. Les personnes référentes sont le Président et le Directeur général des Services.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique par l'aménagement et la gestion de zones d'activité

Avec la fusion de communes et la création de la CC au 1<sup>er</sup> janvier 2017, deux zones d'activités ont été transférées à la CC. Une de ces zones, située à Freneuse, est composée de deux tranches, la première sans disponibilité et la seconde de 11 ha, en cours de commercialisation. Les demandes d'implantation privilégiées sont celles qui créent de l'emploi. Par ailleurs, la CC souhaite favoriser l'implantation des entreprises hors activité de stockage.

## Entrepreneuriat

### L'immobilier d'entreprise : un hôtel d'activités et un atelier spécifiquement dédié à une entreprise

« L'hôtel d'activités des Portes de l'Île-de-France » se distingue d'une pépinière, par le fait qu'il n'offre pas de services d'accompagnement aux entreprises. Datant de 2006, cet hôtel dispose de 6 ateliers d'une surface maximale de 400 m<sup>2</sup>, de 6 bureaux et accueille une dizaine d'entreprises. Sont privilégiées les entreprises qui créent de l'emploi, sans filière de ciblées.



*Hôtel d'activités des Portes de l'Île-de-France ©*

Un atelier de 1 000 m<sup>2</sup> vient d'être construit et sera mis en location (via un crédit-bail) à une entreprise du secteur de la métallurgie étant auparavant hébergée dans l'hôtel d'activités. Face au développement de cette entreprise, pour aider à son ancrage territorial, la CC a construit un bâtiment adapté à ses besoins.

### Adhésion à la plateforme Initiative

La CC finance la plateforme Initiative Seine Yvelines, qui permet l'attribution de prêts d'honneur à taux zéro aux porteurs de projets.

## Projet à venir en matière de zone d'activité

La CC gère les deux zones d'activités qui lui ont été transférées et aménage la seconde tranche de celles en cours de commercialisation.

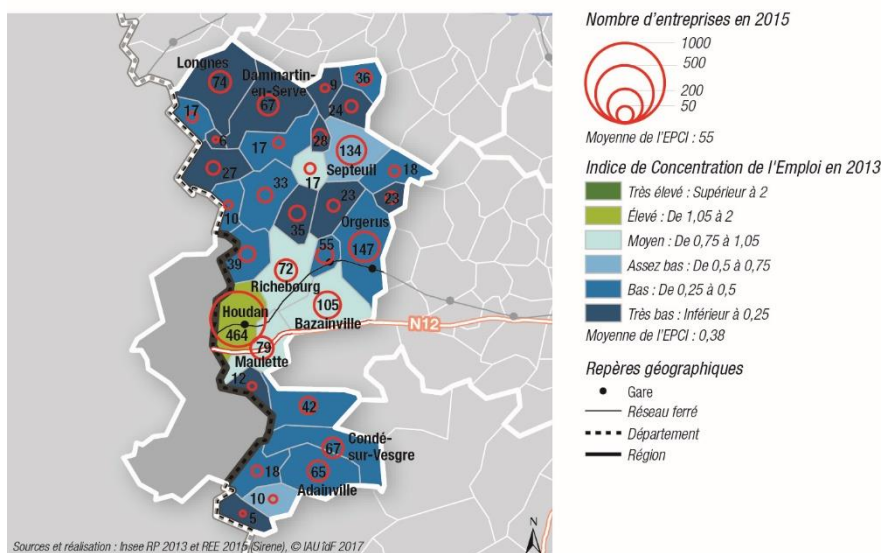
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Bennecourt, Blaru, Boissy-Mauvoisin, Bonnières-sur-Seine, Bréval, Chaufour-lès-Bonnières, Cravent, Freneuse, Gommecourt, Jeufosse, La Villeneuve-en-Chevrie, Limetz-Villez, Lommoye, Moisson, Ménerville, Neauphlette, Port-Villez, Saint-Illiers-la-Ville, Saint-Illiers-le-Bois



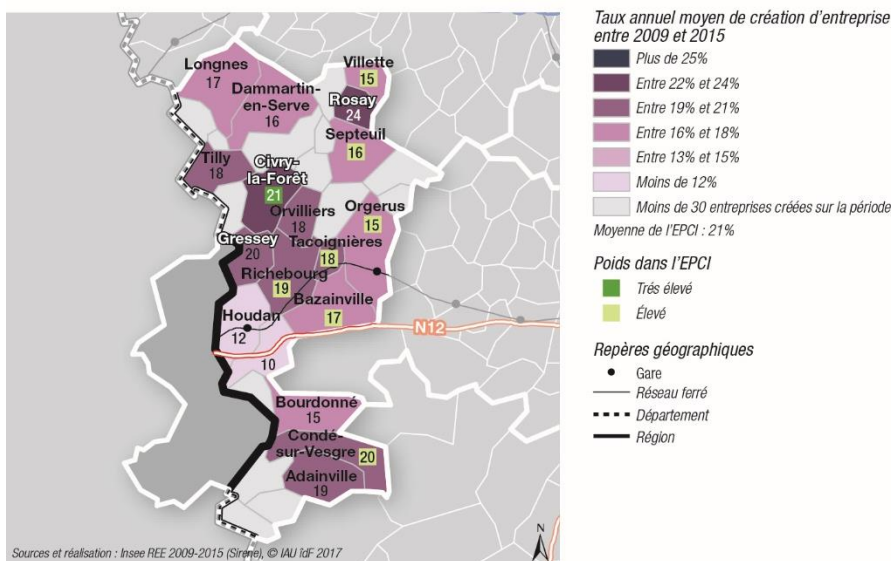
# CC DU PAYS HOUDANAIS

- **Date de création** : 1998 - **Population** : 28 970 (Insee RP 2014) – **36 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 8 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 967 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 12,9 % (dont 8,6 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>12</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>12</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Actions de développement économique ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme dont la création d'office du tourisme ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire.

## Intérêts

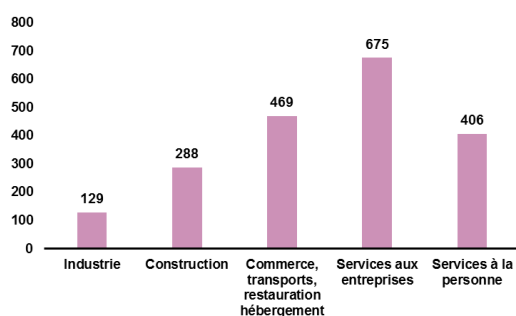
- Aménagements de l'espace : Droit de préemption à l'intérieur des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire.

## Gouvernance et organisation

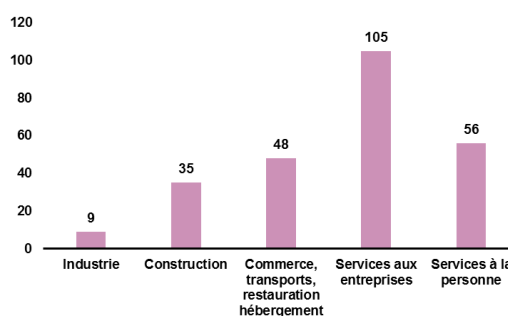
Le service développement économique est composé de deux personnes, dont une spécifiquement en charge des hôtels d'entreprises et pépinières. Un salarié est dédié à l'emploi et deux au tourisme, mais sans être intégrés service développement économique.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### Aménagement et gestion des ZAE

Six zones d'activités relèvent de la compétence de la CC du Pays Houdanais (CCPH), avant le transfert de trois nouvelles zones au cours de l'année 2017. Les six zones sont :

- La ZAC de la Prévôté à Houdan : 69 entreprises implantées, 630 emplois.
- La ZI St Matthieu à Houdan : 33 entreprises installées, 7 entreprises nouvelles arrivées en 2016 ont acquis des terrains parmi lesquelles 4 sont déjà installées, 370 emplois au total.
- 17 et 17 bis rue St Matthieu : En 2016, la CCPH a étudié différents scénarii de reconversion de cette friche. La solution retenue serait celle de la démolition du site.
- La ZA commerciale à Maulette : 11 entreprises, 232 salariés.
- La ZI du Bœuf couronné à Bazainville : 18 entreprises, 537 salariés.
- La ZA de Longnes : 4 entreprises implantées.

La desserte en très haut débit (fibre optique) des zones d'activités communautaires (Houdan) a été réalisée en partenariat avec le conseil départemental 78 ; la grande majorité des entreprises des ZI de Houdan bénéficie désormais d'une adduction jusqu'au pied de leur bâtiment. La ZI du Bœuf Couronné à Bazainville devrait être desservie d'ici à 2017.

De par son rôle d'aménageur du territoire, la CCPH mène une politique active en matière de réhabilitation des friches industrielles, en 2018, il n'y aura plus aucune friche de ce genre sur le territoire.

#### Cinq nouvelles animations économiques en 2016

- Information générale sur les marchés publics (22 participants) et formation aux marchés publics (3 bénéficiaires).
- Accueil de nouvelles entreprises dans le cadre de l'extension de la rue des Garennes dans la ZI St Matthieu de Houdan dans l'Espace Prévôté (7 personnes).
- Réunion sur la filière automobile (11 personnes).
- Réunion sur la sécurité (14 personnes).
- 1<sup>ère</sup> semaine de l'industrie Pays Houdanais (23 participations).

#### **Entrepreneuriat**

##### Des évènements de sensibilisation à des métiers thématiques

La CCPH organise la Semaine de l'industrie et la Semaine du goût. Ces évènements consistent à faire découvrir les métiers industriels et les métiers de bouche aux collégiens, lycéens et jeunes demandeurs d'emploi.

##### L'Espace Prévôté, un hôtel d'entreprise/pépinière

L'Espace Prévôté, situé sur la ZAC de la Prévôté de Houdan, date de 2005 et propose différentes formules d'hébergement et de services avec un accompagnement adapté à chaque entreprise, en création ou en développement :

- hébergement en Pépinière d'entreprises pour les entreprises en régime Jeunes créateurs de moins de 3 ans
- hébergement en Hôtel d'entreprises pour les entreprises de plus de 3 ans.

En 2015, le choix a été fait d'accueillir les entreprises de plus de 3 ans qui n'ont pas d'autres locaux, afin de les ancrer sur le territoire. La priorité reste aux créateurs d'entreprise.

Au total, l'Espace Prévôté propose 24 bureaux de 15 à 50 m<sup>2</sup> et 6 ateliers de 48 à 140 m<sup>2</sup>, pour un total de 1 400 m<sup>2</sup>. Une extension des ateliers est prévue à hauteur de 6 ateliers supplémentaires. Le taux d'occupation en 2016 s'élève à 61,25 %. Le taux de vacances traduit la volonté de garder une marge d'accueil pour les créateurs d'entreprises. Au total, en 2016, 23 sociétés sont domiciliées et 14 entreprises sont hébergées à l'Espace Prévôté.



L'Espace Prévôté (CCPH©)

### Subventions et aides financières

La CCPH est adhérente à la plateforme Initiative Seine Yvelines qui octroie des prêts d'honneur à taux zéro. En 2016, cette plateforme a financé 103 500 € de prêts d'honneur pour la création de 7 entreprises.

Depuis 2015 la CCPH, en partenariat avec la CCI78 et la CMA78, prennent en charge et en totalité les diagnostics hygiène, sécurité et accessibilité imposés aux commerçants de centre-bourg.

## **Projets à venir en matière d'investissements en immobilier d'entreprise, d'aides financières et d'évènements**

### Des investissements immobiliers à l'Espace Prévôté

En réponse à la forte demande d'ateliers à l'Espace Prévôté, la CCPH prévoit la construction de nouveaux ateliers. De même, l'ouverture d'un espace de coworking sur ce site est en projet.

### La création d'un fonds de soutien aux entreprises matures

Considérant qu'il ne faut pas concentrer toutes les aides financières aux jeunes entreprises, la CCPH s'est fixée l'objectif de constituer un fond financier avec d'autres EPCI pour soutenir le développement d'entreprises. Ce fond devrait notamment permettre à ces entreprises de pouvoir obtenir plus facilement des prêts bancaires.

### Deux nouveaux évènements : « le forum de l'entreprise et de l'emploi » et « la semaine du commerce »

Le premier évènement aura lieu le 6 octobre 2017 à Maulette. Il s'adressera aux acteurs concernés par l'emploi, qui se verront proposer des jobs-meeting, des annonces et des formations, tandis que les employeurs pourront présenter leurs métiers et leurs postes à pourvoir. Ce forum sera aussi l'occasion d'aborder le sujet de la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi.

Une Semaine du commerce sera également organisée afin de sensibiliser aux métiers liés au commerce.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Adainville, Bazainville, Boinvilliers, Boissets, Bourdonné, Civry-la-Forêt, Condé-sur-Vesgre, Courgent, Dammartin-en-Serve, Dannemarie, Flins-Neuve-Eglise, Grandchamp, Gressey, Houdan, La Hauteville, Le Tartre-Gaudran, Longnes, Maulette, Mondreville, Montchauvet, Mulcent, Orgerus, Orvilliers, Osmoy, Prunay-le-Temple, Richebourg, Rosay, Saint-Martin-des-Champs, Septeuil, Tacoignières, Tilly, Villette, Boutigny-Prouais, Goussainville, Havelu, Saint-Lubin-de-la-Haye.

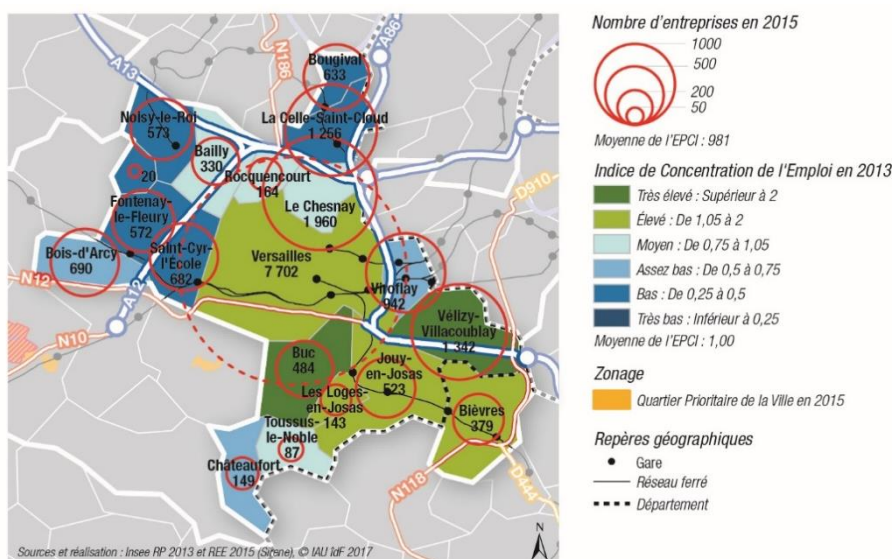




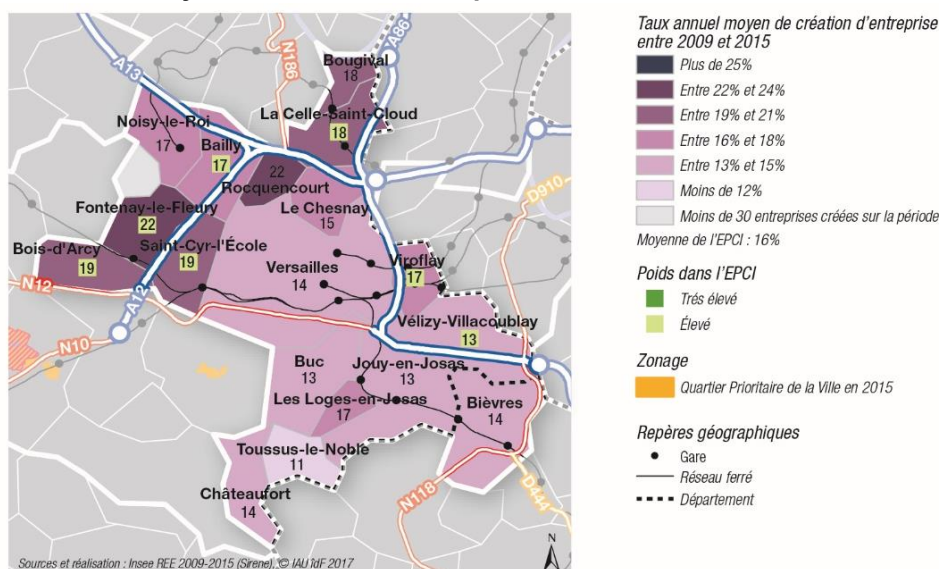
# CA VERSAILLES GRAND PARC

- **Date de création** : 2003 - **Population** : 263 257 (Insee RP 2014) - **19 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 8,1 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 18 631 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,5 % (dont 8,5 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>13</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>13</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme.

## Intérêts

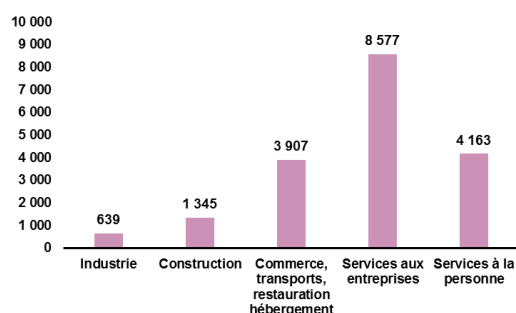
- Développement économique : orientation sur quatre filières représentatives du tissu économique local (mobilité, écologie urbaine, santé, numérique), organisation des actions d'animation spécifiques, création des lieux d'innovation et expérimentations, mise au service des habitants du territoire ;
- Aménagement territoriale : le secteur Satory Ouest à Versailles, contenant une zone d'activité économique mixte ;
- Ingénierie d'études, développement sectoriel (artisanat, commerces multiservices) : des études relatives à l'urbanisme et à l'aménagement commercial et la participation à la commission départementale d'aménagement commercial ; le développement des spécificités commerciales que sont l'artisanat d'art et les commerces multiservices dans les petites communes ; les actions collectives de niveau intercommunal visant à renforcer et à défendre le commerce local.

## Gouvernance et organisation

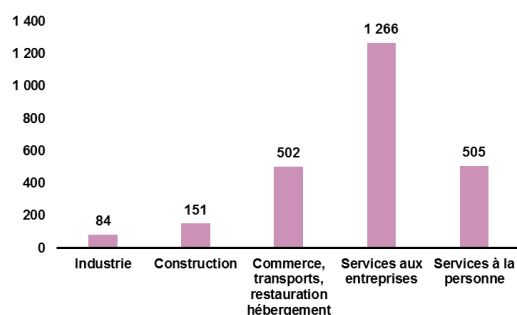
La direction développement économique, aménagement et transports regroupe un pôle transport, un pôle aménagement, un pôle développement économique et un pôle pépinière.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### Ciblage de quatre filières spécifiques :

Pour le développement économique global, quatre filières ont été ciblées. Il s'agit de :

- La mobilité innovante, qui profite à la recherche et développement (R&D) de l'industrie automobile présente sur le territoire ;
- L'écologie urbaine : la CA soutient les entreprises du groupe « Le Vivant et la Ville ». Il réunit : des entreprises (Jardins de Gally, Véolia), des paysagistes (Agence Laverne), des établissements d'enseignement (TECOMAH, École du paysage etc.) et l'INRA de Versailles ;

- La santé, en s'appuyant sur les hôpitaux, les cliniques et les établissements de recherche comme l'INRA, au sud du territoire notamment ;
- Le numérique, qui concerne un grand nombre d'entreprises du territoire.

#### La gestion des zones d'activités :

Une vingtaine de zones d'activités sont situées sur le territoire de Versailles Grand Parc. Trois zones ressortent particulièrement :

- Inovel Parc à Vélizy-Villacoublay, qui est un parc tertiaire avec 9,3 ha de foncier et 85 000 m<sup>2</sup> de bureaux disponibles (880 entreprises y sont implantées). Inovel Parc offre une vitrine internationale dans un quartier dynamique regroupant des entreprises du secteur de la recherche, des hautes technologies, de l'automobile et de l'aéronautique ;
- Le Parc d'activités de Buc, compte 243 000 m<sup>2</sup> de locaux mixtes et d'activités, pour 267 entreprises ;
- Satory Ouest à Versailles, s'étend sur 35 ha, avec 106 000 m<sup>2</sup> de locaux à dominante mixte.

### **Entrepreneuriat**

#### Un service de recensement immobilier pour les entreprises

Ce service de recensement des locaux vacants permet de répondre aux demandes d'implantation des entreprises.

#### Un observatoire économique des entreprises du territoire

L'observatoire économique consiste en un recensement des entreprises entrantes et sortantes. Cet observatoire s'avère un outil nécessaire pour travailler à une stratégie économique par filière, notamment dans le cadre des quatre secteurs définis précédemment (mobilité urbaine, écologie urbaine, santé, numérique).

#### Une pépinière d'entreprises

Ouverte en 2012, une pépinière d'entreprises, localisée à Versailles, accueille 66 entreprises. En 2016, 28 entreprises y sont locataires et 7 y sont domiciliées. Les secteurs d'activité présents sont surtout les Techniques d'information et de communication (9 entreprises), le conseil aux entreprises (9 entreprises), et d'autres divers, ingénierie, études techniques, architecture, (3 entreprises), location et fabrication de matériels (3 entreprises), le commerce de gros (2 entreprises), les services financiers et assurances (1 entreprise), ou les services à la personne (1 entreprise).

Au vu de son taux d'occupation élevé (92 %, soit 45 bureaux loués), se pose la question d'une sélection par filière pour intégrer la pépinière. En complément des bureaux, un espace de coworking composé de 4 postes de travail est ouvert à un large public : porteurs de projet, créateurs d'entreprises, indépendants, télétravailleurs, etc...



*Pépinière de Versailles (CA Versailles Grand Parc©)*

En 2016, 35 réunions thématiques ont été organisées pour les entreprises de la pépinière, les porteurs de projet et les TPE de Versailles Grand Parc. De plus, les entreprises ont pu bénéficier d'une large gamme de services d'accompagnement (consultations gratuites assurées par des experts sur de nombreux sujets, aides publiques, expertise comptable, fiscale, juridique, gestion administrative,

propriété intellectuelle, protection sociale, RH), conseils et accompagnement par les partenaires sur la création, le développement et le financement des entreprises.

#### Accompagner le développement des entreprises à l'aide de réseaux de clubs et d'associations

L'attractivité d'un territoire se caractérise par sa capacité à répondre aux besoins de ses entreprises. Versailles Grand Parc s'appuie sur un solide réseau de clubs et d'associations animés par et pour les entreprises :

- Clubs d'utilisateurs pour réfléchir aux enjeux locaux sur l'amélioration des services aux entreprises et aux salariés (accessibilité et transport, etc.) ;
- Clubs d'affaires afin de développer des partenariats entre entreprises ;
- Club RH dans l'objectif de mutualiser des moyens pour faire face à des besoins communs : gestion prévisionnelle des compétences, qualité de vie au travail, intégration du handicap, etc ;
- Réseau des agents de l'immobilier d'entreprise pour accélérer les rencontres entre l'offre et la demande à travers une bourse aux locaux. »

#### Animations et événements

Une animation spécifique sur la sensibilisation à l'entrepreneuriat, sous forme de petits déjeuners avec différentes associations subventionnées, se déroule à la pépinière, ainsi que des soirées de réseaux d'entreprises.

Des événements de type concours existent également, comme celui organisé annuellement par HEC, sur une journée : 10 entreprises présentent leurs projets devant 200 professionnels qui peuvent être des investisseurs potentiels.

#### Des aides au financement de projets

Les porteurs de projet sont accompagnés par la CA pour trouver des financements et ainsi élaborer un business plan, notamment à l'aide de partenariats comme la BGE, l'association Suzanne Michaux et Salvetera, etc.

## **Projets à venir**

Deux zones d'activité sont en projet :

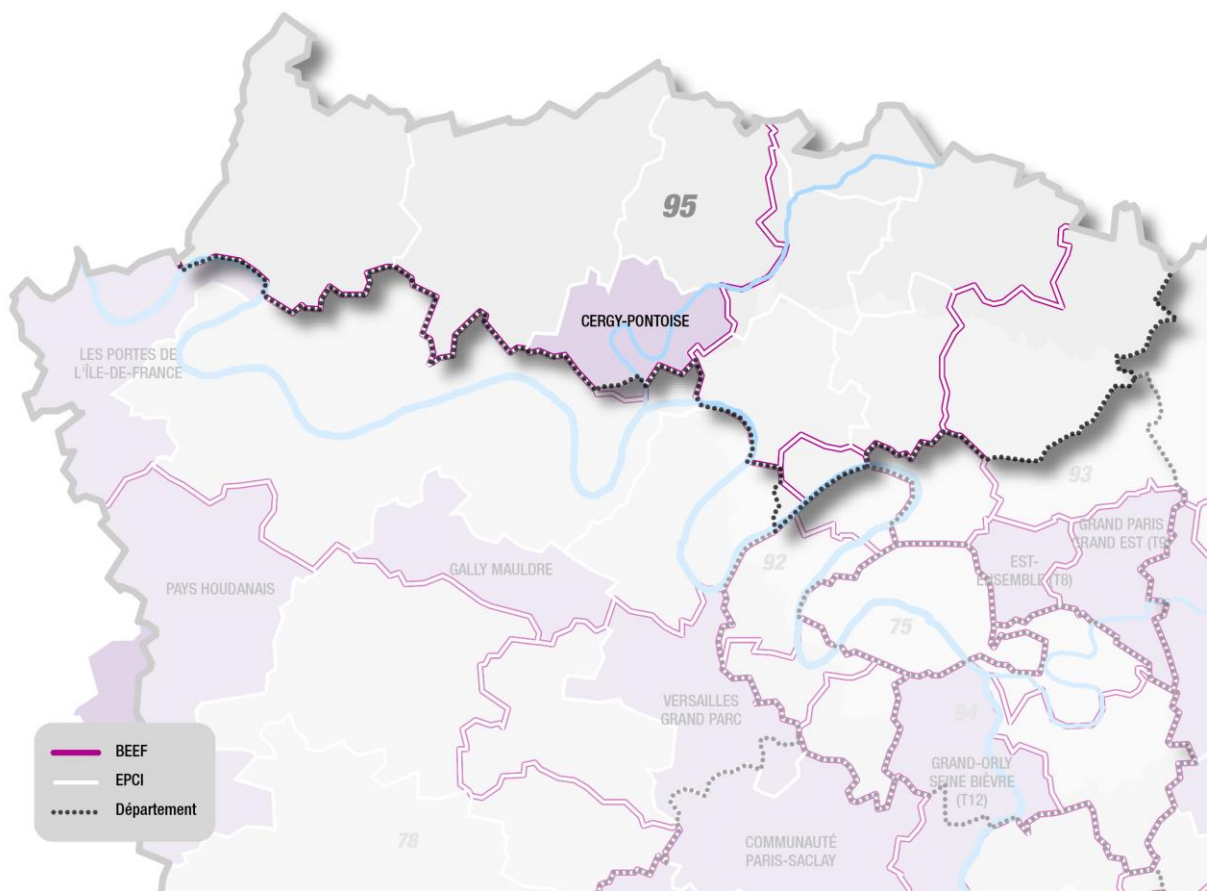
La première, l'Aire artisanale du Pont Colbert, serait située à Jouy-en-Josas (et directement gérée par la commune) et comprendrait entre 4 et 6 nouveaux ateliers.

De plus, des réflexions sont engagées autour de l'aérodrome de Toussus-le-Noble pour y réinvestir son développement économique en tenant compte de ses contraintes environnementales et spatiales (le bruit, la pollution, la qualité de vie autour de l'aérodrome, etc.).

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Bailly, Bièvres, Bois-d'Arcy, Bougival, Buc, Châteaufort, Fontenay-le-Fleury, Jouy-en-Josas, La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay, Les Loges-en-Josas, Noisy-le-Roi, Rennemoulin, Rocquencourt, Saint-Cyr-l'Ecole, Toussus-le-Noble, Versailles, Viroflay, Vélizy-Villacoublay.



# VAL D'OISE

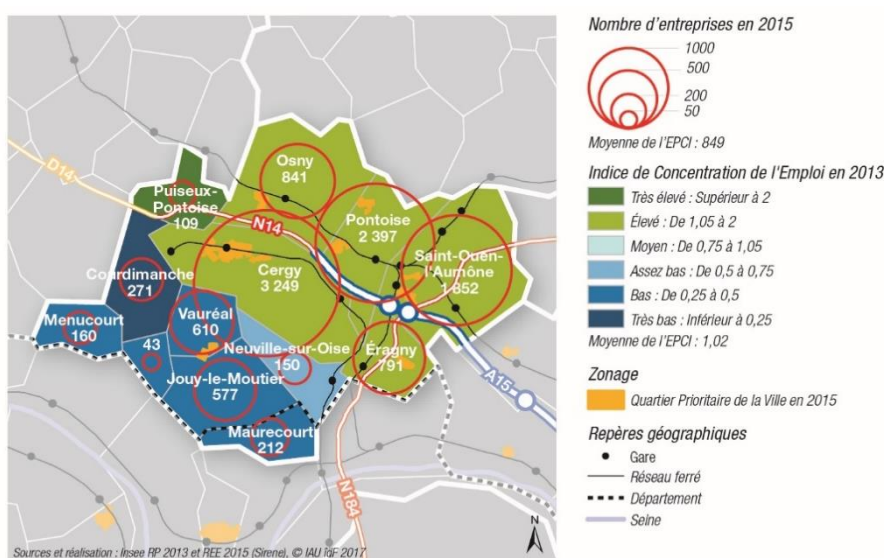




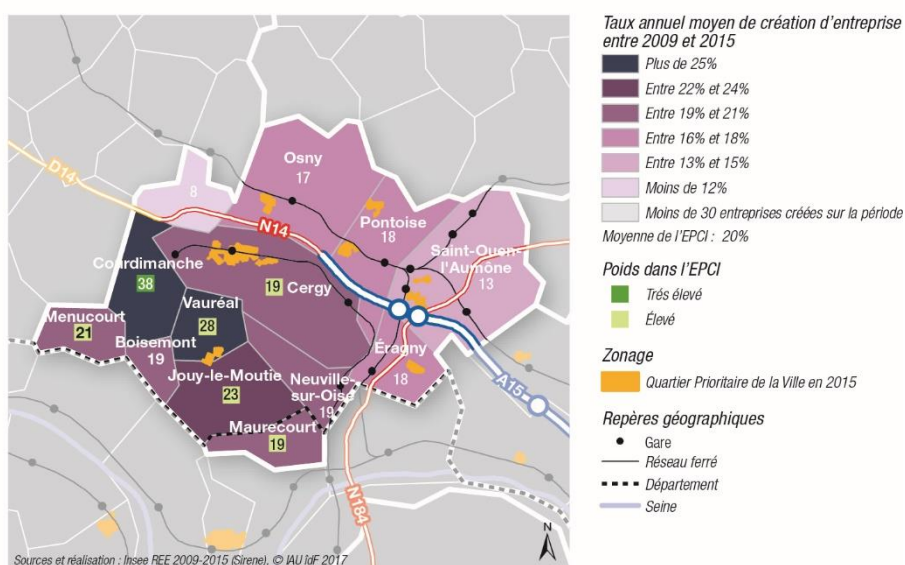
# CA CERGY-PONTOISE

- **Date de création** : 1984 - **Population** : 202 387 (Insee RP 2014) - **13 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 12,6 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 11 033 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 15,2 % (dont 9,8 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>14</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>14</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Développement économique.

## Intérêts

- Zones d'activités et zones d'aménagement concertées : les zones d'activités sont sous forme de 17 parcs d'activités sur l'agglomération<sup>15</sup> et de cinq zones d'activités (ZA)<sup>16</sup>. Dans les parcs d'activités économiques, les enjeux sont, la production d'une offre d'accueil foncière et immobilière attractive pour les entreprises, le développement des services et la qualité de vie dans les parcs, leur requalification et le développement de pratiques plus durables, dans une démarche d'écologie industrielle.
- Développement économique, marketing territorial : l'élaboration, la mise en œuvre et le pilotage des outils de veille et d'observation contribuant à la définition et au suivi de la stratégie de développement économique de l'agglomération, le développement de partenariats avec d'autres entités publiques et privées, « personnes ressources », ayant compétence en développement économique, l'animation et la promotion économique, touristique du territoire, soit directement, soit par le soutien à des organismes spécialisés.

- Entrepreneuriat : L'animation et la promotion économique du territoire par le soutien aux actions et aux outils visant à promouvoir la création d'entreprises comme, les hôtels d'entreprises, les pépinières et les plateformes technologiques, l'innovation technologique, et en direction des PME/PMI, le soutien aux activités liées à la recherche, à l'enseignement supérieur, au rapprochement des secteurs de la formation du monde de l'entreprise, à l'essaimage et au transfert de technologie, soutien à l'activité touristique, le développement des technologies de l'information et de la communication et de la desserte haut débit du territoire, la requalification de parcs d'activités et de friches industrielles, la constitution de réserves foncières et immobilières destinées aux activités économiques, le soutien et la promotion des projets d'activités correspondant aux filières considérées comme prioritaires dans la stratégie de développement économique de l'agglomération, la réalisation et gestion des ateliers locatifs dont les projets sont destinés à redynamiser les quartiers inscrits en contrat de ville ou qui sont situés dans les parcs d'activités.

Les ateliers locatifs communautaires recensés à ce jour sont les ateliers locatifs de Chennevières (quartier en contrat de ville à Saint-Ouen-l'Aumône).

- Soutien à l'économie locale, l'insertion et la formation : les aides aux associations de développement local et d'insertion économique et sociale et les aides aux associations d'insertion, de formation.

## Gouvernance et organisation

La Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise (CACP) compte une direction développement économique et enseignement supérieur, composé de trois services : attractivité et implantation des entreprises ; développement économique territorial; enseignement supérieur, innovation et entrepreneuriat.

---

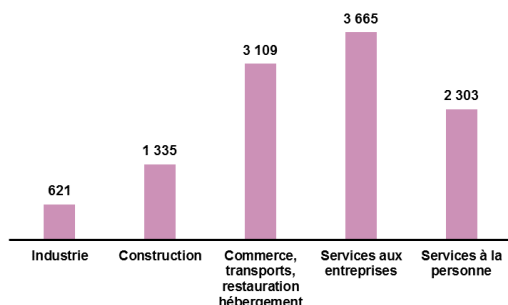
<sup>15</sup> Neuf parcs d'activité : Vert galant à Saint-Ouen-l'Aumône, Epluches à Saint-Ouen-l'Aumône, Béthunes à Saint-Ouen-l'Aumône, Auto à Saint-Ouen-l'Aumône, Bellevues à Saint-Ouen-l'Aumône et Eragny-sur-Oise, Danne à Eragny-sur-Oise, Beaux soleils à Osny, Horloge à Cergy, Puiseux-Pontoise et Osny.

<sup>16</sup> Cinq ZA : Chaussée-Puiseux à Puiseux-Pontoise, Osny, Neuville, Clos de Santeuil à Eragny-sur-Oise, Navigateurs à Cergy.

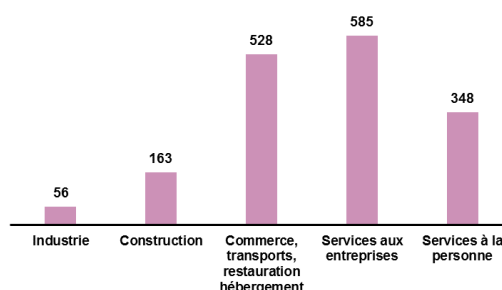


# Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

La CA de Cergy-Pontoise a identifié trois filières à développer : la cosmétique via le Pôle de compétitivité Cosmetic Valley en associant les ressources universitaires, l'intelligence embarquée dans le secteur automobile, et la sécurité-défense via un Cluster régional. Ces trois secteurs sont porteurs en matière de lien entre recherche et monde professionnel, tout en apparaissant prometteurs pour l'avenir. Ce ciblage correspond donc à une véritable stratégie de développement, ces filières permettant des synergies locales positives tout en s'appuyant sur le tissu économique déjà existant.

## Entrepreneuriat

### La CA comme territoire entrepreneurial attractif pour l'implantation d'entreprises

De par son ancien statut de ville nouvelle, le territoire dispose d'une quantité suffisante de foncier disponible et donc d'une marge de manœuvre importante pour accueillir de nouvelles activités entrepreneuriales.

La CA s'appuie sur différents événements de marketing territorial pour accroître sa visibilité et son attractivité vis-à-vis d'entreprises exogènes. Chaque année, la CA compte 30 à 40 % d'implantations extérieures. La CA travaille également sur la prospection pour attirer de nouveaux entrepreneurs. Sur ce volet, un cabinet extérieur a été mandaté pour mettre en lien la CA avec toute entreprise qui déménagerait dans le cadre de son développement, de manière à ce que la CA pour l'attirer sur son territoire.

### La CA souhaite proposer une offre de services à l'accompagnement d'entrepreneurs dans leur développement d'activité

La CA Cergy-Pontoise soutient et coordonne un réseau de structures d'accompagnement à la création d'entreprise. Elle propose aux Cergypontains une offre de services d'accompagnement complète pour chaque étape de la création et du développement de l'entreprise, afin d'ancrer les porteurs de projet de manière durable sur le territoire.

L'enjeu est de soutenir le parcours résidentiel des entreprises par le financement d'acteurs et via l'orientation des porteurs de projet. En proposant une gamme complète de services, l'entreprise est incitée à s'implanter sur le territoire et à ne pas en partir. L'accompagnement se fait via deux leviers : des actions portées par la CACP et le soutien et la coordination d'autres acteurs locaux pour garantir un niveau élevé de service pour les entreprises.

Les domaines concernés sont les suivants : gestion RH, réseaux d'entreprises, accessibilité, gestion de l'environnement urbain, gestion des flux (déchets, énergie), financement, innovation, parcours résidentiel, engagement. Dans cette optique, la CA soutient de nombreux partenaires, comme par exemple l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE), Initiative 95, les pôles de compétitivité Moveo, Systematic et Cosmetic Valley, le réseau Entreprendre, etc.

La CA se charge de mettre en lumière l'ensemble de ces acteurs qui suivent les entreprises et d'orienter les entrepreneurs vers le partenaire adéquat.

La CA finance notamment Initiative 95, qui permet l'obtention de prêts d'honneur à taux zéro pour des créateurs d'entreprise. La collectivité territoriale finance également le « Bus de l'Initiative » depuis 2016, porté par la plateforme et dont l'action consiste à se déplacer dans les QPV pour sensibiliser les habitants à l'entrepreneuriat et les orienter. Cette action a été articulée avec la tenue du forum intercommunal pour l'emploi et la création d'entreprises, afin d'attirer les habitants de ces quartiers à cet événement.

## Projet à venir pour accompagner le parcours résidentiel des entreprises et accroître leur ancrage territorial



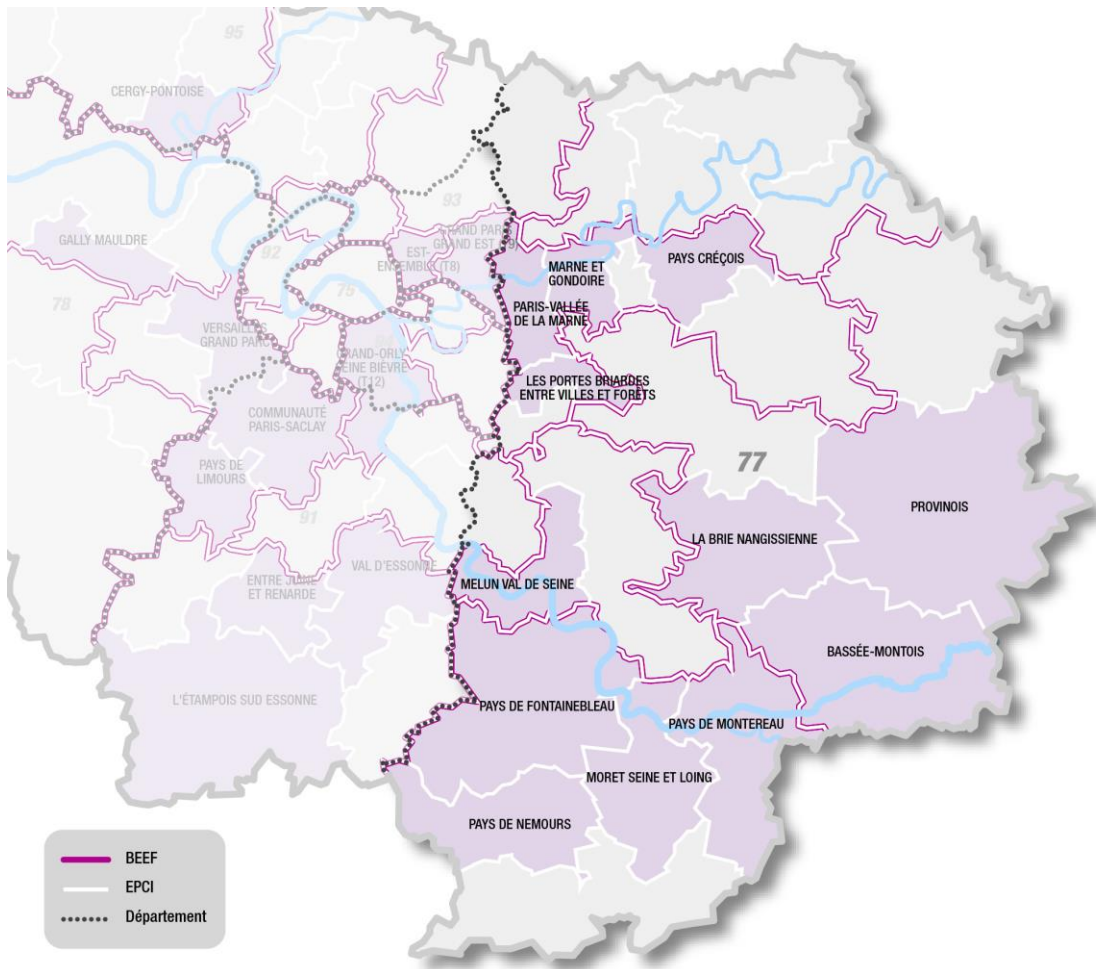
Eco-cité « La Turbine » (CA Cergy-Pontoise ©)

La CA prévoit l'aménagement d'un nouvel équipement dédié à l'entrepreneuriat, appelé « La Turbine », à Cergy d'une surface utile de 5000 m<sup>2</sup>. Il s'agit d'un Incubateur, Pépinière, Hôtel d'Entreprise (IPHE) qui remplacerait les deux pépinières actuelles de 2 500 m<sup>2</sup> d'ici 2019. L'objectif est de « proposer une solution d'hébergement de qualité, à des tarifs préférentiels pour les créateurs, dans un environnement favorable au développement de projets et à la croissance d'entreprise ». Cet équipement favorisera aussi l'accès des entreprises à l'ensemble des offres de services d'aide et d'accompagnement. La CA souhaite faire de ce projet le « hub » de l'entrepreneuriat de Cergy-Pontoise : accès à l'information, permanences d'accueil, organisation d'événements dans les locaux...

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Boisemont, Cergy, Courdimanche, Jouy-le-Moutier, Maurecourt, Menucourt, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puiseux-Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône, Vauréal, Eragny.



# SEINE-ET-MARNE

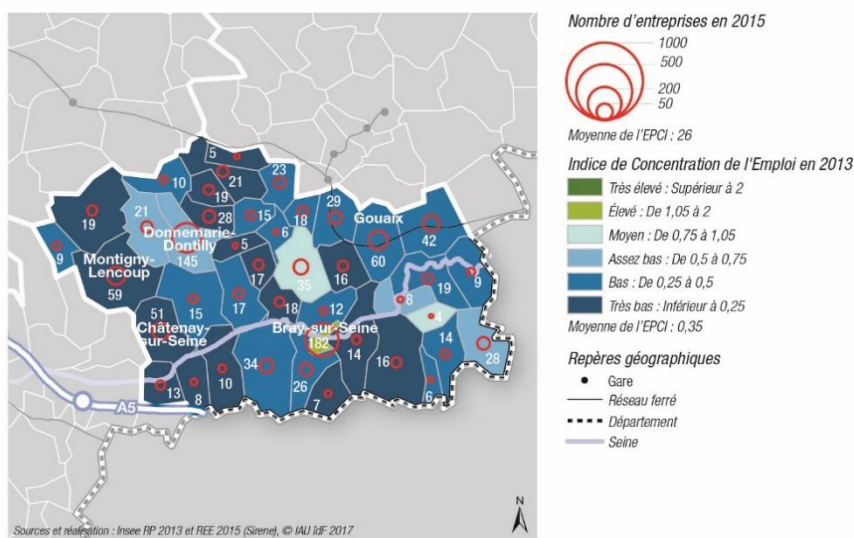




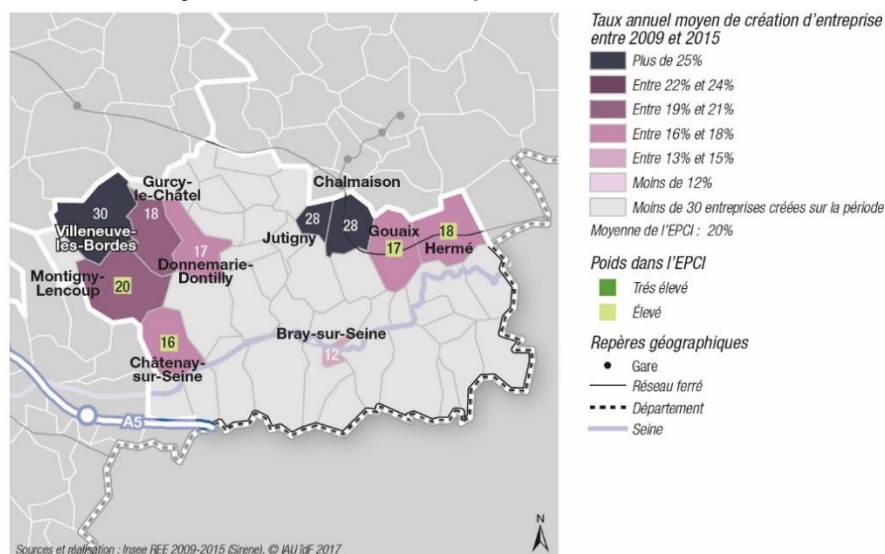
# CC BASSEE-MONTOIS

- **Date de création** : 2014 - **Population** : 23 491 (Insee RP 2014) - **42 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 10,9 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 113 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 11,4 % (dont 8,1 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>17</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>17</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

## Intérêts

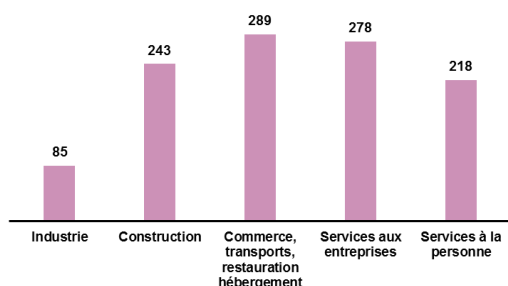
- Entrepreneuriat : implantation d'hôtels d'entreprises ; partenariat d'aide à la création d'entreprises.
- Loisirs : actions d'étude, d'aménagement y compris d'équipements, d'animation, de coordination, de gestion, de promotion et d'entretien portant sur des itinéraires de randonnée pédestre, équestre, cycliste, canoë et fluviale ; la maison Bassée-Montois des promenades.
- Tourisme : actions d'étude, d'aménagement y compris d'équipements, d'animation, de coordination, de gestion, de promotion et d'entretien portant sur la conception et la valorisation d'une offre touristique ; le soutien au développement des hébergements touristiques locaux.
- Soutien à l'économie locale : actions d'étude, d'aménagement y compris d'équipements, d'animation, de coordination, de gestion, de promotion et d'entretien portant sur l'animation et le soutien d'un réseau d'acteurs locaux Bassée-Montois du tourisme ; la valorisation des produits du terroir.

## Gouvernance et organisation

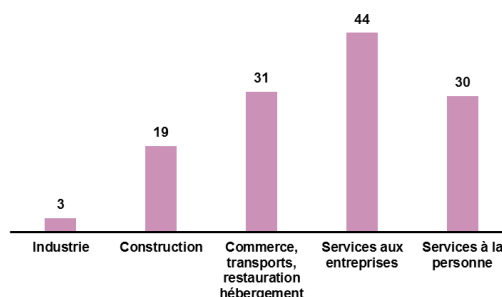
La Communauté de communes du Bassée-Montois a fait le choix d'inclure les enjeux touristiques au sein du développement économique. Ce service compte un total de deux personnes.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### Aménagement et gestion de zones d'activité

Dans le cadre de la loi NOTRe, la Communauté de communes hérite de la gestion de trois zones d'activités, situées respectivement à Bray-sur-Seine, à Gouaix, et à Bazoches-lès-Bray. Une zone d'activité supplémentaire, la ZAC du parc de Choyau, située à Jaulnes, doit être commercialisée en 2017. Elle est d'une surface totale de 15 hectares, parmi lesquels 5 hectares sont aujourd'hui viabilisés.

### Installation de la fibre optique

La Communauté de communes Bassée-Montois s'implique dans le déploiement de la fibre optique, afin d'accroître l'attractivité de son territoire. Le soutien financier de la Communauté de communes doit pallier le manque d'intérêt des grands opérateurs de télécommunication, lesquels investissent peu dans ce territoire rural. Dans le cadre de la mise en place de la fibre optique, priorité est donnée aux zones déjà connectées, comme les zones d'activité ou le télé-centre JEHOL.

## Entrepreneuriat

### Le télé-centre JEHOL de Bassée-Montois comme offre de services pour l'accompagnement d'entrepreneurs



Télé-centre JEHOL (CC Bassée-Montois©)

Ce centre de télétravail, est situé à Donnemarie-Dontilly, est constitué de bureaux et d'espaces de coworking, reliés à l'internet très haut débit. Sont aussi à disposition, une salle de réunion et une cuisine aménagée avec un coin détente.

Cependant, pour palier un taux d'occupation encore insatisfaisant, le propriétaire privé du télé-centre perçoit une subvention de la Communauté de communes.

Enfin, un espace de travail pour les étudiants, permettant un télé-enseignement à distance, est prévu, dans le cadre du projet SOLidarité Numérique et Attractivité Territoriale qui vise à soutenir des jeunes en difficulté d'insertion ou des adultes sans qualification professionnelles, en leur dispensant une formation à distance pour obtenir un Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires.

### Plateforme Initiative

La Communauté de communes Bassée-Montois est adhérente à la plateforme Initiative Melun Val-de-Seine & Sud Seine-et-Marne. Par le biais de cette plateforme, les créateurs ou repreneurs d'entreprises peuvent bénéficier de conseils et d'un suivi personnalisé, ainsi que de prêts d'honneur à taux zéro.

## Projets à venir pour « faciliter un ancrage entrepreneurial local au service de l'emploi des actifs locaux »

### Aménagement portuaire

Dans le cadre du projet de mise à grand gabarit de la liaison Bray/Nogent-sur-Seine, la Communauté de communes Bassée-Montois réfléchit à la possibilité de réaliser un aménagement portuaire qui pourrait être à proximité de la ZAC du Parc de Choyau. Le port actuel de Bray-sur-Seine ne fonctionne pas dans des conditions satisfaisantes, puisqu'il génère un surplus de circulation de camions en centre-ville. L'aménagement d'une plateforme bimodale, qui allierait route et voie fluviale, est donc en cours de réflexion.

### Soutien à la filière agricole

En parallèle du projet d'aménagement portuaire, la Communauté de communes Bassée-Montois souhaite soutenir l'activité d'extraction de granulats, de manière à faire évoluer les activités d'exploitation vers la transformation. De plus des circuits courts agricoles se mettent en place, notamment dans le domaine de la production de fromage, il existe aussi une réflexion pour accompagner la création de nouvelles filières en lien avec l'exploitation agricole.

### Aménagement du territoire

A travers le SCoT du Grand Provinois et la prescription d'un plan local d'urbanisme, de nouvelles possibilités d'aménagement territorial en développement économique émergent selon les réserves foncières mobilisables.

### Tourisme

Un office du tourisme intercommunautaire est en cours de mise en place, les statuts devant encore être approuvés. La finalisation devrait avoir lieu courant 2017. Cet office sera commun entre Provinois, Bassée-Montois et les Deux-Morin. Des mécanismes de complémentarité, notamment avec le Provinois, doivent se dessiner dans le domaine du tourisme.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Baby, Balloy, Bazoche-lès-Bray, Bray-sur-Seine, Cessoy-en-Montois, Chalmaison, Châtenay-sur-Seine, Coutençon, Donnamarie-Dontilly, Everly, Fontaines-Fourches, Gouaix, Gravon, Grisy-sur-Seine, Gurcy-le-Châtel, Hermé, Jaulnes, Jutigny, La Tombe, Les Ormes-sur-Voulzie, Lizines, Luisetaines, Meigneux, Mons-en-Montois, Montigny-Lencoup, Montigny-le-Guesdier, Mousseaux-lès-Bray, Mouy-sur-Seine, Noyen-sur-Seine, Paroy, Passy-sur-Seine, Saint-Sauveur-lès-Bray, Savins, Sigy, Sognolles-en-Montois, Thénisy, Villenaux-la-Petite, Villeneuve-les-Bordes, Villiers-sur-Seine, Villuis, Vimpeles, Egligny.

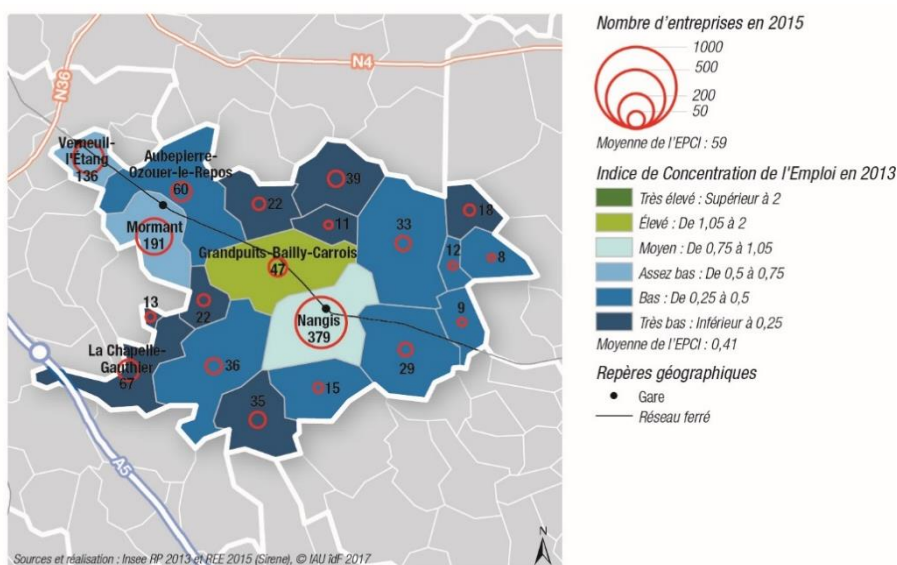




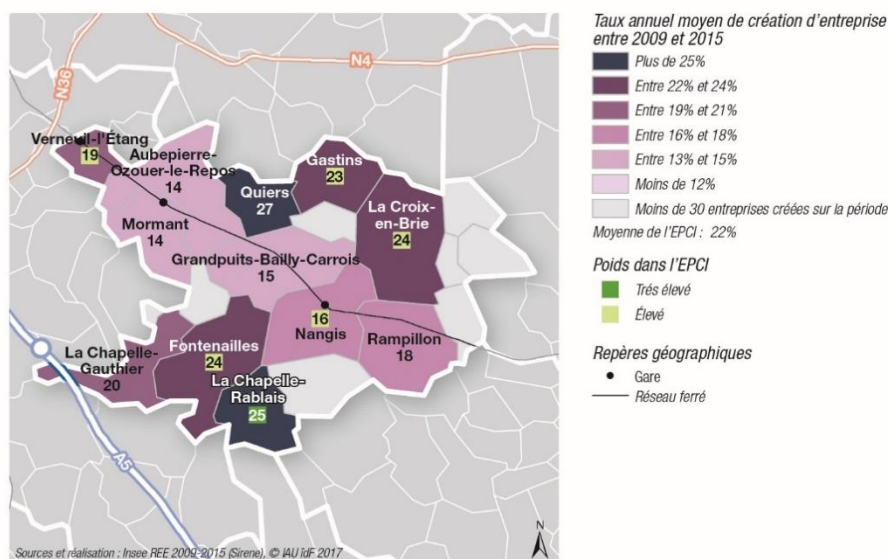
# CC DE LA BRIE NANGISSIENNE

- **Date de création** : 2006 - **Population** : 27 350 (Insee RP 2014) - **20 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 11,3 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 182 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 14,5 % (dont 9,6 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>18</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>18</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Etude de faisabilité, création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales ou touristiques ;
  
- Actions de développement économique d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :
  - étude et observation du tissu économique local,
  - création et gestion d'une bourse des locaux,
  - promotion, communication, prospection et animation économique favorisant l'implantation des entreprises et le développement économique,
  - mise en place d'un service développement économique ayant pour mission l'appui financier, le conseil aux entreprises, artisans et porteurs de projet et la mise en relation avec les organismes consulaires et autres,
  - accompagnement et soutien au développement du commerce dans les communes rurales (moins de 2000 habitants) hors opérations d'investissement,
  - construction, réhabilitation et gestion d'immobiliers à vocation d'activités économiques situés sur les zones d'activités.
  
- Soutien aux associations d'aide à l'emploi et mise en relation des demandeurs d'emploi avec les entreprises du territoire et les structures compétentes ;
  
- Promotion du tourisme ;
  
- Mise en valeur et promotion du patrimoine archéologique.

## Gouvernance et organisation

Lors de sa création, la CC s'est rapidement dotée d'un service développement économique.

Il a pour missions principales de participer à l'émergence et à la mise en œuvre des projets de développement économique, d'informer et conseiller les porteurs de projets, d'animer le réseau d'acteurs économiques et de suivre les projets de zones d'activités.

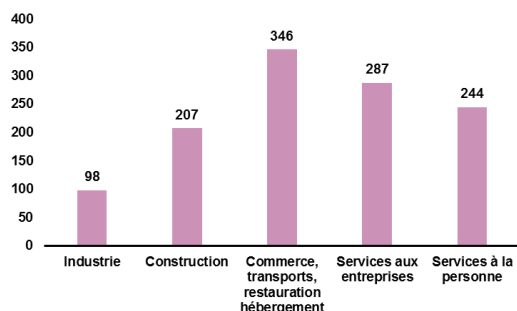
En conséquence, il mène différentes actions :

- réalisation et commercialisation de la ZAC Nangisactipôle,
- organisation d'événements tels que le Speed meeting ou la Semaine de l'industrie,
- lien avec les entreprises du territoire,
- lien avec les partenaires institutionnels,
- conseil et orientation des porteurs de projets.

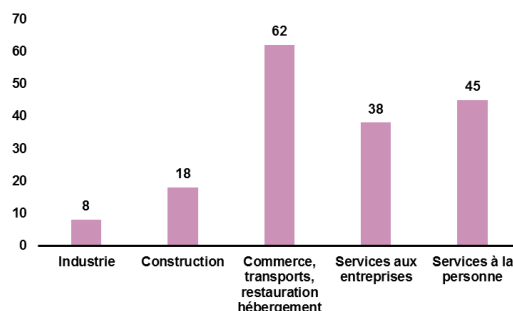
Le tourisme fait partie intégrante du secteur économique. La valorisation du patrimoine existant est une mission importante pour le développement du territoire.

# Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique par l'aménagement de zones d'activités

### La ZAC Nangisactipôle

Partant de la volonté de créer des emplois et de développer son attractivité, la CC de la Brie Nangissienne a décidé d'aménager la ZAC Nangisactipôle, portée en régie, dont les premières parcelles seront disponibles dès septembre 2017.

A Nangis, sur une emprise totale de 25 hectares, Nangisactipôle propose des surfaces constructibles modulables à partir de 1 000 m<sup>2</sup>. Cette zone d'activité est ouverte aux activités industrielles, artisanales et commerciales traditionnelles et innovantes et fait face à une zone industrielle de 48 entreprises, installées depuis 50 ans.

La ZAC se veut à vocation essentiellement industrielle et artisanale. Elle peut profiter de sa proximité avec la raffinerie Total située à moins de 10 km.

Depuis l'ouverture de la ZAC, des entreprises ont déjà manifesté leur intérêt. Il s'avère que le panneau de signalisation, installé avec les coordonnées du service développement économique de la CC, facilite la visibilité de la zone et la communication entre l'administration et les entreprises.



La future ZAC Nangisactipôle (CC La Brie Nangissienne©)

## La ZAC de la Grande Plaine

Le projet de la zone d'aménagement concertée de la Grande Plaine, à Nangis, initié en 2007, est en phase de création. Porté par la ville de Nangis en partenariat avec la CC pour la partie développement économique, le projet prévoit la construction de 600 logements collectifs et individuels, sur une période de 10 ans, et l'implantation d'environ 5 ha d'activités économiques à vocation commerciale.

## **Entrepreneuriat**

### Organisation et participation à des évènements pour accroître la visibilité du territoire et faire se rencontrer les acteurs locaux

La CC de la Brie Nangissienne a participé à plusieurs reprises au salon annuel de l'immobilier d'entreprise.

De plus, la CC organise un Speed meeting. Cet évènement permet la rencontre des créateurs, repreneurs et entrepreneurs avec les acteurs locaux du développement économique ainsi qu'avec les partenaires du territoire. Lors de sa 2<sup>ème</sup> édition, en 2016, des ateliers relatifs à différents thèmes liés à l'entrepreneuriat ont été organisés.

La CC anime également : la Semaine de l'Industrie. Elle permet de faire connaître le territoire de la Brie Nangissienne. C'est une opportunité pour favoriser l'échange et les partenariats. Elle se destine aux entrepreneurs, aux scolaires (missions locales, établissements scolaires), et aux acteurs économiques, avec pour objectif de sensibiliser aux métiers de l'industrie. En effet, il existe des emplois locaux non pourvus dans ce domaine.

### Adhésion à une plateforme Initiative pour l'aide au financement des porteurs de projet

La Brie Nangissienne adhère à la plateforme Initiative Melun Val-de-Seine & Sud Seine-et-Marne, dont l'objectif est de soutenir techniquement et financièrement les créateurs et les repreneurs d'entreprise (prêt d'honneur, aide et suivi à la création, parrainage par un chef d'entreprise, etc.).

### Une association pour la mise en réseau des entrepreneurs

L'Association de la Zone Industrielle Nangis (AZIN) regroupe 48 entreprises et représente un lieu d'échanges favorisant la dynamique et la promotion du territoire. Elle permet à ses entreprises d'avoir accès à des prestataires de proximité, à la mutualisation de moyens (formation, déchets, etc.), à l'entraide technique et amicale pour rompre l'isolement du chef d'entreprise. Sa vocation extérieure est d'être un interlocuteur des pouvoirs publics et des collectivités locales et de faire connaître les besoins et les métiers. D'autre part, elle est un des partenaires privilégiés des évènements portés par la CC.

Depuis l'extension du périmètre de la CC, elle étend son action aux autres zones d'activités du territoire.

## **Projets à venir en matière d'immobilier d'entreprise**

La CC a entamé une réflexion à travers un premier groupe de travail pour créer une pépinière d'entreprises et des espaces de coworking dans la ZAC Nangisactipôle et à proximité du futur siège de la CC.

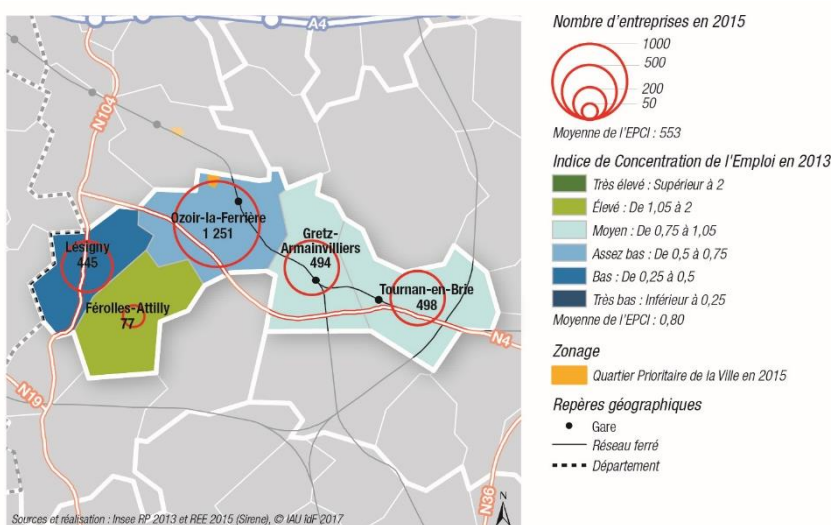
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Aubepierre-Ouzouer-le-Repos, Bréau, Châteaubleau, Clos-Fontaine, Fontains, Fontenailles, Gastins, Grandpuits-Bailly-Carrois, La Chapelle-Gauthier, La Chapelle-Rablais, La Croix-en-Brie, Mormant, Nangis, Quiers, Rampillon, Saint-Just-en-Brie, Saint-Ouen-en-Brie, Vanvillé, Verneuil-l'Etang, Vieux-Champagne.



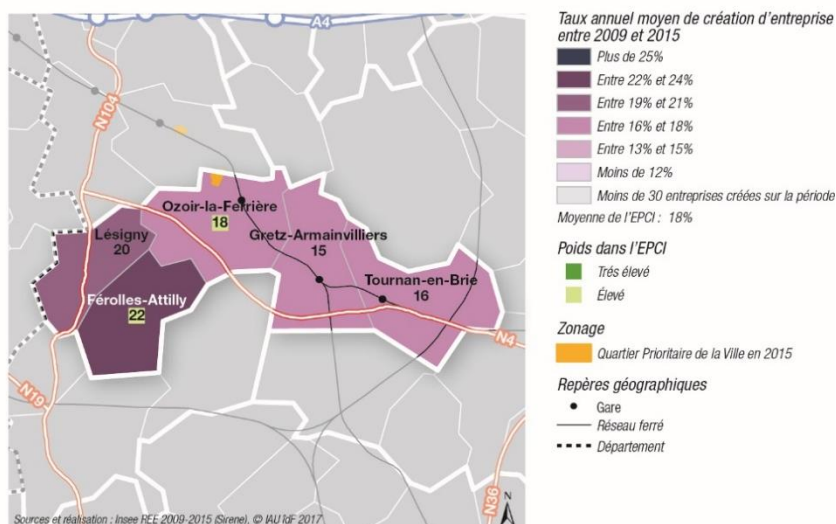
# CC LES PORTES BRIARDES ENTRE VILLES ET FORETS

- **Date de création** : 2010 - **Population** : 45 953 (Insee RP 2014) - **5 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 10,4 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 2 765 (Insee REE 2015),
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,3 % (dont 9,0 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>19</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>19</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

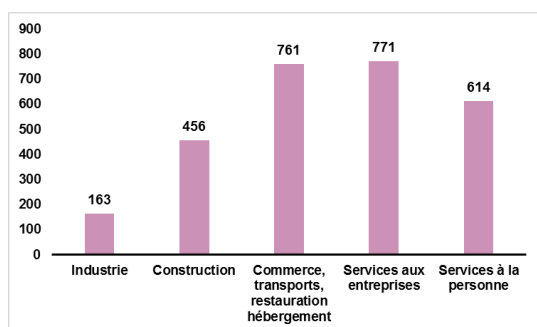
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme.

## Gouvernance et organisation

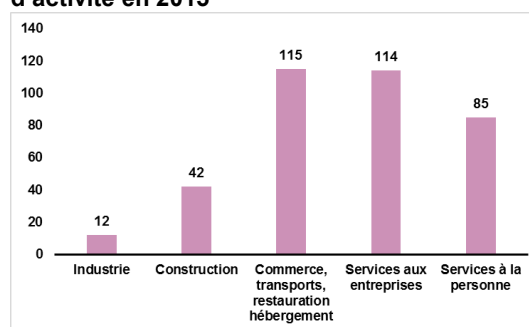
Le service développement économique et emploi de la CC Les Portes briardes entre Villes et Forêts (CCPB) comprend une équipe de 4 personnes dédiées à l'emploi et au développement économique, pilotée par une Directrice générale adjointe. Quatre relais emplois répartis au sein des Communes membres permettent d'assurer un accompagnement de proximité des demandeurs d'emploi.

## Actions mises en œuvre en matière de développement économique et d'entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique : animer le tissu économique local et transformer le développement économique en opportunités d'emplois sur le territoire

Depuis mars 2017, la CC a ouvert une plateforme digitale qui recense toutes les offres d'emploi, de stages, d'alternance et de formations disponibles sur son territoire. Cette plateforme rend les offres d'emploi plus facilement consultables et visibles, tout en valorisant le dynamisme du territoire et des employeurs locaux. Ainsi, la plateforme agit comme un facilitateur de la mise en relations entre entreprises et habitants et comme un animateur des énergies locales, capable de rendre visible toutes les initiatives locales en faveur de l'emploi.

Le Rallye Emploi est une action déployée par la CC, en partenariat avec l'Association Travail Entraide et avec le soutien des services de l'Etat. Cet événement permet une rencontre directe entre les demandeurs d'emploi et les entreprises, afin de trouver les offres d'emploi dites cachées. La proximité et l'échange direct sont privilégiés. En 2016, 72 entreprises ont été prospectées par 12 demandeurs d'emploi, dont 10 ont retrouvé une solution d'emploi ou de formation à l'issue de cette action.

La CC axe une partie de son développement sur la création d'une offre de services attractive. Elle développe des outils afin de professionnaliser l'accompagnement des demandeurs d'emplois et organise des sessions collectives d'information à raison de deux séances par mois dispensées au sein des communes membres

## **Entrepreneuriat : développer des partenariats avec les acteurs institutionnels et partenaires de la création d'entreprise afin de proposer des prestations attractives**

En mobilisant les partenaires traditionnels dans le domaine de l'entrepreneuriat, l'agence de développement départementale, les chambres consulaires, la région, la CC souhaite identifier au mieux les porteurs de projet sur le territoire et les accompagner tout au long de leur développement, de l'amorçage à la création. Dans cette optique, la CC adhère au réseau Initiative France, afin de permettre aux porteurs de projets de bénéficier de prêts d'honneur à taux zéro.

La démarche se veut globale et permet de proposer à la fois un accompagnement individualisé sur le long terme (pré et post-crédation), des réunions d'informations thématiques avec des experts de la création et l'organisation de manifestations spécifiques à l'attention des porteurs de projets et des jeunes entreprises du territoire.

**L'accompagnement individuel** permet d'identifier le projet et les besoins en termes d'accompagnement, d'information, de réorientation et de recherche de locaux.

Trente-six porteurs de projet ont été accompagnés en 2015, et vingt-deux en 2016. La plupart sont sur une logique de création de leur propre emploi, ce qui signifie qu'au préalable, la CC a exercé une action de sensibilisation à la création d'entreprises auprès des demandeurs d'emploi rencontrés.



Les rendez-vous de la création (CC Les Portes Briardes entre Villes et Forêts©)

**Les ateliers de la création** ont pour objectif de diversifier l'offre d'accompagnement en proposant des réunions d'informations thématiques en lien avec les partenaires de la création.

**Les Rendez-vous de la création et de la jeune entreprise** organisés en partenariat avec les chambres consulaires, s'inscrivent pleinement dans la démarche impulsée par la CC en favorisant la dynamique de la création d'entreprise sur le territoire.

Il s'agit d'une demi-journée d'échanges et d'information sur la création d'entreprise en partenariat avec les structures et acteurs institutionnels, associatifs et privés qui accompagnent et financent les porteurs de projets.

## **Projets à venir et en cours de développement : une stratégie de développement économique permettant de définir une logique de lisibilité et d'efficacité**

Clef de voûte du territoire, la CC définit le développement économique et l'emploi comme étant sa priorité. La loi NOTRe consacre l'intercommunalité dans son rôle d'autorité organisatrice du développement économique local. Afin de faire face à ces enjeux, la CC a souhaité se doter d'une stratégie de développement économique permettant de définir une logique de lisibilité, d'efficacité et de mise en cohérence de toutes les démarches en lien avec le développement économique.

## **Le nouveau projet de service développement économique emploi s'articule autour de quatre axes opérationnels :**

- **Créer un guichet actif** permettant de professionnaliser l'accompagnement des publics (demandeurs d'emploi, porteurs de projets, investisseurs, etc.), créer de la valeur ajoutée via un maillage de services performants et pertinents (rendez-vous « expert », ateliers collectifs d'information, etc.), mettre en place des partenariats et être l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat et de la Région.
- **Développer la proximité avec les acteurs économiques** afin d'identifier les besoins des chefs d'entreprises (recrutement, développement, transmission, etc.), soutenir les réseaux (club d'entreprises), promouvoir les forces vives du territoire.
- **Diagnostiquer les ZAE** pour définir les forces et faiblesses des espaces économiques, identifier les axes de développement qui peuvent s'appuyer sur la reconversion d'immobilier d'entreprise, l'émergence de filières porteuses, la diversification de l'offre d'accueil afin de répondre à des demandes d'artisans.
- **Aménager les ZAE** pour renforcer l'offre de services, attirer de nouvelles entreprises et répondre efficacement à la concurrence territoriale.

Dès 2017 et dans le cadre du lancement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, pour la réalisation d'un schéma directeur des ZAE, la CC souhaite réaliser un diagnostic des ZAE transférées. Trois objectifs principaux sont fixés : Premièrement, il s'agit d'identifier les forces et faiblesses des espaces économiques, en s'appuyant sur des indicateurs essentiels qualifiant les ZAE (le vieillissement des infrastructures, la compétitivité des espaces, les qualités paysagères, les services, etc.). Ensuite, le diagnostic doit permettre d'identifier les pistes d'améliorations et d'actions permettant de redynamiser le tissu local, mettre en œuvre les conditions favorables à l'accueil de nouvelles entreprises, identifier de nouvelles pistes de développement notamment dans le domaine de la recherche, de la formation et du développement de filières stratégiques (tel que l'agro-alimentaire). Enfin, à l'aide de ce diagnostic la CC définira une stratégie lisible et partagée impliquant les autres acteurs économiques pour travailler sur un marketing de territoire et renforcer son attractivité.

- **Renforcer l'attractivité de la CCPB** en communiquant sur les offres foncières et immobilières, en développant un marketing territorial, dynamiser l'économie de proximité (commerce et artisanat), développer les filières vertes (circuits de proximité) et la filière tourisme en liens avec les acteurs locaux.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Férolles-Attilly, Gretz-Armainvilliers, Lésigny, Ozoir-la-Ferrière, Tournan-en-Brie.

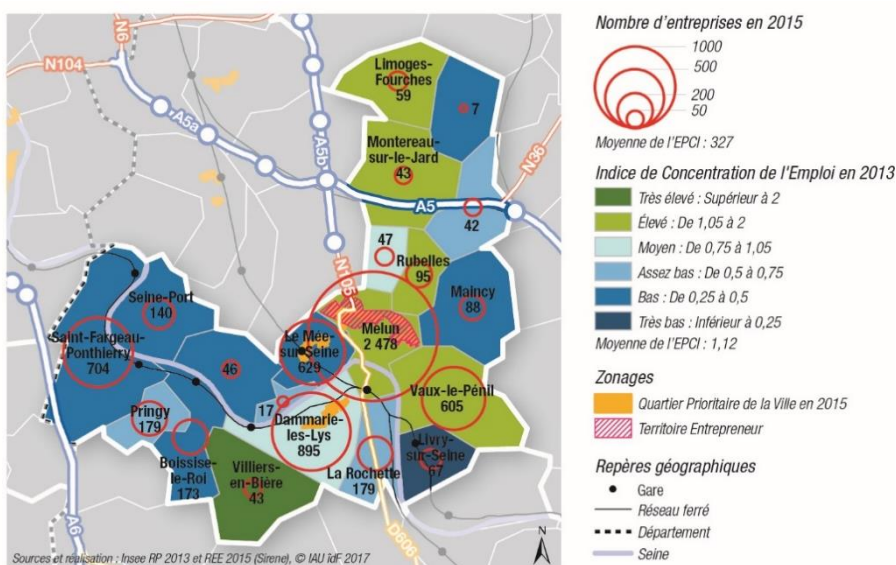




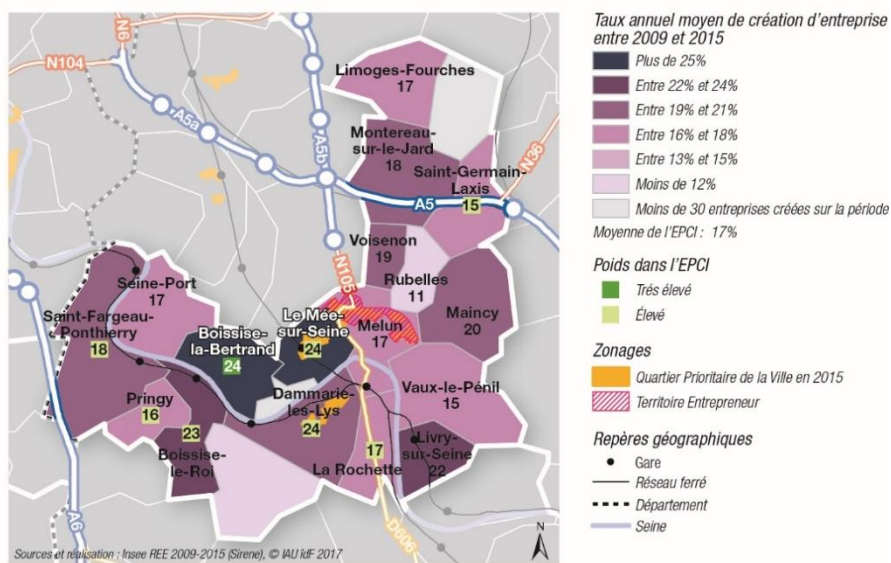
# CA MELUN VAL DE SEINE

- **Date de création** : 2002 - **Population** : 129 568 (Insee RP 2014) - **20 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 14,4 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 6 536 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 14,3 % (dont 9,4 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>20</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>20</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Participation à l'équipement et au fonctionnement d'organismes de formation et insertion professionnelle ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Participation aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des équipements universitaires existants ou à venir.

## Intérêts

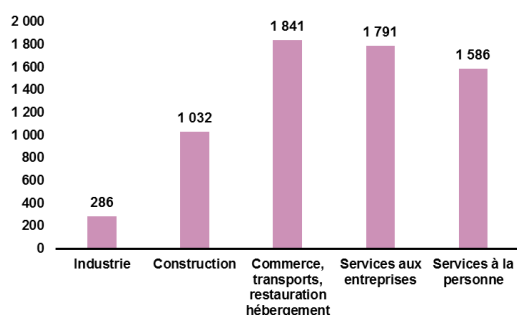
- Aménagement du territoire : les créations, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaires nouvelles.
- Toutes les études concernant l'implantation, l'extension ou la reconversion partielle ou totale des zones industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales ou touristiques, répondant aux caractéristiques suivantes : des zones d'activité nouvelles se rapportant à la définition d'une stratégie de développement économique et touristique programmée dans le projet communautaire.
- L'aménagement ou la reconversion totale ou partielle à destination économique des friches industrielles ou tertiaires.
- Développement économique : l'action de développement et de promotion économique et touristique, excluant le commerce de proximité et répondant à l'une des caractéristiques suivantes : toute action de développement économique favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil d'activités, le partenariat et/ou le soutien de toute nature des acteurs publics ou privés concourant au développement économique ; la mise en place de nouvelles structures d'accueil, de coordination, d'orientation ou de promotion dans le domaine du développement et, en particulier, le recueil, le traitement, le suivi et la transmission de l'information économique ; l'action de promotion économique.
- Tourisme : l'aménagement d'un musée de la Gendarmerie Nationale et toute action nécessaire à sa promotion.

## Gouvernance et organisation

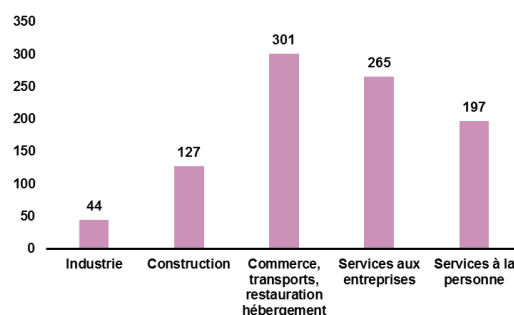
La CA Melun Val de Seine compte une direction de l'aménagement du territoire, au sein de laquelle sont regroupés l'habitat, la mobilité, l'aménagement et le développement durable, le tourisme, le développement économique et l'enseignement supérieur. En effectif complet, cette direction est composée de 24 employés, dont quatre postes au développement économique.

# Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique à travers la création et la gestion de zones d'activité

Onze zones d'activité ont été transférées à la CA au 1<sup>er</sup> janvier 2017. De plus, trois zones d'activité nouvelles mobilisent le service de développement économique. Parmi elles, deux se situent sur la commune de Montereau-sur-le-Jard, à proximité du groupe industriel Safran, elles s'étendent respectivement sur une surface de 43 et 8 ha. La troisième zone d'activité nouvelle est à Saint-Fargeau-Ponthierry, et s'étendra sur 15 ha. Pour ces trois zones, la CA acquiert actuellement le terrain, en vue de la création des ZAC. Les infrastructures des zones existantes sont vieillissantes et moins adaptées aux besoins des entreprises, entraînant un parcours résidentiel des entreprises vers d'autres territoires.

## Entrepreneuriat

### L'immobilier d'entreprise : un changement de stratégie immobilière

Avant 2014, la CA s'est investie dans trois programmes d'immobilier d'entreprises, à savoir : un hôtel d'artisans de 17 lots allant de 72 m<sup>2</sup> à 270 m<sup>2</sup>, un pôle de services (regroupant une pépinière d'entreprises, une salle de réunion, un restaurant d'entreprise), et un télé-centre de 1 500 m<sup>2</sup>. Cependant, depuis 2015, une nouvelle stratégie immobilière de la CA l'incite à revendre ces immobiliers.



Hôtel d'artisans (CA Melun Val de Seine©)

Ainsi, le plateau du télé-centre et une partie du pôle de services sont sous promesse de vente. L'hôtel d'artisanat est à la location, même si l'objectif visé à terme est sa vente.

Parallèlement, la CA dispose d'une bourse aux locaux, qui permet d'accompagner et d'assister les entreprises dans leur recherche immobilière.

### Des services d'accompagnement aux entreprises thématiques

La CA propose un service d'accompagnement aux entreprises sur le volet RH en agissant comme un ensemblier. Cela signifie que la CA s'occupe de mettre en réseau les entreprises entre elles sur le plan des ressources humaines et avec la plateforme RH de la Maison de l'emploi Melun Val de Seine, qui s'occupe de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences et des problématiques d'emploi.

La CA accompagne également les entreprises dans le cadre des plans de « revitalisation ». Lorsqu'une entreprise doit fermer sa structure, ce qui entraîne des licenciements, le plan intervient pour aider au reclassement des salariés dans d'autres entreprises locales. Le plan consiste aussi en un soutien financier des entreprises recruteuses par la CA via des subventions de la DIRECCTE. Les entreprises, en collaboration avec la CA, doivent ainsi répondre aux conditions d'éligibilité de l'Etat en vue de recrutement aidé de salaires.

### Le soutien à la filière de l'industrie agro-alimentaire

Pour développer sa filière de l'industrie agro-alimentaire, la CA a passé en 2014 un partenariat avec le pôle de compétitivité Vitagora, dont les activités sont liées à l'appui et au soutien des entreprises innovantes mais aussi à la prospection. Vitagora intervient dans les incubateurs pour attirer les startups innovantes de la filière agro-alimentaire sur le territoire de Melun Val de Seine, comme par exemple Happy Culture et Jimini's en 2016-2017.

## **Projets à venir en matière d'organisation, d'immobilier et d'aménagement du territoire**

### Relancer une vraie stratégie de développement économique

Au niveau des moyens humains de la CA, il est souhaité de reconstituer une équipe en charge du développement économique et de travailler à l'élaboration d'une stratégie de développement économique.

### Réinvestir dans l'immobilier d'entreprise

Une réflexion technique est en cours pour la construction d'une pépinière d'entreprises privée et pour la revente d'immobiliers existants, afin de soutenir l'entrepreneuriat et pallier le vieillissement du bâti existant.

### L'intervention sur les zones d'activité

Face à l'hémorragie d'entreprises en raison du vieillissement des zones d'activité, la CA a engagé une réflexion sur les possibilités de remise à niveau. Il s'agit de rendre attractif le foncier disponible.

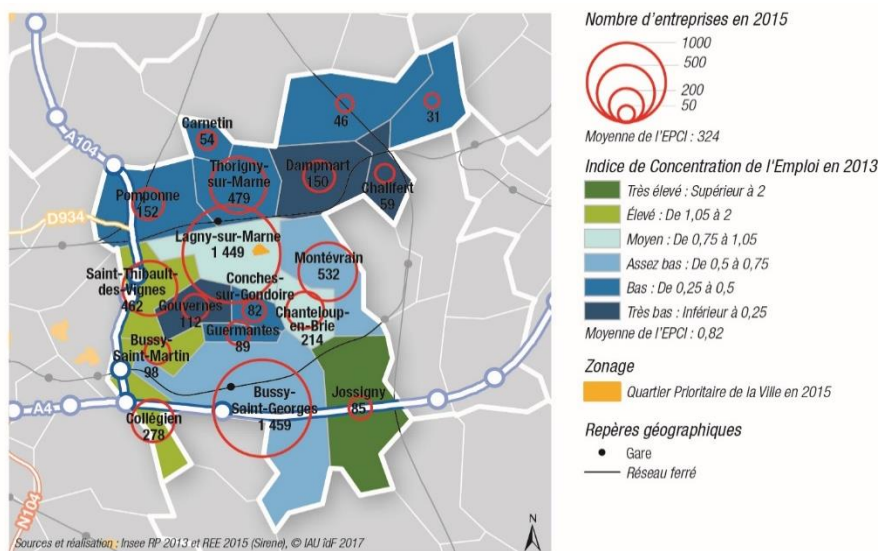
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Dammarie-les-Lys, La Rochette, Le Mée-sur-Seine, Limoges-Fourches, Lissy, Livry-sur-Seine, Maincy, Melun, Montereau-sur-le-Jard, Pringy, Rubelles, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Germain-Laxis, Seine-Port, Vaux-le-Pénil, Villiers-en-Bière, Voisenon.



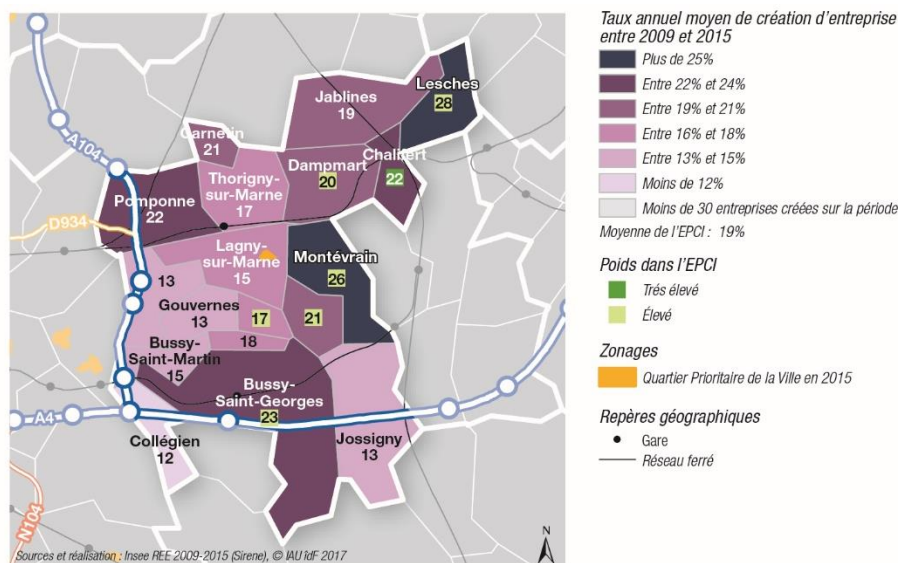
# CA MARNE ET GONDOIRE

- **Date de création** : 2002 - **Population** : 92 724 (Insee RP 2014) - **18 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 9,4 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 5 831 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 15,3 % (dont 10,6 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>21</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>21</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique.

## Intérêts

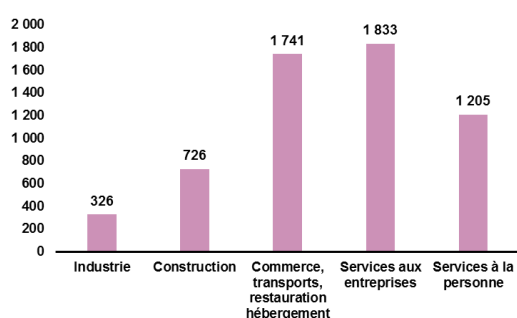
- Les Zones d'Activité Economique (ZAE) déclarées d'intérêt communautaire sont les ZAE dont l'importance stratégique pour le développement de l'agglomération est indéniable. Ne sont pas reconnues d'intérêt communautaire les ZAE ne constituant pas une unité cohérente et les secteurs où une seule entreprise est impliquée, ainsi que les zones commerciales des centres villes et notamment les marchés.
- Sont d'intérêt communautaire les actions dont l'objectif est de valoriser l'espace économique du territoire, de lui créer une identité et de lui assurer une attractivité de dimension nationale et internationale, les actions dont l'objectif est de consolider, d'animer et de stimuler le tissu économique et les actions qui permettent de développer le secteur touristique.

## Gouvernance et organisation

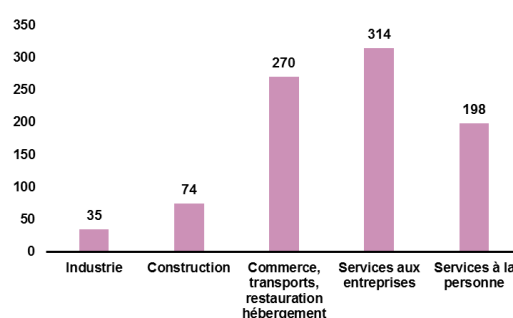
Deux personnes sont employées au service développement économique. Si à l'origine, l'approche en matière de développement économique se faisait par l'aménagement et la gestion des zones d'activité économique, depuis 2006, une nouvelle approche s'est inscrite en lien avec l'entrepreneuriat.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique



*Le Dôme de Rentilly (CA Marne et Gondoire©)*

### La gestion des zones d'activité

Une vingtaine de zones d'activité sont situées sur le territoire de la CA, pour une surface totale de 700 ha. Deux zones sont encore en cours d'étude, sur la commune de Bussy-Saint-Georges et Chalifert, pour une surface de respectivement 85 et 12 ha. De même, une zone industrielle de 130 ha est en cours de requalification. Les filières soutenues sont les activités productrices (industrie, secteur de pointe et recherche). Il y a une volonté à ne pas laisser le secteur commercial accaparer toute l'offre foncière.

### Événements et actions pour promouvoir l'artisanat d'art et le tourisme

La CA organise des événements pour rencontrer les artisans d'art et mieux saisir leurs besoins, tout en étant en contact avec la Chambre des métiers et de l'artisanat. Cela traduit une volonté de valoriser au mieux ces professionnels, et favoriser leur mise en réseaux.

De plus, il y a le souhait de favoriser les liens autour de la culture patrimoniale pour le développement touristique, avec un travail en partenariat avec l'office du tourisme, le Parc Culturel de Rentilly, les restaurateurs...

## Entrepreneuriat

### Une offre de services d'accompagnement pour favoriser la création d'entreprise et ancrer les entreprises sur le territoire en leur assurant un parcours résidentiel

Depuis 2007, la CA a mis en place une permanence d'accompagnement à la création d'entreprise à destination des porteurs de projets et des jeunes entreprises. L'objectif pour la CA est de se présenter comme un interlocuteur privilégié pour les professionnels, de répondre aux questions diverses, que ce soit sur l'implantation, les dispositifs d'aides, les acteurs locaux...

Pour conforter cette démarche, la CA adhère à la plateforme Seine-et-Marne Initiative qui octroie des prêts d'honneur à taux zéro. Elle travaille également en réseaux avec les chambres consulaires.

L'enjeu pour la CA est de connaître tous les dispositifs d'aides départementaux et régionaux, afin de mieux orienter les porteurs de projet et les chefs d'entreprises. L'accompagnement consiste en du conseil et de l'information, de l'orientation, cela jusqu'au montage du dossier et selon les aides. C'est dans le cadre de demande d'implantation de nouvelles entreprises que se déclenche l'ensemble de l'offre de services.

### Foncier et immobilier d'entreprise : accueillir au mieux les nouvelles demandes d'implantation

Au regard des besoins des entreprises en matière d'immobilier et au regard de la stratégie d'aménagement du territoire, la CA s'efforce d'orienter au mieux l'offre foncière et immobilière avec l'ensemble des partenaires (aménageurs, promoteurs/investisseurs, commercialisateurs etc.). Celle-ci se caractérise par une diversité de produits permettant l'achat, la location et l'acquisition de terrain.

Le développement des parcs PME/PMI depuis ces dernières années a fortement augmenté et connaît un véritable succès : Ce développement permet de répondre aux nombreuses demandes d'artisans en petites surfaces, ainsi que celles des TPE, PME.

Citons comme exemple, le nouveau programme de 10 750 m<sup>2</sup> **du parc d'activité du « Dôme de Rentilly »** à Bussy Saint Martin, qui offre depuis le dernier trimestre 2016 des lots d'environ 200 m<sup>2</sup> à l'achat ou à la location, dont la moitié est déjà commercialisée.

En parallèle, deux centres d'affaire sont gérés par des partenaires privés. Le premier est situé sur le quartier de la gare de Montévrain et est géré par la société Régus qui propose 1 500 m<sup>2</sup> de location de bureaux et d'espaces de coworking. Le second centre d'affaire est le « Carré Haussmann ». Il s'agit d'un programme de plus de 38 000 m<sup>2</sup> de bureaux. La première tranche a été commercialisée, et trois autres devraient l'être à l'avenir.

## **Projets à venir en matière d'immobilier et de mise en réseaux**

### Un réseau de tiers-lieux

La CA a engagé un travail de réflexion pour créer des tiers-lieux visant à conforter le parcours résidentiel des professionnels, avec notamment le souhait de pallier au déficit de locaux d'activités < à 150 m<sup>2</sup> et défavoriser les rencontres et synergies entre professionnels, acteurs publics du territoire.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Bussy-Saint-Georges, Bussy-Saint-Martin, Carnetin, Chalifert, Chanteloup-en-Brie, Collégien, Conches-sur-Gondoire, Dampmart, Gouvemes, Guermantes, Jablines, Jossigny, Lagny-sur-Marne, Lesches, Montévrain, Pomponne, Saint-Thibault-des-Vignes, Thorigny-sur-Marne.

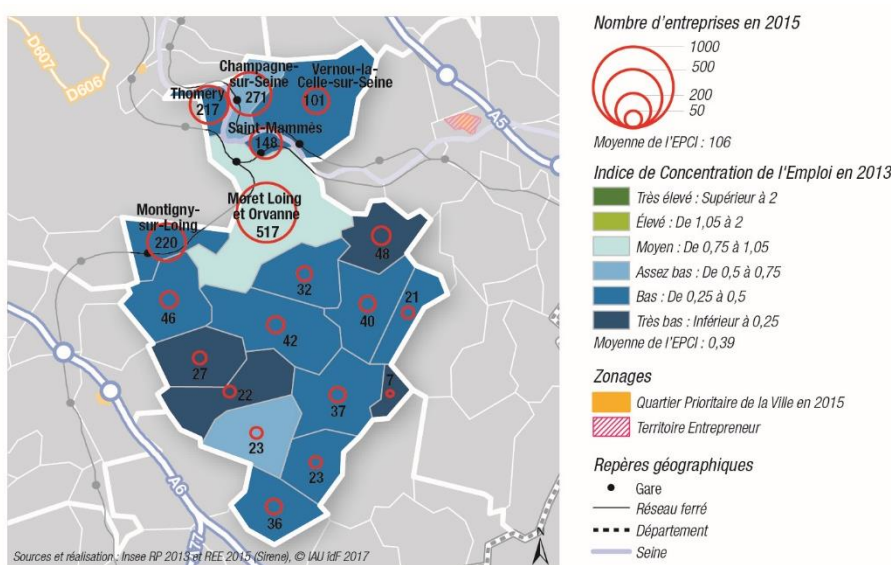




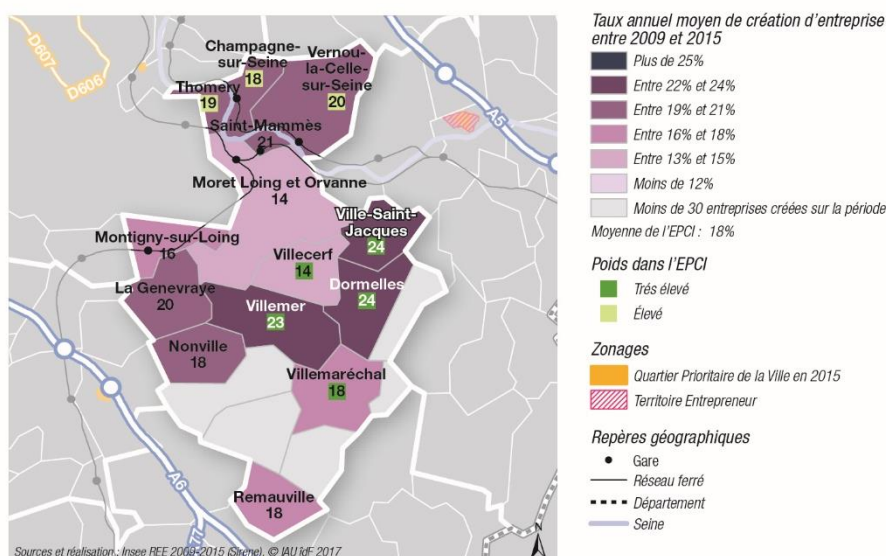
# CC MORET SEINE & LOING

- **Date de création** : 1973 - **Population** : 33 992 (Insee RP 2014) - **19 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 9,6 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 878 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 12,1 % (dont 9,4 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>22</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>22</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Emploi ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

## Intérêts

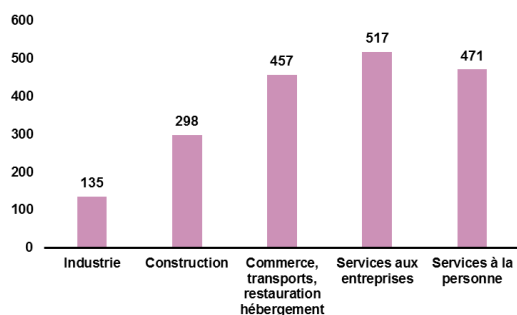
- Aménagement territorial : pôle économique des Renardières, site Prugnat, zone du port de Vernou-la-Celle-sur Seine. Les ZAE futures à compter du 1er février 2009.
- Entrepreneuriat : promotion économique, prospection d'activités économiques nouvelles, création, entretien et gestion des locaux et notamment pépinières, hôtels d'entreprises existants ou à créer.
- Emploi : gestion d'un service emploi.
- Filière tourisme : construction, aménagement et gestion des haltes fluviales de Moret-sur-Loing et de Saint-Mammes et des chemins de halage ; gestion de l'OTSI, études liées à la promotion et au développement du territoire.

## Gouvernance et organisation

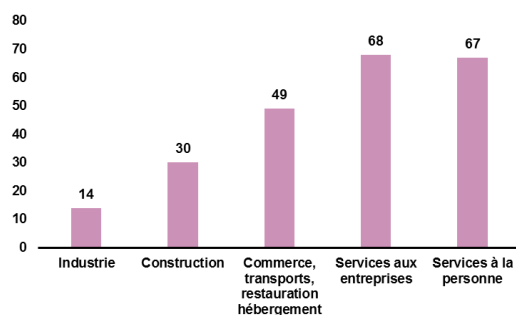
Les actions en lien avec le développement économique sont prises en charge au sein du pôle « aménagement et promotion du territoire », où sont regroupées quatre délégations. En matière de développement économique, deux délégations principales, la délégation du développement local, qui intègre le tourisme et le développement économique traditionnel, et la délégation éco-activité, qui résulte d'un Plan Départemental d'Economie Locale (PDEL). La troisième et la quatrième délégation du pôle sont la délégation aménagement du territoire et urbanisme, et la délégation technologie, information et communication.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### La zone d'activité des Renardières : faire du territoire une terre d'accueil des PME

Depuis une quinzaine d'années, la CC Moret Seine et Loing développe la ZA communautaire des Renardières, avec une politique maîtrisée du prix du foncier. La ZA s'étend sur une surface totale de 130 ha, dont 85 ha occupés par EDF. Depuis plusieurs années, la ZA connaît des extensions, dans le but de faire du territoire une terre d'accueil pour les PME.



Zone d'activité des Renardières (CC Moret Seine et Loing©)

### Le développement de la filière éco-activité par le soutien à la Recherche & Développement (R&D)

Depuis le lancement du projet « Pôle Matériaux Nouvelle Génération » en 2005, dans le cadre d'un PDEL, la CC participe activement à la création et au soutien d'une nouvelle filière d'éco-activité tournée autour du miscanthus, principalement en finançant la R&D.

Le développement de cette filière s'effectue en collaboration avec trois partenaires : l'Université de Picardie, la SAS Biomasse Environnement Systèmes, et l'association Biomasse Energie Sud 77 qui regroupe 48 agriculteurs. L'association Biomasse

Energie Sud 77 s'occupe de la culture et de la mise en réseau des moyens de plantation et récolte du miscanthus. La SAS est en charge de la transformation de la matière première agricole ainsi que de la commercialisation. La CC soutient l'aspect R&D menée par l'Université, avec l'objectif de pouvoir ancrer cette filière sur le territoire. Au total, la CC est propriétaire à 51 % du brevet, Biomasse Environnement Systèmes à 25 % et l'Université de Picardie à 24 %.

L'accompagnement de la CC sur cette filière de chimie verte s'effectue également par la recherche de partenaires industriels.

### Aides au secteur agricole par le programme LEADER

La CC Moret Seine et Loing bénéficie du programme européen LEADER porté par le Pacte Sud 77. Il s'agit d'un outil de développement rural qui permet de favoriser des projets territoriaux innovants.

### En matière de foncier, une offre de gestion locative en régie publique

Le fait que la CC Moret Seine et Loing gère l'offre locative en régie publique constitue un atout en termes de calendrier d'aménagement et de commercialisation. En effet, puisque la CC s'occupe de la phase préventive des projets jusqu'à leur livraison, elle dispose d'un rétro-planning clair et d'un calendrier maîtrisé. Cet avantage lui a permis de faire face à la concurrence économique foncière extrarégionale, de la part du Loiret et de l'Yonne par exemple.

## Entrepreneuriat

### Aides financières à la création, la reprise et le développement d'entreprises

Depuis dix ans, la CC Moret Seine et Loing est adhérente à la plateforme Initiative Melun Val de Seine & Sud Seine-et-Marne, qui octroie des prêts d'honneur à taux zéro pour la création et la transmission d'entreprise. Elle offre aussi des services d'informations et d'accompagnement. Au total, environ

cinquante projets sur le territoire de la CC, principalement des activités artisanales et commerciales de centre-bourg, ont pu bénéficier de l'aide de la plateforme.

La CC Moret Seine et Loing étant un territoire rural, les commerces de proximité peuvent bénéficier du Pacte rural. Il s'agit d'une subvention, visant à sauvegarder le commerce et l'artisanat de proximité, en favorisant le maintien, la création ou la reprise d'entreprises ainsi que leur développement.

#### L'immobilier d'entreprise avec l'objectif de sédentariser une partie des activités

Trois hôtels d'entreprises sont situés sur le territoire de la CC Moret Seine et Loing. Le premier situé à Moret Loing et Orvanne date de 2005 et compte aujourd'hui 6 entreprises. Cependant, le second construit en 2008, compte 15 lots d'entreprises, tous occupés, chaque lot étant composés de locaux de 40 à 150 m<sup>2</sup>. Les activités développées y sont variées : maintenance industrielle, recherche et développement, bureau d'études, artisanat, etc. Construit en 2010 le troisième hôtel d'entreprises se trouve à Champagne-sur-Seine, dans les anciens locaux de l'entreprise Schneider. Cet hôtel, totalement rempli, se compose de 10 lots, avec des locaux allant de 15 à 60 m<sup>2</sup>. Dans cet immobilier, l'entreprise Jeumont Electric occupe également 16 000 m<sup>2</sup> de locaux industriels.

Avec ces immobiliers d'entreprise, la CC s'efforce de sédentariser une partie des activités économiques sur son territoire et de renvoyer une image économique plus dynamique, pour contrebalancer l'image résidentielle et « dortoirisé » de son territoire.

## **Projets à venir en lien avec la filière d'éco-activité et avec l'immobilier d'entreprise**

#### Les projets opérationnels en lien avec le développement de l'éco-activité

Une déchetterie professionnelle pilote a été mise en place en 2011 dans le cadre du PDEL. Désormais la CC a entamé le projet « Equimeth » qui consiste à créer une unité de méthanisation et d'injection de bio-méthane en favorisant les circuits courts. Il s'agit donc d'un projet de changement des énergies fossiles vers les énergies nouvelles.

Un second projet est de constituer un écosystème vertueux, sur le principe du cluster, d'entreprises du secteur de l'ingénierie du développement durable. Environ trente PME de ce secteur sont implantées sur le territoire de la CC Moret Seine et Loing et l'objectif est d'atteindre le nombre de 200 entreprises. L'extension de la zone d'activité représente donc un enjeu clef.

#### La requalification d'un quatrième hôtel d'entreprises

Un bâtiment locatif de 1 000 m<sup>2</sup> initialement destiné à une startup de technologie verte, pourrait être requalifié en hôtel d'entreprises et accueillir entre 5 et 7 PME à la location.

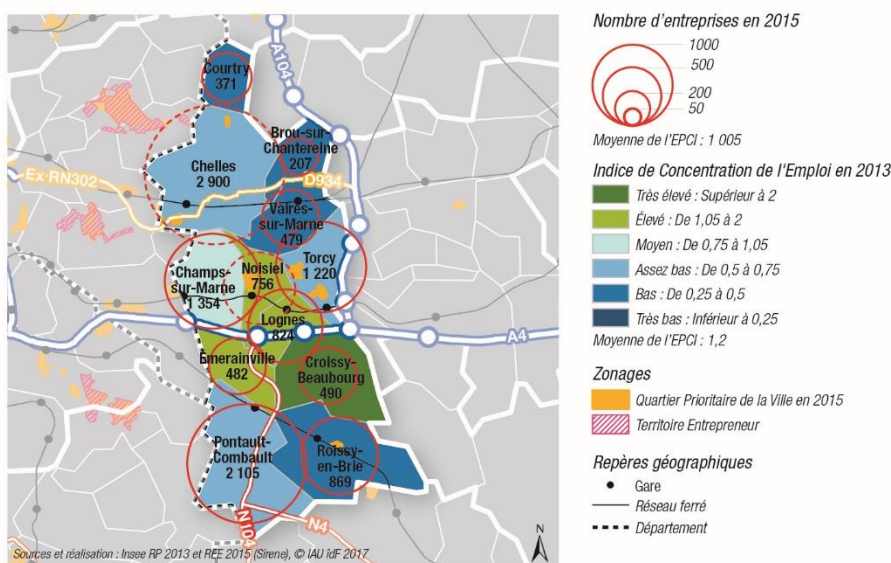
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Champagne-sur-Seine, Dormelles, Flagy, La Genevraye, Montigny-sur-Loing, Moret Loing et Orvanne, Nanteau-sur-Lunain, Nonville, Paley, Remauville, Saint-Ange-le-Viel, Saint-Mammès, Thomery, Treuzy-Levelay, Vernou-la-Celle-sur-Seine, Ville-Saint-Jacques, Villecerf, Villemaréchal, Villemer.



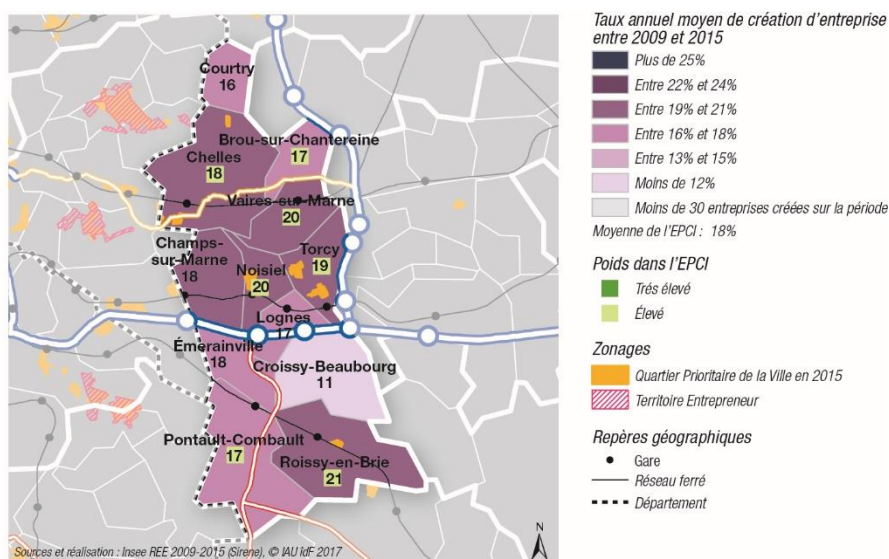
# CA PARIS-VALLEE DE LA MARNE

- **Date de création** : 2016 - **Population** : 226 906 (Insee RP 2014) - **12 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 11,8 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 12 057 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 15,4 % (dont 9,7 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>23</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>23</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Friches industrielles et ateliers locatifs existants et futurs ;
- Soutien au commerce et à l'artisanat ; partenariats ; marchés d'approvisionnement ; études ;
- Gestion et développement des services économiques et de l'emploi et leurs antennes de proximité ; gestion de la mission locale intercommunale ; création et gestion d'une maison de l'emploi intercommunale ;
- Développement des loisirs et du tourisme ;
- Aides, subventions et participations à la création et à la reprise d'entreprises ;
- Adhésion à des structures œuvrant à la création et à la reprise d'entreprises ;
- Aides et/ou adhésion à des structures œuvrant au développement des filières d'activités économiques ;
- Promotion de l'agglomération ;
- Politique de l'emploi.

## Intérêts

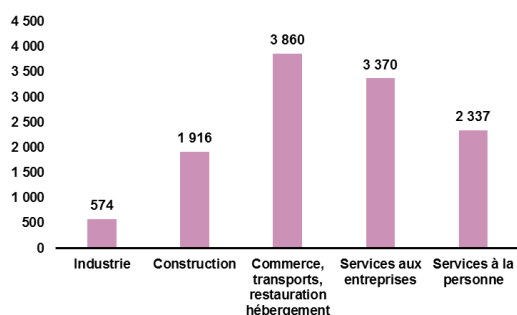
- Emploi : Aides et/ou adhésions aux structures à vocation communautaire œuvrant dans le domaine de l'emploi.

## Gouvernance et organisation

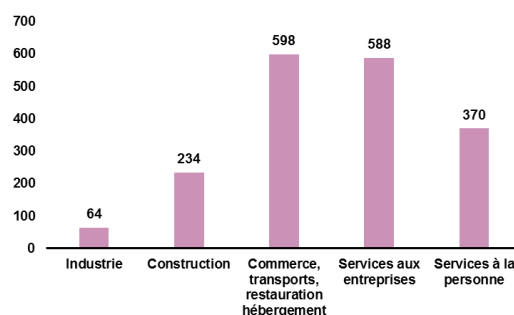
Une direction du développement économique est basée au siège de la CA, à Torcy, et une antenne qui joue le rôle de « front office » située à Noisiel, dont les missions ciblent l'accueil et l'accompagnement des entrepreneurs et des petites entreprises.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## **Développement économique : un enjeu de réhabilitation des locaux vacants**

En matière de développement économique, la CA travaille sur la redynamisation et la requalification des zones d'activités. Une vacance importante est identifiée à la Cité Descartes de Champs-sur-Marne (20 %). Cette situation est due notamment à l'ancienneté de l'offre de locaux et par le manque d'investissement de certains propriétaires éloignés du site. Par exemple, l'ancien bâtiment occupé par La Poste souffre de problèmes de chauffage et nécessite des travaux de rénovation importants. La CA essaye de sensibiliser le propriétaire afin de réaliser ces travaux pour remettre ce bien immobilier de 12 000 m<sup>2</sup> sur le marché. De plus, un autre bien immobilier de 7 300 m<sup>2</sup> a été revendu. Enfin, d'autres bâtiments sont en cours de construction, à savoir un immeuble pour le siège Casden de 14 000 m<sup>2</sup> et un autre pour l'Urssaf de 8 000 m<sup>2</sup>.

## **Entrepreneuriat**

### Une offre de services pré-crédation et post-crédation portée par le bureau d'accueil et de services aux entreprises de la CA

En collaboration avec l'association d'aide à la création et au développement de très petites entreprises par des demandeurs d'emploi Association pour le Financement d'Initiative Locale pour l'Emploi 77 (AFILE), la CA met en place des réunions d'information collectives une fois par mois, auprès de 20 à 30 personnes. Les participants sont aussi conviés à des rendez-vous individuels avec des conseillers d'AFILE 77 ou de la CA, afin de recevoir des conseils personnalisés et être redirigés vers la structure et les dispositifs les plus adéquats à leurs besoins. Les différents dispositifs d'accompagnement proposés permettent aux porteurs de projets de finaliser leur étude de marché, de choisir leur statut juridique et fiscal le plus approprié, de réaliser un plan de financement prévisionnel, voire d'accéder à un prêt d'honneur. En matière de financement, la CA peut s'appuyer sur son partenariat avec AFILE 77 qui propose différents dispositifs de garanties et de financement par le microcrédit. Deux plates-formes d'initiatives locales accordent des prêts d'honneur. Il existe également la possibilité pour les jeunes entrepreneurs de tester leur projet « dans le cadre d'une couveuse d'activité ». De plus, la CA recense l'ensemble des locaux vacants sur le territoire pour aider à l'implantation des jeunes entreprises. Cette bourse des locaux compte environ 700 biens.

Au niveau de la post-crédation, une fois que les porteurs de projet sont immatriculés, la CA continue de suivre les entrepreneurs, notamment au travers d'ateliers de travail sur les aspects juridiques, comptabilité/gestion et commerciaux. L'accompagnement de la part de la CA s'effectue aussi par de la mise en réseau. En organisant une matinale des entrepreneurs, la CA favorise la rencontre et l'échange entre les entreprises du territoire. Enfin, un suivi professionnel individuel est offert aux entreprises.

Ce service d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projet et des jeunes entreprises est gratuit, au plus près du territoire, et ouvert à tout type d'activité. Au total, en 2016, par le biais de ce service, la CA Paris-Vallée de la Marne a accompagné 256 porteurs de projet, soit 37 % de plus qu'en 2015. Parmi les personnes reçues, 52 % ont entre 26 et 40 ans, la majorité est diplômée à au moins bac +2, et 59 % sont des demandeurs d'emploi.

### Des actions spécifiques à destination des QPV en matière d'accompagnement et de sensibilisation

L'offre de services proposée par la CA s'adresse également aux porteurs de projets localisés en QPV. Une trentaine en bénéficie chaque année et font l'objet d'un co-financement par le CGET. En complément, une action de sensibilisation renforcée est exercée dans les QPV, en lien avec les associations locales. Ainsi, un bus d'information sur l'entrepreneuriat se déplace dans les QPV et renseigne les habitants sur la création d'entreprise.

### Le financement de structures à destination des porteurs de projet et jeunes entreprises

En complément à son offre de services d'accueil et d'accompagnement aux entreprises, la CA apporte un soutien financier à des structures d'accueil des porteurs de projet et jeunes entreprises. La CA finance et s'implique dans la gouvernance des structures suivantes :

- Un incubateur : il s'adresse exclusivement aux projets et jeunes entreprises innovantes. Une dizaine d'entreprises sont accueillies chaque année. Ces entreprises ne produisent pas encore de chiffre d'affaires. La CA finance l'incubateur à hauteur de 45 % de son budget.
- Une couveuse : elle est accessible à des projets plus matures qu'en incubateur. Les entreprises accueillies peuvent utiliser le numéro SIRET de la couveuse pour facturer leurs prestations à leurs clients. La couveuse héberge une dizaine d'entreprises par an.
- Une pépinière : où les entreprises sont plus avancées dans leur développement, elles disposent déjà d'un chiffre d'affaires et d'une clientèle.
- Un FabLab : l'atelier de fabrication numérique est ouvert au grand public (étudiant, particuliers, jeune entreprise) et regroupe des communautés de « faiseurs ».

## Projets à venir en matière d'immobilier d'entreprise

Un Incubateur, Pépinière, FabLab, hôtel d'entreprise (IPHE), nommé temporairement « Maison de l'entreprise innovante », est prévu pour octobre 2017 à Champs-sur-Marne au sein de la Cité Descartes. Ce bâtiment regroupera les outils existants et s'étendra sur une surface totale de 3 149 m<sup>2</sup>, divisée en cinq parties. La première partie concerne, l'accueil et les parties communes (bureaux, salles de réunion, espaces de convivialité, sanitaires, cafétéria), des locaux techniques, atelier de prototypage et locaux de stockage sur 805 m<sup>2</sup>. La seconde, concerne l'incubateur et le FabLab, pour une surface de 237 m<sup>2</sup>. La troisième partie est destinée à accueillir la pépinière d'entreprise sur 499 m<sup>2</sup>. La quatrième correspond à un hôtel d'entreprises de 907 m<sup>2</sup> et enfin la cinquième partie consiste en des espaces extérieurs (abris vélos, jardin, terrasse, parking, etc.).



*Maison de l'entreprise innovante (Studio Bellecour©)*

Au-delà des solutions immobilières (open space, bureaux cloisonnés et ateliers), il sera proposé une offre business et partenariat, des formations et des animations. Le but étant d'améliorer l'ancrage territorial des porteurs de projet et des entrepreneurs du territoire.

Les entreprises et les activités ciblées sont innovantes dans les domaines suivants : Eco technologies, énergie, ingénierie, mobilité, informatique, électrique, digital. En matière d'accueil d'entreprises, les objectifs sont chiffrés à 12 projets dans l'incubateur, 14 entreprises dans la nouvelle pépinière et 13 entreprises dans l'hôtel d'activité, soit environ 160 personnes hors personnel d'encadrement et d'animation.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Brou-sur-Chantereine, Champs-sur-Marne, Chelles, Courtry, Croissy-Beaubourg, Lognes, Noisiel, Pontault-Combault, Roissy-en-Brie, Torcy, Vaires-sur-Marne, Emerainville.

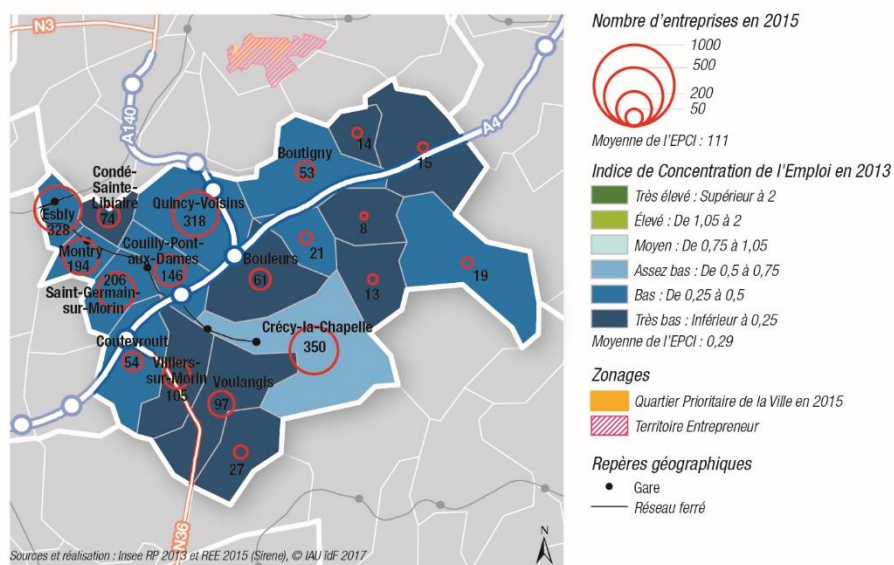




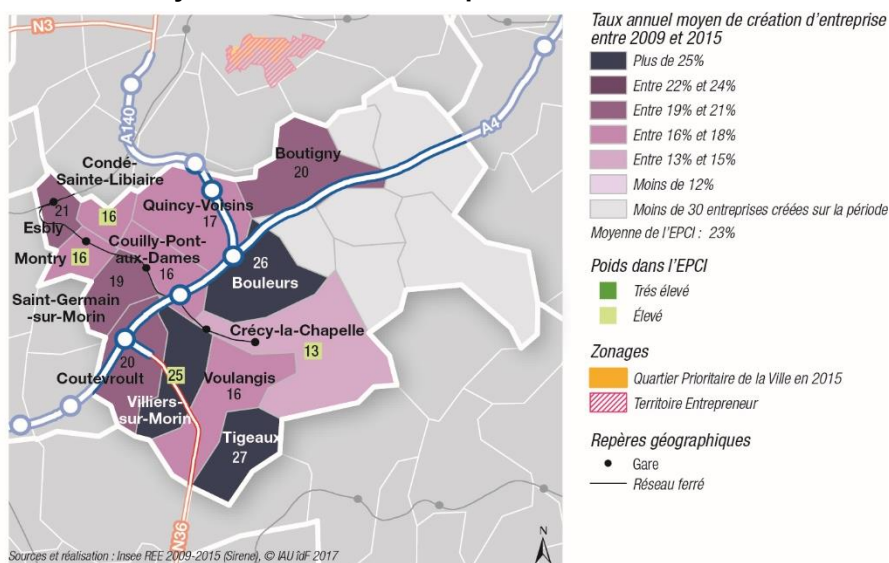
# CC DU PAYS CRECOIS

- **Date de création** : 1992 - **Population** : 35 717 (Insee RP 2014) - **19 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 7,9 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 2 103 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,8 % (dont 9,5 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>24</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>24</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes.

## Intérêts

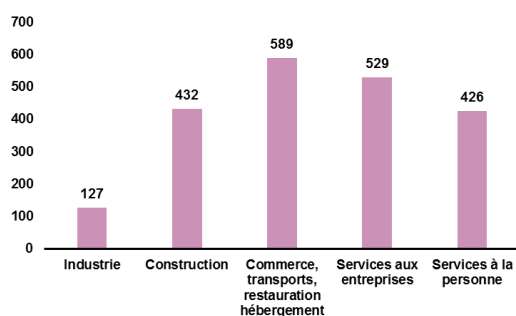
- Aménagement territorial : la Zone Industrielle La Pâturage (à Crécy la Chapelle), et toutes les zones nouvelles de plus de 3 ha et ayant une vocation majoritairement économique.
- Immobilier d'entreprises : création, aménagement, réhabilitation, entretien et gestion de locaux d'activités de la maison du tourisme du pays Créçois située à Crécy la Chapelle et de tout nouvel immobilier d'entreprises initié après le 1er août 2006 ou à la date d'adhésion d'un nouveau membre.
- Emploi, insertion, formation : soutien à la Plateforme d'Initiatives locale, à la mission locale, et à la maison des services public située à Crécy la Chapelle.
- Marketing territorial : participation à des événements marketing territorial.
- Filière tourisme : gestion de la maison du tourisme intercommunal ; promotion touristique (informations, visibilité).

## Gouvernance et organisation

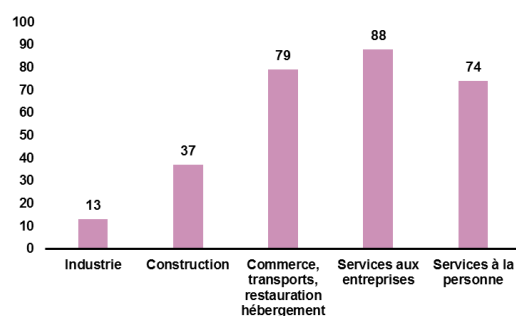
Un Vice-président délégué au développement économique et une salariée responsable du service développement économique. Le rapprochement des services emploi et développement économique doit voir le jour en 2017.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique à travers l'aménagement du territoire

Une vingtaine de zones d'activité ont été créées sur l'ensemble du territoire, pour une surface totale de 164 ha. Parmi ces zones d'activité, une dépasse les 50 ha, trois autres ont une surface supérieure à 15 ha, les autres étant inférieures à 5 ha. Les zones sont complètes, ce qui engendre une difficulté en matière de foncier disponible pour accueillir de nouvelles entreprises. La CC du Pays Créçois peut bénéficier de la proximité de Val d'Europe Disney, grâce auquel des activités de sous-traitance se développent. Cet atout permet aussi de renforcer l'ancrage territorial des entreprises.



*Opération de communication des élus de la CC dans le cadre de l'aménagement numérique (CC Pays Créçois©)*

La fibre optique doit aussi être déployée sur le territoire et sur les zones d'activité économique. Les zones de Crécy-la-Chapelle et de Quincy-Voisins bénéficient du label FTTH qui permet aux entreprises un raccordement à bas coût.

## Entrepreneuriat pour un accueil et le financement de projets d'entrepreneurs

La CC propose des permanences d'accueil pour les porteurs de projet, et s'adosse aux chambres consulaires pour proposer des dispositifs d'aides et d'accompagnement. Du côté de l'aide au financement des projets, la CC adhère à la plateforme Initiative Nord Seine-et-Marne, qui octroie des prêts d'honneurs. En 2016, une dizaine de financements en prêt d'honneur ont ainsi été accordé. Il s'agit particulièrement d'entreprises individuelles.

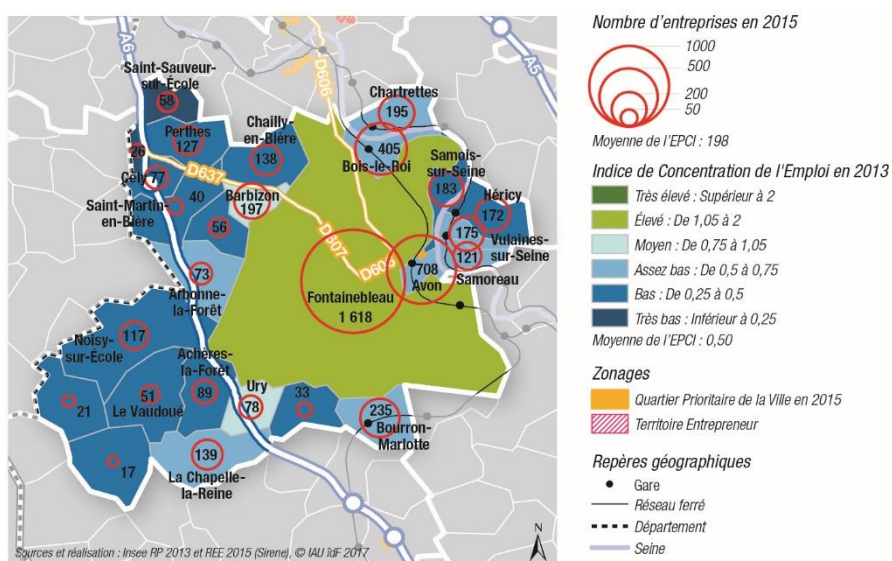
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Bouleurs, Boutigny, Condé-Sainte-Libiaire, Couilly-Pont-aux-Dames, Coulommes, Coutevroult, Crécy-la-Chapelle, Esbly, La Haute-Maison, Montry, Quincy-Voisins, Saint-Fiacre, Saint-Germain-sur-Morin, Sancy, Tigeaux, Vaucourtois, Villemareuil, Villiers-sur-Morin, Voulangis.



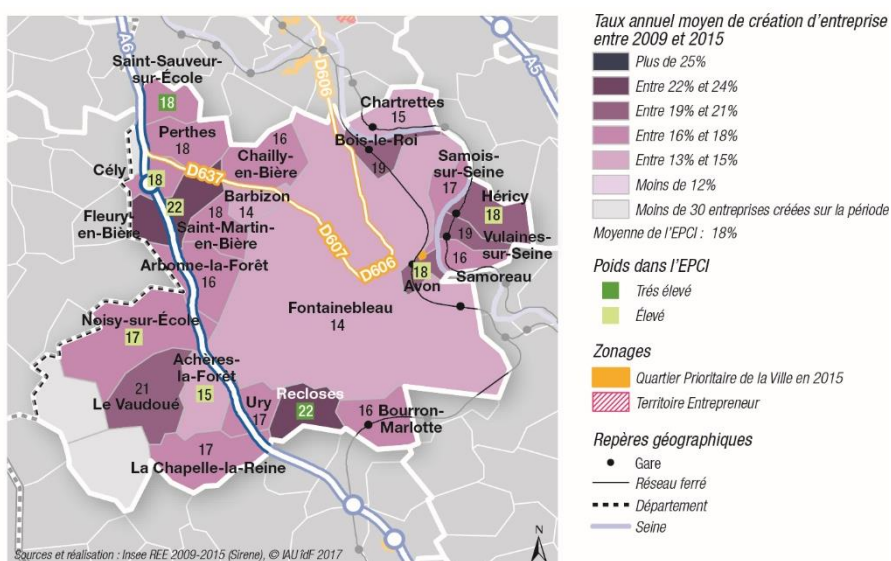
# CA DU PAYS DE FONTAINEBLEAU

- **Date de création** : 2017 - **Population** : 68 092 (Insee RP 2014) - **26 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 8,5 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 5 149 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 12,4 % (dont 8,2 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>25</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>25</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Politique locale du commerce ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

## Intérêts

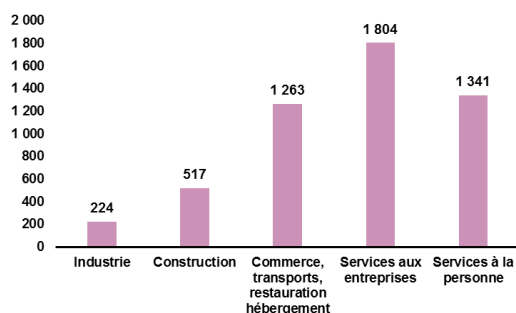
- Soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

## Gouvernance et organisation

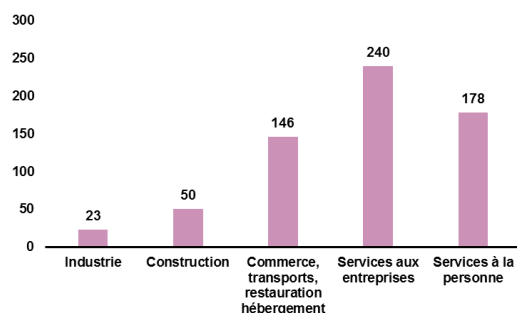
Le pôle développement économique et touristique de la CA du Pays de Fontainebleau compte trois postes : une responsable, une chargée de mission entreprises et responsable de la pépinière, et une chargée de l'animation et la communication économique (poste créé au 1<sup>er</sup> janvier de cette année).

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneurial

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### Les zones d'activité

En application de la loi NOTRe, la nouvelle CA du Pays de Fontainebleau doit finaliser le transfert des ZAE d'ici la fin d'année. A noter qu'à l'échelle des 5 communautés de communes dont sont issues les 26 communes de la CA, 4 zones relevaient de l'intérêt communautaire.

### L'immobilier d'entreprises

En matière d'immobilier d'entreprises, la CA porte un télé-centre. La clientèle cible est constituée d'indépendants, de TPE, de salariés nomades ou télétravailleurs ponctuels, de créateurs. L'offre de cet équipement est construite autour d'espaces de travail allant du coworking (200 m<sup>2</sup>) à des petits bureaux dont 30 fermés et 22 en campus. Une offre d'animations et de services facilite la mise en réseau des utilisateurs et leur développement. Le site de 1 200 m<sup>2</sup> a ouvert en 2014 a été occupé en un an et compte à ce jour environ 250 utilisateurs.

### L'accompagnement au parcours résidentiel des entreprises

La CA réalise une veille de la vacance des locaux d'activité et du foncier.

### Le développement rural par les programmes LEADER

Sur le territoire de la CA, un programme européen LEADER pour le développement rural est porté par le Parc naturel régional Gâtinais situé sur les Communes membres du Parc. Un autre programme sur les EPCI(s) du Sud Seine-et-Marne est porté par l'association Pacte Sud 77.

### Le développement de la filière touristique

L'office de tourisme de l'agglomération, « Fontainebleau Tourisme », un EPIC créé par la CA, porte la politique d'accueil, de promotion et d'animation de la filière touristique locale.

### L'animation d'un guichet économique de proximité

La CA accueille, informe et oriente les entreprises en implantation, en développement, en création ou en difficultés. Pour ce faire, elle anime une veille des dispositifs/aides économiques et facilite la mise en réseau avec les interlocuteurs experts référents sur les besoins identifiés auprès des entreprises : consulaires, Région, Direccte, associations de dirigeants, acteurs locaux, établissements d'enseignement supérieur, etc.

### Les outils de communication économique

Les supports de communication économiques Print et Web vont faire l'objet d'une refonte dans le cadre de la création de la CA selon différents volets : création d'entreprises, enseignement supérieur (valorisation des offres, de l'environnement étudiant et des interactions avec le tissu économique). Un premier chantier est en cours, il concerne la création d'une nouvelle identité et de nouveaux outils de communication pour la pépinière d'entreprises.

### L'action en QPV

Le QPV sur la commune d'Avon est positionné sur des actions en matière d'insertion par l'emploi, notamment par le soutien à « 100 chances, 100 emplois ». Il est destiné aux jeunes en difficulté d'insertion professionnelle ou encore par la mise en œuvre d'actions spécifiques avec la Mission Locale.

## **Entrepreneuriat**

### Une pépinière d'entreprise pour accueillir les entrepreneurs et les soutenir dans le développement de leur activité

La « **Pépinière d'entreprises du Pays de Fontainebleau** », ouverte en 2008 à Fontainebleau, accueille aujourd'hui 14 startups, soit 24 personnes. Depuis 2014, la pépinière se trouve au 2<sup>ème</sup> étage du télé-centre Stop and Work. Les startups de la pépinière bénéficient ainsi de l'émulation du centre, facilitant la mise en réseau et les échanges avec les 250 entreprises utilisatrices des espaces de travail.

La pépinière agit sur deux volets :

- Une offre « tout public » : un guichet création pour accueillir et orienter, ainsi qu'un programme de 3 ateliers par mois.

- Un programme sélectif : il permet le développement d'entrepreneurs prometteurs en matière de création d'emplois directs ou indirects, avec un objectif de renouvellement du tissu économique local.

La pépinière propose trois types d'espaces de travail : espace de coworking ; bureaux décloisonnés et bureaux fermés. Elle propose une offre de services d'accompagnement en lien avec son réseau et ses partenaires, ainsi que des actions de visibilité.

Cet accompagnement consiste à aider le porteur de projet à finaliser son business plan. Selon l'avis d'un comité de sélection, rassemblant la CA et ses partenaires (CCI, agence départementale, expert-comptable, associations de prêts d'honneurs) le porteur de projet peut ou non intégrer le dispositif.



*Pépinière d'entreprises du Pays de Fontainebleau (CA Pays de Fontainebleau©)*

#### L'adhésion à une plateforme Initiative pour l'aide au financement

Certaines des communautés, dont sont issues les 26 communes de la CA, adhèrent à la plateforme initiative Melun Val de Seine & Sud Seine-et-Marne. Elle octroie des prêts d'honneur à taux zéro (jusqu'à 30 000 €).

## **Projets à venir : accroître la visibilité économique du territoire, et positionner la CA comme interlocuteur de proximité des entreprises**

En plus des enjeux de visibilité, la CA fixera sa politique en matière d'aménagement économique. Au préalable, le chantier portant sur la définition des zones d'activités devra être achevé.

En matière de politique locale du commerce, le chantier est ouvert pour apporter une réponse aux enjeux dans le tissu périurbain de la CA.

En matière d'animation économique, la CA trouvera sa place au sein de l'animation des guichets économiques amenés à se mettre en place à l'échelle du BEEF Sud Seine-et-Marne pour lequel les contours de l'outil de contractualisation PACTE régional sont encore inconnus.

En matière d'immobilier d'entreprises, la CA se positionnera sur l'évolution de son dispositif pépinière à l'échelle de son nouveau périmètre ainsi que sur sa politique d'offre d'accueil.

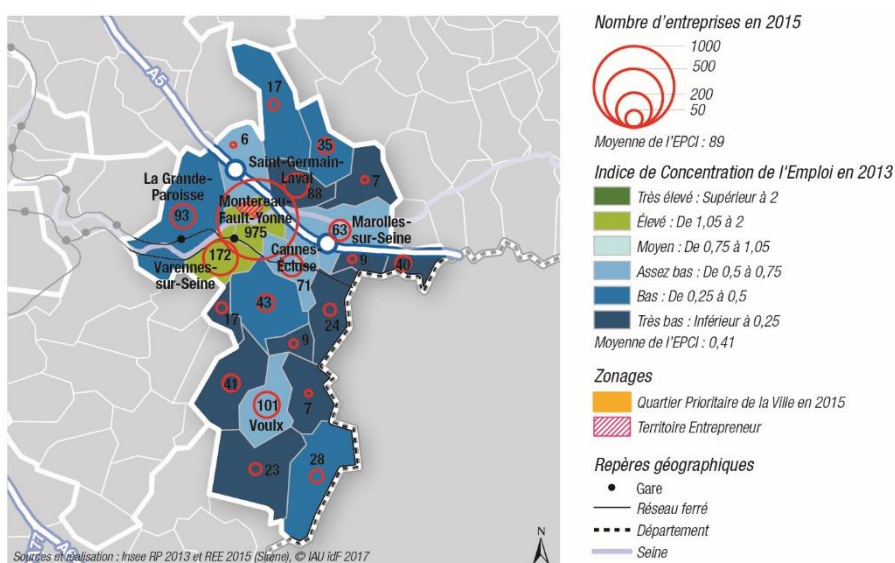
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Achères-la-Forêt, Arbonne-la-Forêt, Avon, Barbizon, Bois-le-Roi, Boissy-aux-Cailles, Bourron-Marlotte, Chailly-en-Bière, Chartrettes, Cély, Fleury-en-Bière, Fontainebleau, Héricy, La Chapelle-la-Reine, Le Vaudoué, Noisy-sur-Ecole, Perthes, Recloses, Saint-Germain-sur-Ecole, Saint-Martin-en-Bière, Saint-Sauveur-sur-Ecole, Samois-sur-Seine, Samoreau, Tousson, Ury, Vulaines-sur-Seine.



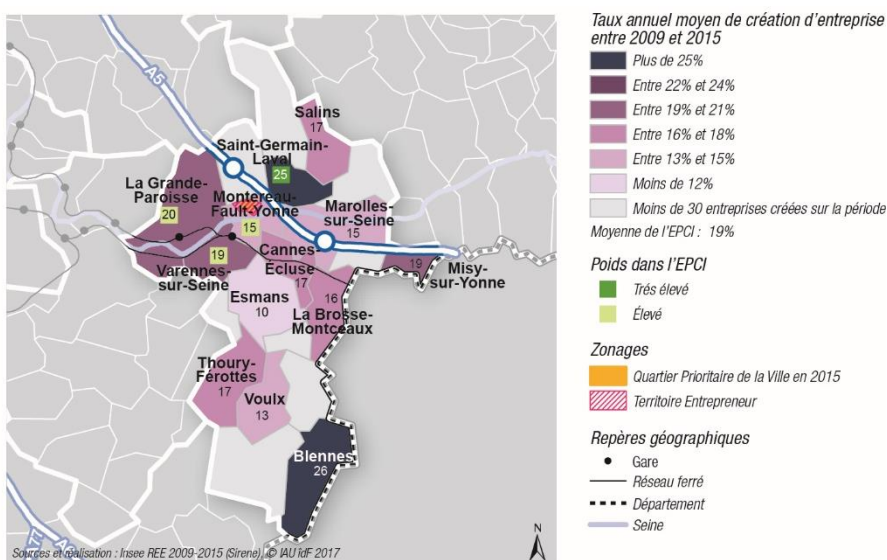
# CC DU PAYS DE MONTEREAU

- **Date de création** : 2003 - **Population** : 41 084 (Insee RP 2014) - **21 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 17,5 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 869 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 13,9 % (dont 8,0 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>26</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>26</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée



## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ;
- Création, acquisition, aménagement, gestion d'immobilier d'entreprises ;
- Soutien aux organismes contribuant à la création, au maintien et au développement de l'activité économique ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du patrimoine naturel bâti, historique et culturel, dont la création et la gestion d'un office du tourisme Intercommunal.

## Intérêts

- Aménagement territoire, zones d'activités : les Zones d'Activités de Saint-Donain (50 ha) à Marolles-sur-Seine, de Merlange (9 ha) à Saint-Germain-Laval et le campus (1,3 ha) à Montereau. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les 5 ZA communales ont été transférées à l'intercommunalité. Elles sont également quasiment intégralement commercialisées.
- Développement économique/entrepreneuriat : soutien aux organismes contribuant à la création, au maintien et au développement de l'activité économique et de l'emploi.
- Filière tourisme : création et gestion d'un office du tourisme intercommunal ; promotion du patrimoine naturel, bâti, historique (parc historique) et culturel ; commercialisation de prestations et de produits touristiques ; création d'itinéraires de randonnée d'intérêt communautaire.

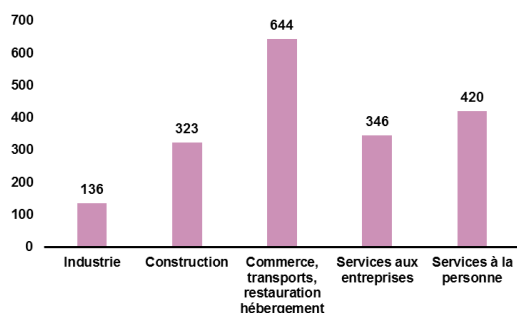
## Gouvernance et organisation

Le service développement économique, composé d'une chargée de mission, est intégré à la direction du développement territorial, qui gère, en plus du développement économique, l'habitat, le développement durable/transition énergétique, l'urbanisme/aménagement, le foncier, le tourisme, et le SIG intercommunal.

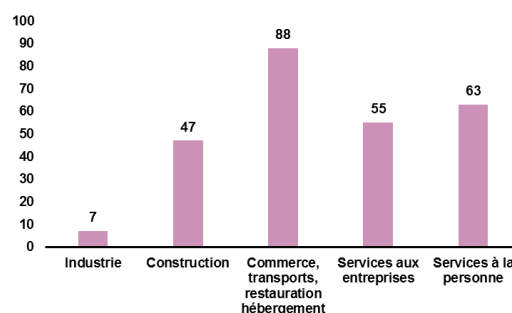
Le conseil communautaire est composé de 55 élus dont 15 Vice-présidents.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### La création, l'aménagement et la gestion du foncier économique

La CC du Pays de Montereau (CCPM) a porté la création de deux zones d'activité : l'une à Marolles-sur-Seine et l'autre à Saint-Germain-Laval, chacune d'une surface de 50 ha. Ces zones étant quasiment remplies, la CCPM envisage la création d'une nouvelle zone d'activité, afin de répondre aux demandes des PME et artisans.

Depuis le transfert des ZA communales au 1er janvier 2017, La CCPM gère, entre autres, la zone industrielle de Montereau-Fault-Yonne qui présente avec ses 24 ha de friches, un potentiel de développement. Face à ces enjeux, la CCPM souhaite engager une requalification de zone industrielle de Montereau. Cela suppose de développer une stratégie foncière et immobilière globale, mais aussi d'importants travaux de mise en accessibilité et de jalonnement, qui permettront de redonner plus de lisibilité à la zone.

### Le soutien au développement de la filière numérique

Le développement de la filière numérique est structuré en trois étapes complémentaires :

- Depuis 2014, déploiement du haut débit sur le territoire, avec à terme le déploiement de la fibre (2018-2020).
- En 2014 : construction d'un Campus Numérique (centre de formation dédié aux métiers de la fibre optique et de l'aménagement numérique) géré par une *société coopérative d'intérêt collectif (Scic)*. En 2016, 300 élèves y ont été accueillis pour des formations diplômantes de 8 à 10 mois. Cette école affiche un taux de réussite aux examens de 92 % et 86 % des élèves retrouvent ensuite un emploi.
- Depuis 2016 : La CC soutient la création d'une association de chefs d'entreprise du numérique. Le cluster « Résonance » qui regroupe 15 entreprises a été créé en 2017. Dans une logique de recherche de synergies, le cluster vise à accroître la performance, la visibilité, l'innovation de ses membres et à optimiser la gestion de leurs ressources humaines. Son principe repose sur la mutualisation des moyens, des actions.



Le Campus Numérique (CCPM©)

## Entrepreneuriat

### Un centre de télétravail pour accueillir les travailleurs et les entrepreneurs

Un centre de télétravail, Stop & Work a été inauguré en janvier 2016 à Montereau sur le même site que le Campus Numérique (à proximité de la gare). Il propose 59 postes de travail équipés de wifi et fibre optique, répartis en 25 bureaux et favorise rencontres et échanges pour ses adhérents. Une association, l'Incuberie propose également des ateliers (choix du statut fiscal et social du dirigeant, élaboration du business plan, de sa stratégie marketing) pour les créateurs d'entreprises.

## Des actions de soutien aux entrepreneurs en matière d'informations, de financement et de visibilité

Le service développement économique de la CCPM accueille et oriente les entrepreneurs selon leurs besoins. La CCPM est aussi adhérente à deux associations qui octroient des prêts d'honneur à des porteurs de projets, à savoir la plateforme Initiative Melun Val-de-Seine et le réseau Entreprendre. Par ailleurs, la CCPM dispose d'une bourse à la création, à la reprise et au développement d'entreprise. Cette bourse peut financer 75 % des études préalables à la création d'entreprise dans la limite d'un plafond de 3 300 € (étude juridique, de marché, etc.). Six candidats ont bénéficiés de cette bourse en 2014 et cinq en 2015.

La collectivité se positionne également en « facilitatrice ». Elle a ainsi engagé une démarche volontaire de communication vers les entreprises du territoire. Les services de la CCPM organisent des rencontres trimestrielles avec des acteurs économiques. Dans ce cadre, un annuaire des entreprises est en cours de réalisation. Enfin, chaque mois la CCPM met une entreprise du territoire à l'honneur dans sa gazette et diffuse des offres de recrutement.

## **Projets à venir dans le développement de filières spécifiques**

### Filière tourisme

La CCPM œuvre à la valorisation de son patrimoine avec les projets de l'Euro voie verte, ou avec la création d'un port fluvial qui donnent une ouverture internationale au territoire.

La CC du Pays de Montereau porte le projet de Parc de loisirs dédié au personnage historique, Napoléon.

### Filière agricole

S'appuyant sur une demande sociétale croissante des circuits courts, la CCPM initie le développement d'une filière de transformation laitière qui, au travers de la fabrication du Brie de Montereau, permet également de renforcer l'identité du territoire et s'inscrit pleinement dans le projet LEADER (Liaisons Entre Actions de Développement Economique Rural).

### Filière de gestion des déchets de chantiers

En lien avec la filière agricole et le projet de construction du parc Napoléonien, la CCPM soutient la création d'une filière de gestion de déchets qui se veut expérimentale, innovante et vertueuse.

La CCPM souhaite palier les consommations de surfaces agricoles par le développement du programme expérimental de reconquête des anciennes carrières.

### Filière numérique

Depuis janvier 2017, au sein du Quartier Politique de la Ville (QPV) de Montereau, la ville porte le projet de Digital Academy, une université numérique, destinée à accueillir des étudiants post bac, n'ayant pas les moyens économiques d'étudier à Paris. Pour compléter et renforcer la filière numérique, le centre de télétravail Stop and Work et le cluster numérique, la CCPM prévoit la création d'une offre immobilière d'entreprise : de 1 000 à 2 000 m<sup>2</sup> de bureaux d'ici 2019 sur le site du Campus Numérique. L'objectif visé est de faire de ce site un pôle régional de compétitivité sur les usages du numérique.

### Création d'un pôle commercial régional

Le développement économique, notamment commercial du Sud de l'agglomération Monterelaise, se poursuit par le développement du Fossard Est constituant, après la réalisation du centre commercial du Bréau, une emprise foncière mobilisable et stratégique.

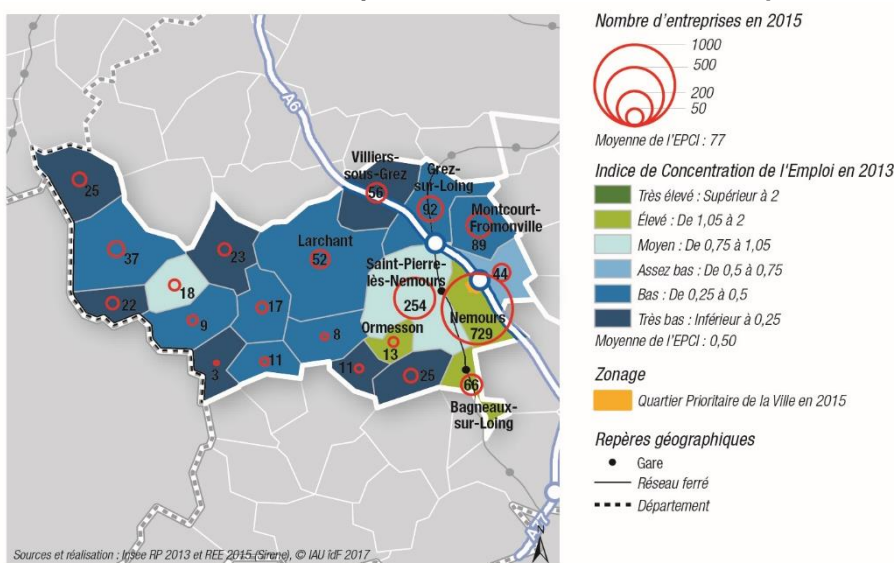
<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : Barbey, Blennes, Cannes-Ecluses, Chevry-en-Sereine, Courcelles-en-Bassée, Diant, Esmans, Forges, La Brosse-Montceaux, La Grande-Paroisse, Laval-en-Brie, Marolles-sur-Seine, Misy-sur-Yonne, Montereau-Fault-Yonne, Montmachoux, Noisy-Rudignon, Saint-Germain-Laval, Salins, Thoury-Férottes, Varennes-sur-Seine, Voulx.



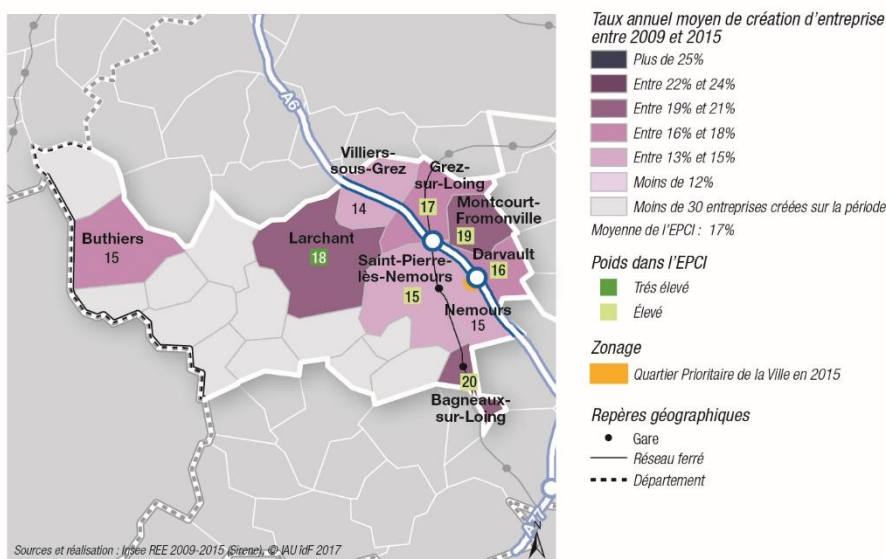
# CC DU PAYS DE NEMOURS

- **Date de création** : 2010 - **Population** : 30 008 (Insee RP 2014) - **21 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 13,8 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 608 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 12,4 % (dont 9,0 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>27</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>27</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée

## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique ;
- Accompagnement d'actions pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans dans le cadre de la Mission Locale ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

## Intérêts

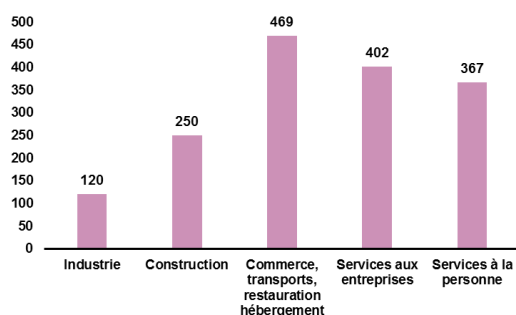
- Aménagement du territoire : études et préconisations de requalification des ZAE.
- Marketing territorial : la mise en œuvre d'une stratégie de marketing territorial, ainsi que la représentation extérieure de la CC auprès de toutes les instances contribuant à la vie économique.
- Entrepreneuriat : le développement d'entreprises existantes et l'animation du tissu économique local (rencontre, mise en place et animation d'un réseau de chefs d'entreprises) ; la promotion et la prospection favorisant l'implantation d'entreprises et leur maintien sur le territoire ; les actions d'aide économique aux entreprises dans le respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ; l'accueil, l'accompagnement et l'orientation des porteurs de projets et des entreprises ; l'accompagnement des candidats individuels au FISAC dans les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants.
- Immobilier d'entreprise : étude, création, aménagement et gestion, directe ou par délégation, d'incubateurs, de pépinière d'entreprises, d'hôtel d'entreprises et de village d'entreprises ; La création ou la constitution de réserves foncières à destination économique.
- Soutien économie locale, développement sectoriel (agriculture) : le soutien à la filière agricole par des actions d'accompagnement et de promotion visant à valoriser les produits locaux, l'innovation agricole, le développement du rôle sociétal de l'agriculteur dans la préservation et la mise en valeur du territoire.

## Gouvernance et organisation

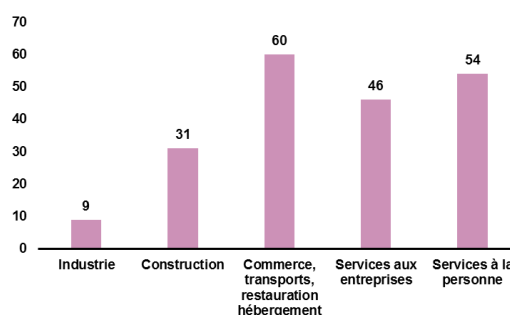
Depuis 2016, la CC a mis en place un pôle développement économique et urbanisme, quatre emplois dédiés à l'urbanisme et un au développement économique. L'emploi n'est pas une compétence de la CC, ni d'intérêt communautaire, mais le pôle développement économique et urbanisme exerce effectivement des actions liées à l'emploi.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### La commercialisation de ZAE

En 2017, la CC commercialise trois ZAE, soit une surface totale d'environ 20 ha. Au niveau des activités économiques, CC veille à préserver le petit commerce et à garder un équilibre d'économie locale, en parallèle deux pôles de grande distribution.

La dernière implantation significative sur le territoire est celle de l'entreprise STEF sur la ZAC de la Pierre Levée avec à terme environ 200 emplois.

La mise en place d'une cellule locale d'accélération des procédures publiques (CLAPP) avec les services de l'Etat vise à accélérer et à concentrer les décisions et démarches administratives (autorisation, déclaration, contrôle, recrutement,...).

### L'aide à la recherche d'un emploi ou d'un stage

Le programme « 100 chances, 100 emplois » vise un public de jeunes de 18 à 26 ans et les aides à décrocher un premier emploi ou un premier stage, au travers de conseils, d'orientation ou encore de mise en réseau. Ce dispositif s'effectue selon quatre modules hebdomadaires. Il concerne le territoire du Pays de Nemours et c'est un dispositif conjoint avec la Mission Locale et l'entreprise Saint-Gobain, avec un ciblage QPV de Nemours en partenariat avec l'Etat.

## Entrepreneuriat

### L'immobilier d'entreprises sous forme d'ateliers-relais



Atelier-relais (CC Pays de Nemours©)

En matière d'offre immobilière pour les entreprises, la CC a programmé la construction de 500 à 700 m<sup>2</sup> d'ateliers relais sur quelques-unes des 8 ZAE du territoire d'ici la fin de l'année 2017. Ces ateliers ont pour vocation l'accueil des activités tertiaires. La CC fait le choix d'une construction modulaire de bureaux de type conteneurs maritimes (entraînant gain économique et une plus grande rapidité d'exécution).

Entre 4 et 6 modules doivent être proposés, avec une surface individuelle de 133 m<sup>2</sup>.

La proximité dans un même endroit, d'entreprises pérennes et de jeunes entreprises, doit favoriser l'échange informel d'informations, de conseils et de pratiques.

La CC intervient ponctuellement en soutien sous forme de réunion d'information.

Cette stratégie d'ateliers-relais doit consolider l'ancrage territorial des activités locales.

### Dispositifs d'accueil et d'aides aux porteurs de projets

La CC a mis en place un accueil création à destination des porteurs de projet. De plus, les partenariats avec la plateforme Initiative Melun Val-de-Seine et Sud Seine-et-Marne et celui avec le réseau Entreprendre donnent la possibilité aux porteurs de projet d'obtenir des prêts d'honneur à taux zéro.

## **Projets à venir : la création d'un conseil économique et d'un club RH**

La CC souhaite créer un conseil économique avec des membres issus de la société civile. Ce conseil aura un rôle consultatif et sera un lieu de réflexion pour les entreprises et le territoire.

Un autre projet est d'initier un club RH, pour favoriser les échanges entre professionnels (DRH) des entreprises locales.

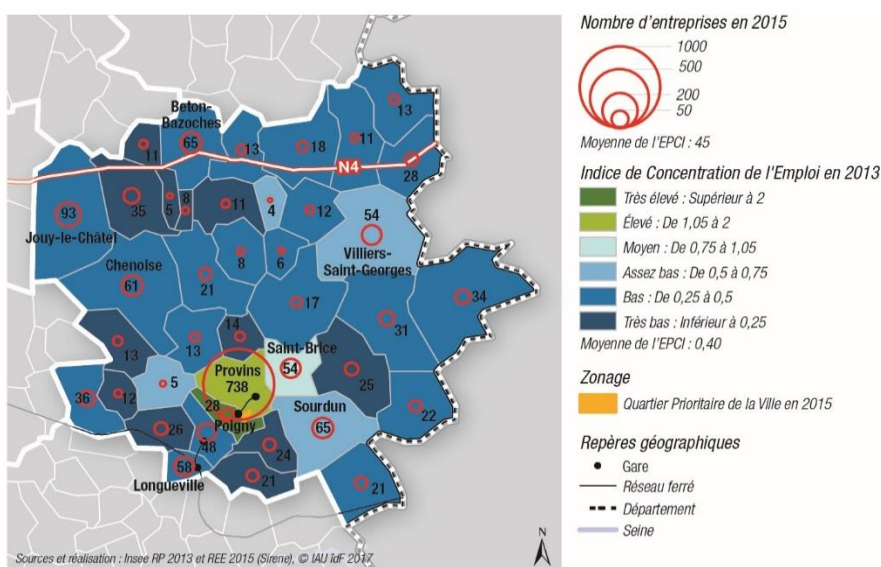
<sup>1</sup> Amponville, Bagneux-sur-Loing, Boulancourt, Burcy, Buthiers, Chevrainvilliers, Châtenoy, Darvault, Faÿ-les-Nemours, Fromont, Garentreville, Grez-sur-Loing, Guercheville, Larchant, Nanteau-sur-Essonne, Nemours, Ormesson, Rumont, Saint-Pierre-lès-Nemours, Villiers-sous-Grez, Montcourt-Fromonville.



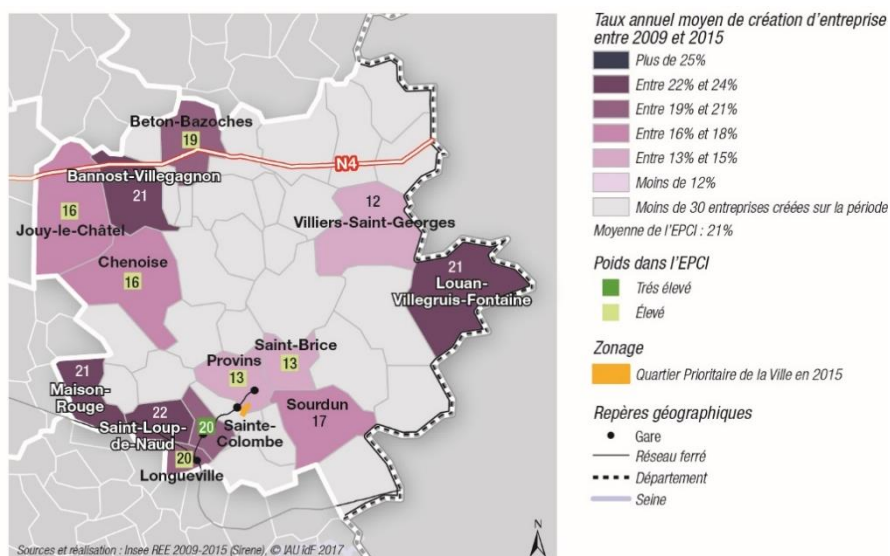
# CC DU PROVENOIS

- **Date de création** : 2014 - **Population** : 34 490 (Insee RP 2014) - **40 communes**<sup>1</sup>
- **Taux de chômage** : 14,4 % (Insee RP 2013)
- **Nombre d'entreprises** : 1 782 (Insee REE 2015)
- **Taux de création d'entreprises** (Insee REE 2015) : 11,4 % (dont 8,0 % d'entreprises individuelles)

## Indice de concentration de l'emploi<sup>28</sup> en 2013 et nombre d'entreprises en 2015



## Taux annuel moyen de création d'entreprises entre 2009 et 2015



<sup>28</sup> Nombre d'emplois commune / population active occupée



## Compétences

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Actions de développement économique ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

## Intérêts

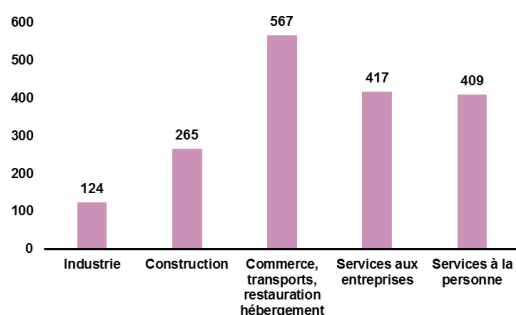
- Aménagement ZAC : la ZAC du Proinois, les futures ZAC à vocation économique et les ZAC transférées.
- Immobilier d'entreprises : les locaux d'activités (futurs et existants)
- Marketing territorial : études, actions de promotion et de communication du territoire, des ZA communautaires et des entreprises.
- Insertion : actions d'insertion par l'économie (notamment mission locale, chantiers d'insertion).
- Entrepreneuriat : la recherche et l'accompagnement d'investisseurs et de porteurs de projets en vue de la création, de la reprise et de l'implantation d'activités économiques ; les aides directes et indirectes à la création d'entreprise (plateforme d'initiatives locales) et au développement d'entreprises présentant un projet d'extension foncière ou immobilière, ou de développement de nouvelles activités, ou de création effective d'emplois.
- Filière tourisme : accueil et information ; commercialisation de produits, hors gestion des sites patrimoniaux à vocation touristique.

## Gouvernance et organisation

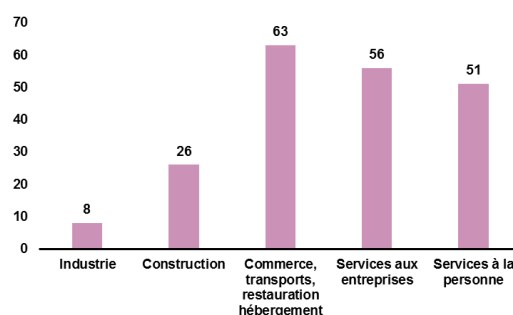
Un Vice-président est en charge de l'économie, des travaux d'aménagement et de construction. La CC n'a pas de compétence emploi propre, mais elle participe à des projets en lien.

## Actions et projets en matière de développement économique et entrepreneuriat

Stock d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Nombre de création d'entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Insee REE 2015 (Sirene)

## Développement économique

### L'aménagement du territoire comme enjeu de relocalisation des entreprises et de préservation des commerces de proximité

Sept zones d'activité sont commercialisées sur le territoire de la CC. Elles sont en moyenne de 10 000 et 20 000 m<sup>2</sup>, composées de parcelles de 5 000 m<sup>2</sup> chacune. La zone la plus récente est le parc d'activité du Provinois. Il s'agit de 12 ha d'activités divisibles en lots de 2 000 à 37 000 m<sup>2</sup>. Un immeuble en location pour les entreprises est implanté sur cette zone.



Immeuble d'entreprises sur le parc d'activité (CC Provinois©)

Ces zones d'activité répondent à un besoin de foncier des entreprises locales, pour être au plus proche d'axes routiers importants comme la Nationale 4.

S'il n'y a pas de filière économique particulière ciblée, la CC veille à préserver un équilibre économique entre les petits commerçants du centre-ville et les grandes enseignes.

Des dispositifs d'insertion par l'économie

La CC a signé une convention avec l'association Initiative 77, à travers laquelle, elle subventionne l'association de chantiers d'insertion. Cette subvention permet de financer du matériel, de l'alimentation et une partie du fonctionnement du projet, en direction des jeunes. La CC organise aussi des actions ponctuelles, telles que la Semaine de l'industrie, en partenariat avec Pôle Emploi, la mission locale, ou avec la maison de l'emploi.

### **Entrepreneuriat : une offre de services adossée à des partenaires**

La CC verse une aide financière à la CMA, qui accompagne ensuite les entreprises artisanales. Un partenariat a été noué avec la plateforme Initiative Melun Val de Seine, qui octroie des prêts d'honneur à taux zéro. Le taux de pérennité des entreprises passant par ce dispositif s'élève à 80-85 %. La CC s'appuie également sur la CCI pour bénéficier de leur aide juridique, de leurs études et statistiques. Mais au vu du caractère rural du territoire, le partenaire privilégié reste la CMA.

Enfin, l'agence départementale Seine-et-Marne Développement devrait devenir une agence d'attractivité et collaborer avec la CC du Provinois, afin d'apporter un soutien dans la réponse aux appels à projets de la Région.

### **Projet à venir : le déploiement de la fibre optique**

La CC prévoit de déployer la fibre optique sur l'intégralité de son territoire d'ici 2019-2020.

<sup>1</sup> Augers-en-Brie, Bannost-Villegagnon, Beauchery-Saint-Martin, Beton-Bazoches, Bezalles, Boisdon, Cerneux, Chalaute-la-Grande, Chalaute-la-Petite, Champcenest, Chenoise, Courchamp, Courtacon, Cucharmoy, Frétoy, Jouy-le-Châtel, La Chapelle-Saint-Sulpice, Les Marêts, Longueville, Louan-Villegrais-Fontaine, Léchelle, Maison-Rouge, Melz-sur-Seine, Montceaux-lès-Provins, Mortery, Poigny, Provins, Rouilly, Rupéreau, Saint-Brice, Saint-Hilliers, Saint-Loup-de-Naud, Saint-Martin-du-Bosche, Saint-Colombe, Sancy-lès-Provins, Soisy-Bouy, Sourduin, Villiers-Saint-Georges, Voulton, Vulaine-lès-Provins.



**L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE**  
EST UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE PAR DÉCRET DU 2 AOÛT 1960.

15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15 - TÉL. : 01 77 49 77 49